PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente, Le Vice-Président,

M. Phillipe PASSOT

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

SOMMAIRE

6.3 Annexes informatives

6.3.1 Réglementation plantations et semis d'essences forestières

6.3.1.1 Réglementation boisement – Bellecombe

6.3.1.2 Réglementation boisement – Chassal

6.3.1.3 Réglementation boisement – La Pesse

6.3.1.4 Réglementation boisement – Lajoux

6.3.1.5 Réglementation boisement – Lavans-lès-Saint-Claude

6.3.1.6 Réglementation boisement – Les Bouchoux

6.3.1.7. Réglementation boisement – Les Molunes

6.3.1.8 Réglementation boisement – Les Moussières

6.3.1.9 Réglementation boisement – Molinges

6.3.1.10 Réglementation boisement – Pratz

6.3.1.11 Réglementation boisement – Saint-Claude

6.3.2 Classement sonore infrastructures de transports terrestres

6.3.2.1 Classement sonore des voies – Arrêté

6.3.2.2 Classement sonore des voies – Notice et plan

6.3.3 Les bois ou forêts relevant du régime forestier

6.3.3.1 Liste bois ou forêts relevant du régime forestier

6.3.3.2 Plan bois ou forêts relevant du régime forestier

6.3.4 Les secteurs d'information sur les sols

6.3.4.1 Arrêté SIS

6.3.4.2 Fiche site SIS – Chassal-Molinges

6.3.4.3 Fiche site SIS – Coteaux-du-Lizon

6.3.4.4 Fiche site SIS – Saint-Claude

6.3.5 Liste des lotissements de moins de 10 ans

6.3.6 Les sites archéologiques

6.3.6.1 Liste des entités archéologiques recensées

6.3.6.1 Cartographie des entités archéologiques recensées

6.3.6.1 Sites archéologiques sensible – Saint-Claude

6.3.7 Les sites NATURA 2000

6.3.8 Les Zones Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

6.3.9 Risque retrait gonflement des argiles

6.3.9.1 Plan du risque retrait gonflement des argiles

6.3.9.2 Plaquette – Construire en terrain argileux

6.3.10 Les chemins de randonnée et équestres

6.3.11 La prise en compte de la santé

PLAN LOCAL D'URBANISME
de
BELLECOMBE

11. – Réglementation des boisements

- Elaboration prescrite le 27.05.2013
- Dossier arrêté le 30.09.2013
- Mise à l'enquête publique du 17.01.2014 au 17.02.2014
- PLU approuvé le 19.05.2014
- **Vu pour rester annexé à la délibération du 19.05.2014**

SOUS-PRÉFECTURE DE SAINT-CLAUDE
REÇU LE :
23 MAI 2014
Contrôle de Légalité

MAIRIE DE BELLECOMBE
39310 - JURA

SCIENCES ENVIRONNEMENT
Bureau d'études d'ingénierie, conseils et services

AGENCE DE BESANCON – Siège social
6, boulevard Diderot - 25000 BESANCON
Tél. : 03.81.53.02.60
www.sciences-environnement.fr
besancon@sciences-environnement.fr

JURA Habitat

Maison de l'habitat
32, rue Rouget de Lisle
BP 20460 - 39007
Lons-le-Saunier cedex
Tél. : 03 84 86 19 10
Fax : 03 84 86 19 19

Agence de Dole :
3, avenue Aristide Briand
BP 2 - 39107 Dole cedex
Tél. : 03 84 82 24 79
Fax : 03 84 82 14 42

Agence de Saint-Claude :
9, rue de la Poyat
39200 Saint-Claude
Tél. : 03 84 45 17 66
Fax : 03 84 45 10 46

E-mail : contact@jurahabitat.fr - www.jurahabitat.fr

Association régie par la loi 1901. - Affiliée aux Fédérations Nationales H&D - SCL - PACT-ARIM
Code APE 913E - N° de SIRET : 778 396 796 00063

DEPARTEMENT DU JURA

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

RE[illegible]IQUE FRANCAISE

INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS DE CERTAINS BOISEMENTS

Arrêté D.D.A. n° 884

Commune de BELLECOMBE

LE PREFET DU JURA,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le livre 1er, titre 1er du Code Rural et notamment l'article 52-1 concernant les semis et plantations d'essences forestières,
- Vu le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 portant application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la règlementation de certains boisements,
- Vu le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 réprimant les infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural,
- Vu le décret du 29 Septembre 1962 classant le département du JURA dans la liste des départements où peuvent être interdits ou réglementés certains semis ou plantations d'essences forestières,
- Vu le décret n° 79-905 du 18 Octobre 1979 modifiant le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961,
- Vu le décret n° 79-906 du 18 Octobre 1979 modifiant le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961,
- Vu l'avis de la Commission Communale d'Aménagement Foncier,
- Vu l'avis de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier,
- Vu l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture,
- Vu l'avis du centre régional de la propriété forestière,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 100 du 1er janvier 1981 portant délégation de signature à M. André LALEGERIE, Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture du JURA.

A R R E T E

Article 1er -

Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de BELLECOMBE, suivant les zones délimitées au plan annexé.

./.

Article 2 -

Sur l'ensemble du territoire de la commune, les distances à respecter par rapport aux chemins, fossés et fonds voisins, pour tout semis et plantation d'arbres devant dépasser deux mètres de hauteur sont fixées ainsi :

a) deux mètres d'un fonds forestier voisin, conformément à l'article 671 du Code Civil,

b) trois mètres d'un fonds agricole voisin pour les semis et plantations d'arbres de Noël régulièrement déclarés, conformément à l'article 5 ci-dessous,

c) quatre mètres d'un fonds agricole voisin pour les semis et plantations de : pommiers, pruniers et poiriers,

d) six mètres d'un fonds agricole voisin pour les semis et plantations de résineux, noyers, cerisiers, merisiers, aulnes et bouleaux,

e) dix mètres d'un fonds agricole voisin pour les autres semis et plantations d'arbres, notamment les peupliers, chênes et hêtres,

f) six mètres des emprises des chemins, ruisseaux et fossés soumis à l'entretien de la commune, du syndicat d'assainissement ou de l'association foncière.

Article 3 - Dérogations -

a) les emplacements du Domaine Public de l'Etat, du Département ou des Communes,

b) les parcelles soumises au régime forestier ou possédant un plan simple de gestion agréé par le Centre Régional de la Propriété Forestière,

c) les plantations de faible développement,

pourront éventuellement, sur demande, faire l'objet de dérogations à l'article 2 ci-dessus selon les directives écrites de la direction départementale de l'agriculture sans toutefois que la réduction des distances de plantation ne puisse être inférieure à celles fixées par le Code Civil.

Article 4 -

Dans la zone règlementée, tout projet de semis ou de plantation d'arbres doit faire l'objet de déclaration préalable (en trois exemplaires) au Préfet - Direction Départementale de l'Agriculture - par l'intermédiaire du Maire de la Commune sur laquelle doit s'effectuer l'opération et sur imprimés mis à disposition à la Mairie.

Article 5 -

Dans la zone règlementée, les cultures d'arbres de Noël, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette déclaration précise la désignation cadastrale des parcelles concernées.

Est considérée comme culture d'arbres de Noël la culture de résineux issus de semis ou de plantation agés de moins de dix ans et dont la cime ne dépasse pas la hauteur de trois mètres.

Les semis ou plantations non déclarés ou ne correspondant pas à cette définition sont soumis aux dispositions de la réglementation en vigueur concernant les boisements.

./.

Article 6 -

Sont absolument interdits dans la zone règlementée la plantation ou le semis des essences suivantes :

- tilleul argenté
- peuplier blanc
- peuplier noir (clônes femelles)
- if
- frêne

Article 7 -

Les infractions à ces dispositions donneront lieu à l'application de l'article 10 du décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 complété par le décret n° 79-905 du 18 Octobre 1979 qui prévoit la destruction d'office, et aux frais du propriétaire, de toute plantation irrégulièrement effectuée sans préjudice des amendes prévues par le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 complété par le décret n° 79-906 du 18 Octobre 1979.

Article 8 -

MM. le Secrétaire Général du JURA, le Maire de BELLECOMBE, le Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier, l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture, le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, c hacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux Archives de la Préfecture, et inséré au Recueil des .. es Administratifs.

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées. Arrêté et plans seront versés aux Archives Communales où ils resteront à la disposition du public.

Fait à LONS LE SAUNIER, le 2 NOV 198[illegible]

Pour le Préfet et par délégation,
l'Ingénieur en Chef,
Directeur Départemental de l'Agriculture,

Signé : A. LALEGERIE

Pour ampliation,
Pour le Secrétaire Général,
et par délégation,
Le Secrétaire Administratif,

PRÉFECTURE DU JURA S.C.A.E. 1e Section

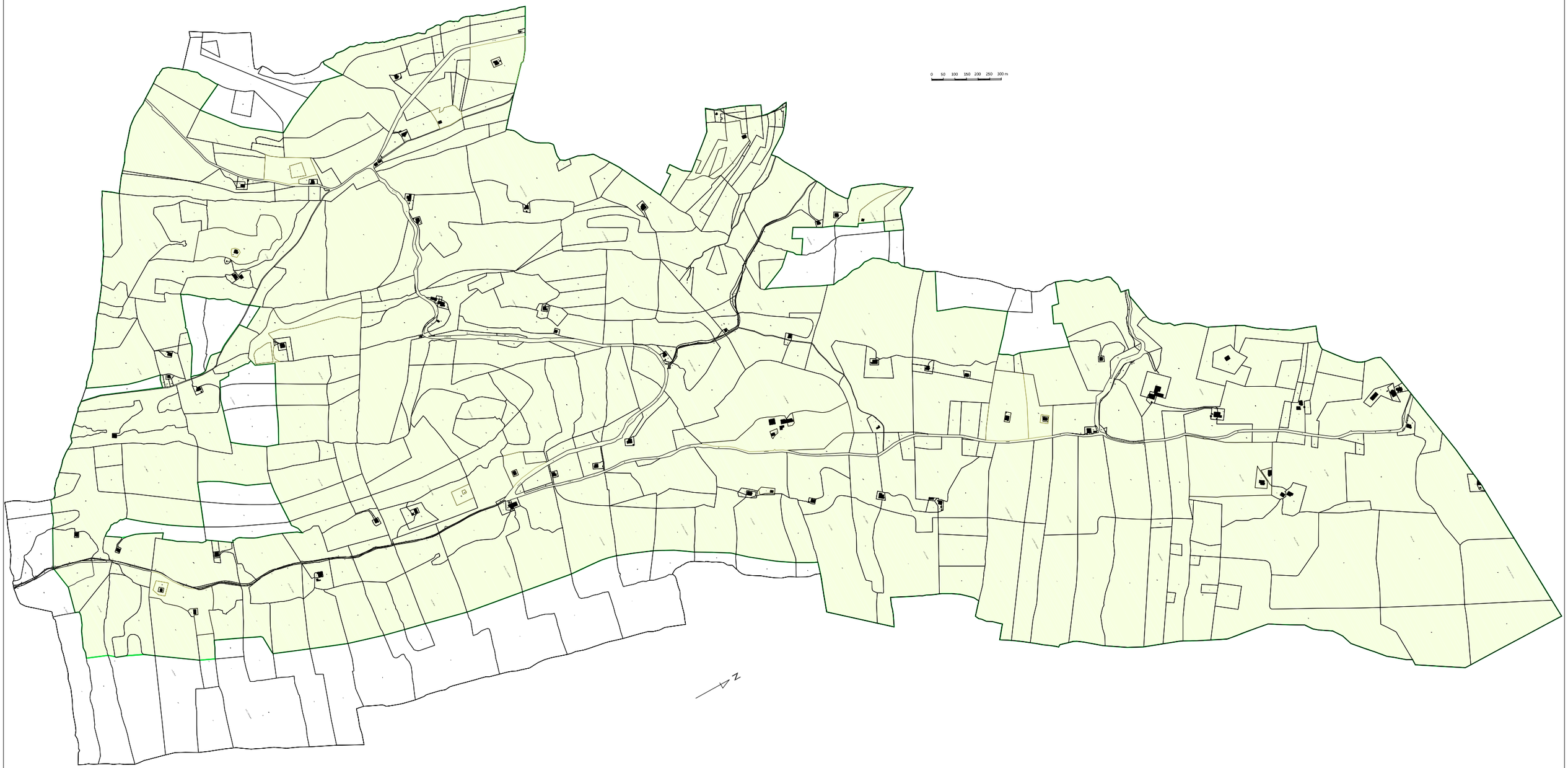
M. GREA

Règlementation des boisements (décret n°6160 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52 1 du Code Rural)

Légende

Zone soumise à autorisation préfectorale

0 50 100 150 200 250 300 m



PAC pièce 10 15

PREFECTURE DU JURA

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE-
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

INTERDICTION ET REGLEMENTATION DE CERTAINS BOISEMENTS

(Règlementation Définitive)

Arrêté DDAF 1/ST N°378/97

COMMUNE de CHASSAL

Le Préfet du Jura
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre 1er, Titre 1er du Code Rural

VU les articles L 126.1 , R.126.1 et suivants du Code Rural relatif à la règlementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU l'avis de la Commission communale d'Aménagement Foncier de CHASSAL,

VU l'avis de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier en date du 20 mars 1997

VU l'avis du Conseil Général en date du 16 mai 1997

VU l'Arrêté Préfectoral N° 1526 du 26 Décembre 1996 modifié portant délégation de signature à M. Alain PINCHART Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

A R R E T E

Article 1er.-

Les semis ou plantations d'essences forestières ou de certaines essences forestières seulement sont règlementées dans la commune de CHASSAL suivant les zones délimitées au plan annexé.

Article 2.-

Sur l'ensemble de la zone règlementée, les distances à respecter par rapport aux chemins, ruisseaux, fossés et fonds voisins, pour tout semis et plantation d'essences forestières devant dépasser deux mètres de hauteur, sont comprises en deux et dix mètres mètres.

Article 3.-

Cette distance sera arrêtée par le Préfet, dans sa décision d'autorisation en fonction de l'essence introduite, de la nature des cultures et des fonds voisins et de l'exposition.

Article 4.-
Dans la zone règlementée, tout projet de semis ou de plantation d'essences ces forestières, doit faire l'objet de déclaration préalable (en trois exemplaires) au Préfet - Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - par lettre recommandée avec accusé de réception et sur imprimés mise à disposition à la mairie.

Article 5.-
En zone réglementée les cultures d'arbres de Noël doivent faire l'objet d'une autorisation préalable. Il pourra être fixé une durée maximum d'occupation du sol.

Article 6. -
Il est rappelé que la règlementation ne s'applique qu'aux semis et plantations d'essences forestières et n'est pas applicable aux parcs et jardins attenant à une habitation.

Article 7. -
Le reboisement de peuplements forestiers existants sont exclus du champ d'application de la réglementation des boisements;

Article 8.-
Les infractions à ces dispositions donneront lieu à l'application des articles R 126.9 et R.126.10 du Code Rural , qui prévoient la destruction du boisement irrégulier sans préjudice des amendes prévues par ces articles et des suppressions d'exonération d'impôts et avantages fiscaux.

Article 9.-
En l'absence d'opposition du préfet à l'expiration du délai de 3 mois après réception de sa déclaration, le demandeur peut procéder aux plantations et semis.

Article 10. -
MM. le Secrétaire Général du Jura, le Sous-Préfet de l'arrondissement de SAINT CLAUDE, le Maire de **CHASSAL**, le Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier, l'Ingénieur en Chef-Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Commandant de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux Archives de la Préfecture et inséré au Recueil des Actes Administratifs.

Le Présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées. Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du Maire.

Lons le Saunier, le **17 juin 1997**

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt
SIGNE : Alain PINCHART

Pour Ampliation
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef du Service de l'Aménagement
Hydraulique, Forestier et Foncier
et de l'Environnement

Jean Claude PORTERET

COMMUNE DE LA PESSE

PLAN LOCAL D'URBANISME

11 CARTE DES BOISEMENTS REGLEMENTES

SOUS-PREFECTURE DE SAINT-CLAUDE
REÇU LE :
20 DEC. 2013
Contrôle de Légalité

Révision prescrite le : 22/07/2009

Projet arrêté le : 22/04/2013

Mis à l'enquête publique au 23/09/2013 au 26/10/2013

Approuvé le : 17/12/2013

le maire
Christian DAVID

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - MAIRIE DE LA PESSE (Jura)

SCIENCES ENVIRONNEMENT

Bureau d'études
Eau
Environnement
Géologie
Déchets
Assainissement

6, boulevard DIDEROT
25000 BESANCON
Tél. : 03.81.53.02.60 - Fax. : 03.81.80.01.08
E.Mail : SCIENCES-ENVIRONNEMENT@wanadoo.fr

JURA Habitat

Maison de l'habitat
32, rue Rouget de Lisle
BP 20460 - 39007
Lons-le-Saunier cedex
Tél. : 03 84 86 19 10
Fax : 03 84 86 19 19

Agence de Dole :
3, avenue Aristide Briand
BP 2 - 39107 Dole cedex
Tél. : 03 84 82 24 79
Fax : 03 84 82 14 42

Agence de Saint-Claude :
9, rue de la Poyat
39200 Saint-Claude
Tél. : 03 84 45 17 66
Fax : 03 84 45 10 46

E-mail : contact@jurahabitat.fr - www.jurahabitat.fr

Association régie par la loi 1901. - Affiliée aux Fédérations Nationales H&D - SCL - PACT-ARIM
Code APE 913E - N° de SIRET : 778 396 796 00063

HABITAT DEVELOPPEMENT
Mouvement Pact Arim pour l'Amélioration de l'Habitat


0 200 400 600 800 1000 m
Zones soumises à la réglementation des boisements

Commune de LAJOUX

DEPARTEMENT DU JURA

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

APPROBATION



Annexe 3 – Réglementations de certains boisements

Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour, Le Maire, Thierry GRENARD *(Nom prénom, Qualité)*	POS approuvé le	14 Novembre 1995
	Révision prescrite le	21 Septembre 2005
Pour copie conforme, Le Maire Thierry GRENARD	Révision arrêtée le	29 Juin 2010
	Révision approuvée le	18 JUIL. 2011

Document en date du 18 juillet 2011

Atelier du triangle

Richard **BENOIT** – Architecte-Urbaniste - Philippe **GAUDIN** – Paysagiste –
Danièle **GOUIN** – Architecte d'Intérieur – SCM **Atelier du Triangle**
Espace Entreprises Mâcon Loché - 128, rue Pouilly-Vinzelles – 71000 –MACON
Tel : 03 85 38 46 46 – Fax : 03 85 38 78 20 – Mail : atelier.triangle@wanadoo.fr

DEPARTEMENT DU JURA

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS DE CERTAINS BOISEMENTS

Réglementation Définitive

Arrêté DDA N° 978

Commune de **LAJOUX**

LE PREFET,
Commissaire de la République du
Département du JURA,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Livre 1er, Titre 1er du Code Rural,

VU le décret n°61-602 du 13 Juin 1961 modifié par les décrets 68-332 du 5 avril 1968, 73-613 du 5 Juillet 1973, 79-905 du 18 Octobre 1979 et 83-69 du 2 Février 1983, portant application de l'article 52-1 (1°) du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 modifié par le décret n° 79-906 du 18 Octobre 1979 réprimant les infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 (1°) du Code Rural,

VU le décret du 29 Septembre 1962 classant le département du JURA dans la liste des départements où peuvent être interdits ou réglementés certains semis ou plantations d'essences forestières,

VU l'avis de la Commission Communale d'Aménagement Foncier,

VU l'avis de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier,

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture,

VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière.

A R R E T E

Article 1er -

Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la Commune de LAJOUX, suivant les zones délimitées au plan annexé.

Article 2 -

Sur l'ensemble de la zone réglementée, les distances à respecter par rapport aux chemins, fossés et fonds voisins, pour tout semis et plantation d'essences forestières devant dépasser deux mètres de hauteur seront comprises entre quatre et dix mètres. Cette distance sera ramenée à deux mètres lorsque les fonds voisins seront boisés.

.../...

Article 3 -

Cette distance sera arrêtée par le Préfet, Commissaire de la République, dans sa décision d'autorisation, en fonction de l'essence introduite, de la nature des cultures des fonds voisins et de l'exposition.

Article 4 -

Dans la zone réglementée, tout projet de semis ou de plantation d'essences forestières y compris celle d'arbres de Noël doit faire l'objet de déclaration préalable (en trois exemplaires) au Préfet, Commissaire de la République - Direction Départementale de l'Agriculture - par lettre recommandée avec accusé de réception et sur imprimés mis à disposition à la Mairie.

Article 5 -

Il est rappelé que la règlementation ne s'appllique qu'aux semis et plantations d'essences forestières et n'est pas applicable aux parcs et jardins attenant à une habitation.

Article 6 -

Les infractions à ces dispositions donneront lieu à l'application de l'article 10 du décret N°61-602 du 13 Juin 1961 modifié, qui prévoit la destruction d'office et aux frais du propriétaire, de toute plantation irrégulièrement effectuée sans préjudice des amendes prévues par le décret n°61-603 du 13 Juin 1961 modifié.

Article 7 -

MM. le Secrétaire Général du JURA, le Maire de LAJOUX, le Président de la Commission communale d'Aménagement foncier, l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture, le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au Recueil des Actes Administratifs.

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées. Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils seront à la disposition du public.

LONS-LE-SAUNIER, le 28 DEC. 1988

LE PREFET,
Commissaire de la République.
Pour le Préfet,
Commissaire de la République,
et par délégation
Le Secrétaire Général,
Philippe CHAIX

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
La secrétaire en Chef

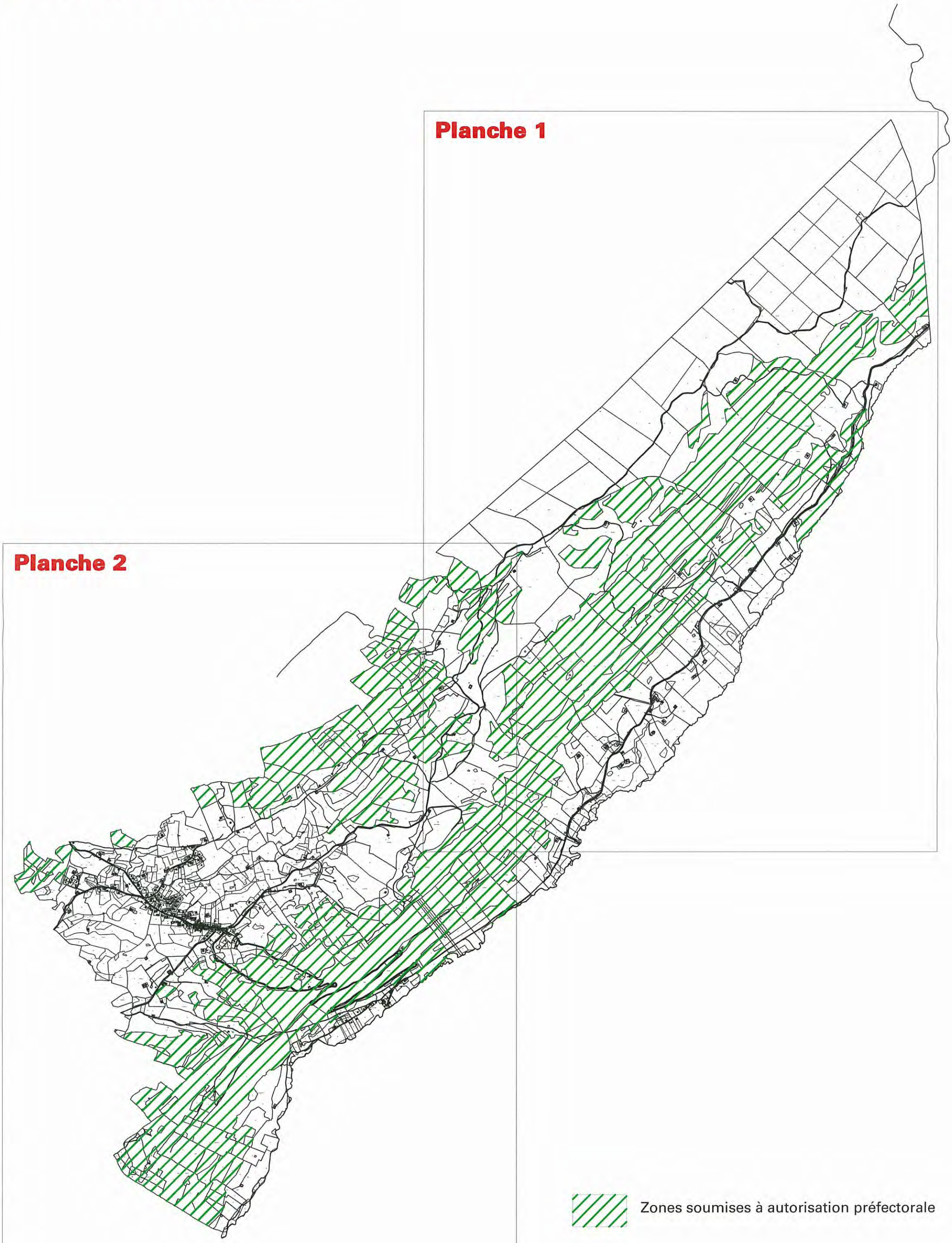
Ginette CHAUSSET

Préfecture du Jura ☆ Affaires Culturelles, Cap/Etat ☆ Direction du Contrôle et des

Planche Générale

Planche 1

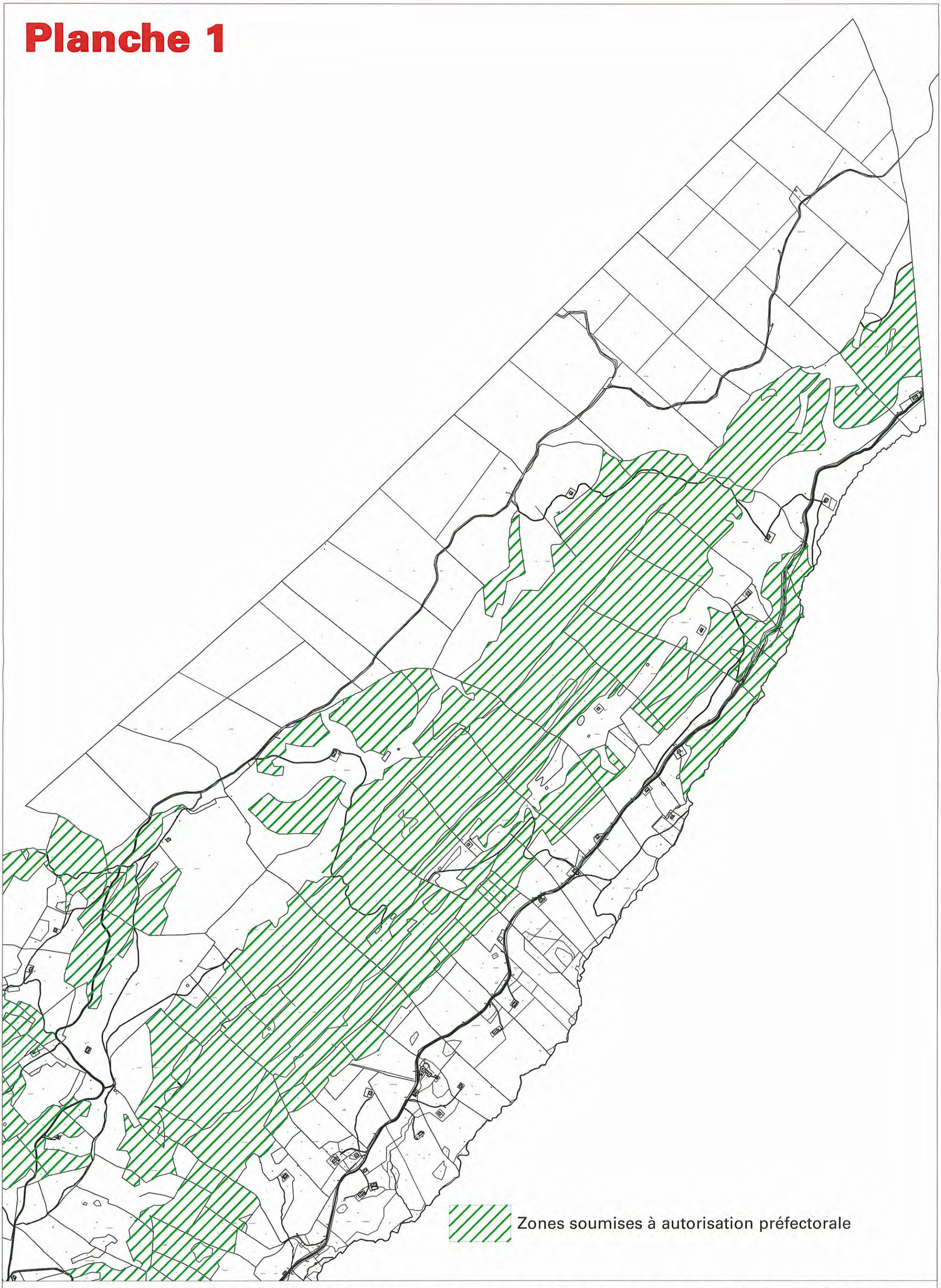
Planche 2



Zones soumises à autorisation préfectorale

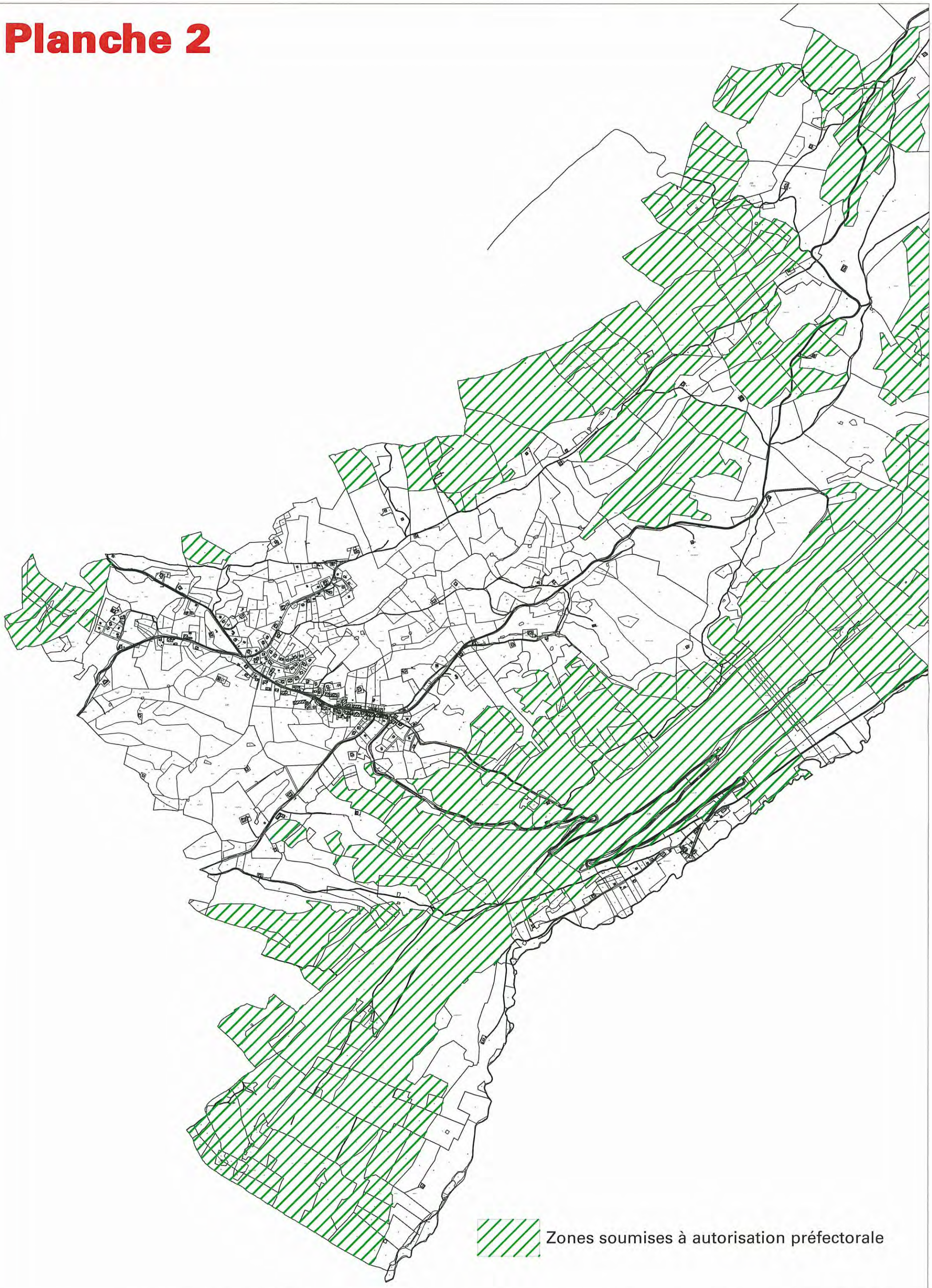
Commune de LAJOUX - Règlementation des boisements - d'après les plans en date de 1983 de la Direction Départementale de l'agriculture

Planche 1



Commune de LAJOUX - Règlementation des boisements - d'après les plans en date de 1983 de la Direction Départementale de l'agriculture

Planche 2



Commune de LAJOUX - Règlementation des boisements - d'après les plans en date de 1983 de la Direction Départementale de l'agriculture

LAVANS LES SAINT CLAUDE

PLAN LOCAL D'URBANISME
de
LAVANS-LÈS-SAINT-CLAUDE

10. – Réglementation des boisements

- Révision prescrite le 21.01.2010
- Dossier arrêté le 12.12.2013
- Mis à l'enquête publique du 16.05.2014 au 16.06.2014
- PLU approuvé le 18.12.2014
- **Vu pour rester annexé à la DCM du 18.12.2014**

Philippe PASSOT, maire.

MAIRIE de LAVANS LES SAINT CLAUDE 39170 (JURA)

SOUS-PRÉFECTURE DE SAINT-CLAUDE
REÇU LE :
19 DEC. 2014
Contrôle de Légalité

SCIENCES ENVIRONNEMENT
Bureau d'études d'ingénierie, conseils et services

AGENCE DE BESANCON – Siège social
6, boulevard Diderot - 25000 BESANCON
Tél. : 03.81.53.02.60
www.sciences-environnement.fr
besancon@sciences-environnement.fr

SCP COPPI-GRILLON-ROCARD-GIRE
Société inter-barreaux d'Avocats

38 rue des Granges
25000 BESANCON
Tél. : 03.81.53.02.83
cgbg-avocats@orange.fr

C·G·B·G
urbanisme
aménagement
environnement

JURA Habitat

Maison de l'habitat
32, rue Rouget de Lisle
BP 20460 - 39007
Lons-le-Saunier cedex
Tél. : 03 84 86 19 10
Fax : 03 84 86 19 19

Agence de Dole :
3, avenue Aristide Briand
BP 2 - 39107 Dole cedex
Tél. : 03 84 82 24 79
Fax : 03 84 82 14 42

Agence de Saint-Claude :
9, rue de la Poyat
39200 Saint-Claude
Tél. : 03 84 45 17 66
Fax : 03 84 45 10 46

E-mail : contact@jurahabitat.fr - www.jurahabitat.fr

Association régie par la loi 1901. - Affiliée aux Fédérations Nationales H&D - SCL - PACT-ARIM
Code APE 913E - N° de SIRET : 778 396 796 00063

PREFECTURE DU JURA

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE-
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

INTERDICTION ET REGLEMENTATION DE CERTAINS BOISEMENTS

(Règlementation Définitive)

Arrêté DDAF 1/ST N°383/97

COMMUNE de LAVANS LES ST CLAUDE

Le Préfet du Jura
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre 1er, Titre 1er du Code Rural

VU les articles L 126.1 , R.126.1 et suivants du Code Rural relatif à la règlementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU l'avis de la Commission communale d'Aménagement Foncier de **LAVANS LES ST CLAUDE,**

VU l'avis de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier en date du 20 mars 1997

VU l'avis du Conseil Général en date du 16 mai 1997

VU l'Arrêté Préfectoral N° 1526 du 26 Décembre 1996 modifié portant délégation de signature à M. Alain PINCHART Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

A R R E T E

Article 1er.-

Les semis ou plantations d'essences forestières ou de certaines essences forestières seulement sont règlementées dans la commune de **LAVANS LES ST CLAUDE** suivant les zones délimitées au plan annexé.

Article 2.-

Sur l'ensemble de la zone règlementée, les distances à respecter par rapport aux chemins, ruisseaux, fossés et fonds voisins, pour tout semis et plantation d'essences forestières devant dépasser deux mètres de hauteur, sont comprises en deux et dix mètres.

Article 3.-

Cette distance sera arrêtée par le Préfet, dans sa décision d'autorisation en fonction de l'essence introduite, de la nature des cultures et des fonds voisins et de l'exposition.

Article 4.-
Dans la zone règlementée, tout projet de semis ou de plantation d'essences ces forestières, doit faire l'objet de déclaration préalable (en trois exemplaires) au Préfet - Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - par lettre recommandée avec accusé de réception et sur imprimés mise à disposition à la mairie.

Article 5.-
En zone réglementée les cultures d'arbres de Noël doivent faire l'objet d'une autorisation préalable. Il pourra être fixé une durée maximum d'occupation du sol.

Article 6. -
Il est rappelé que la règlementation ne s'applique qu'aux semis et plantations d'essences forestières et n'est pas applicable aux parcs et jardins attenant à une habitation.

Article 7. -
Le reboisement de peuplements forestiers existants sont exclus du champ d'application de la réglementation des boisements;

Article 8.-
Les infractions à ces dispositions donneront lieu à l'application des articles R 126.9 et R.126.10 du Code Rural , qui prévoient la destruction du boisement irrégulier sans préjudice des amendes prévues par ces articles et des suppressions d'exonération d'impôts et avantages fiscaux.

Article 9.-
En l'absence d'opposition du préfet à l'expiration du délai de 3 mois après réception de sa déclaration, le demandeur peut procéder aux plantations et semis.

Article 10. -
MM. le Secrétaire Général du Jura, le Sous-Préfet de l'arrondissement de SAINT CLAUDE, le Maire de **LAVANS LES ST CLAUDE**, le Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier, l'Ingénieur en Chef-Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Commandant de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux Archives de la Préfecture et inséré au Recueil des Actes Administratifs.

Le Présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées. Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du Maire.

Lons le Saunier, le **17 juin 1997**

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt
SIGNE : Alain PINCHART

Pour Ampliation
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef du Service de l'Aménagement
Hydraulique, Forestier et Foncier
et de l'Environnement

Jean Claude PORTERET

Légende

Zones soumises à autorisation préfectorale

N

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune des BOUCHOUX

XII - Règlementation des boisements



- Révision prescrite le 27.01.2010
- Dossier arrêté le 13.07.2012
- Mise à l'enquête publique du 02.11.2012 au 03.12.2012
- PLU approuvé le 31.01.2013



JURA Habitat
ACCOMPAGNER & DÉVELOPPER

Agence de Dole
9 avenue Aristide Briand – 39 100 DOLE
☎ 03.84.82.24.79.
Fax : 03.84.82.14.42.

Siège social : Maison de l'habitat
32 rue Rouget de Lisle – 39 000 LONS LE SAUNIER
☎ 03.84.86.19.10.
Fax : 03.84.86.19.19.
Email : contact@jurahabitat.fr

Agence de Saint-Claude
9 rue de la Poyat – 39 200 ST CLAUDE
☎ 03.84.45.17.66.
Fax : 03.84.45.10.46.

SCIENCES ENVIRONNEMENT
Bureau d'études Eau, Environnement, Géologie, Déchets, Assainissement

6, boulevard DIDEROT - 25000 BESANCON
Tél. : 03.81.53.02.60
www.sciences-environnement.fr/
SCIENCES-ENVIRONNEMENT@wanadoo.fr

DEPARTEMENT DU JURA — REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS DE CERTAINS BOISEMENTS

Réglementation Définitive

Arrêté DDAF 1/ST N° 180

Commune de **LES BOUCHOUX**

LE PREFET,
Commissaire de la République du
Département du JURA,

VU le Livre ler, Titre ler du Code Rural,

VU le décret n°61-602 du 13 Juin 1961 modifié par les décrets 68-332 du 5 avril 1968, 73-613 du 5 Juillet 1973, 79-905 du 18 Octobre 1979 et 83-69 du 2 Février 1983, portant application de l'article 52-1 (1°) du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 modifié par le décret n° 79-906 du 18 Octobre 1979 réprimant les infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 (1°) du Code Rural,

VU le décret du 29 Septembre 1962 classant le département du JURA dans la liste des départements où peuvent être interdits ou réglementés certains semis ou plantations d'essences forestières,

VU l'avis de la Commission Communale d'Aménagement Foncier,

VU l'avis de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier,

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture,

VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière.

A R R E T E

Article ler -
Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la Commune de **LES BOUCHOUX** suivant les zones délimitées au plan annexé.

Article 2 -
Sur l'ensemble de la zone réglementée, les distances à respecter par rapport aux chemins, ruisseaux, fossés et fonds voisins, pour tout semis et plantation d'essences forestières devant dépasser deux mètre de hauteur, seront comprises entre quatre et dix mètres. Cette distance sera ramenée à deux mètres lorsque les fonds voisins seront boisés.

.../...

Article 3 -

Cette distance sera arrêtée par le Préfet, Commissaire de la République, dans sa décision d'autorisation, en fonction de l'essence introduite, de la nature des cultures et des fonds voisins et de l'exposition.

Article 4 -

Dans la zone réglementée, tout projet de semis ou de plantation d'essences forestières y compris celle d'arbres de Noël doit faire l'objet de déclaration préalable (en trois exemplaires) au Préfet, Commissaire de la République - Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - par lettre recommandée avec accusé de réception et sur imprimés mis à disposition à la mairie.

Article 5 -

Il est rappelé que la réglementation ne s'applique qu'aux semis et plantations d'essences forestières et n'est pas applicable aux parcs et jardins attenant à une habitation.

Article 6 -

Les infractions à ces dispositions donneront lieu à l'application de l'article 10 du décret N° 61-602 du 13 Juin 1961 modifié, qui prévoît la destruction d'office et aux frais du propriétaire de toute plantation irrégulièrement effectuée sans préjudice des amendes prévues par l'article 61-603 du 13 Juin 1961 modifié.

Article 7 -

MM. le Secrétaire Général du Jura, le Maire de **LES BOUCHOUX** le Président de la commission communale d'aménagement foncier, L'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture et inséré au Recueil des Actes administratifs.

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées. Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

Lons le Saunier, le 23 AVR. 1987

LE PREFET,
Commissaire de la République,

Roland HODEL

Pour Ampliation
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau

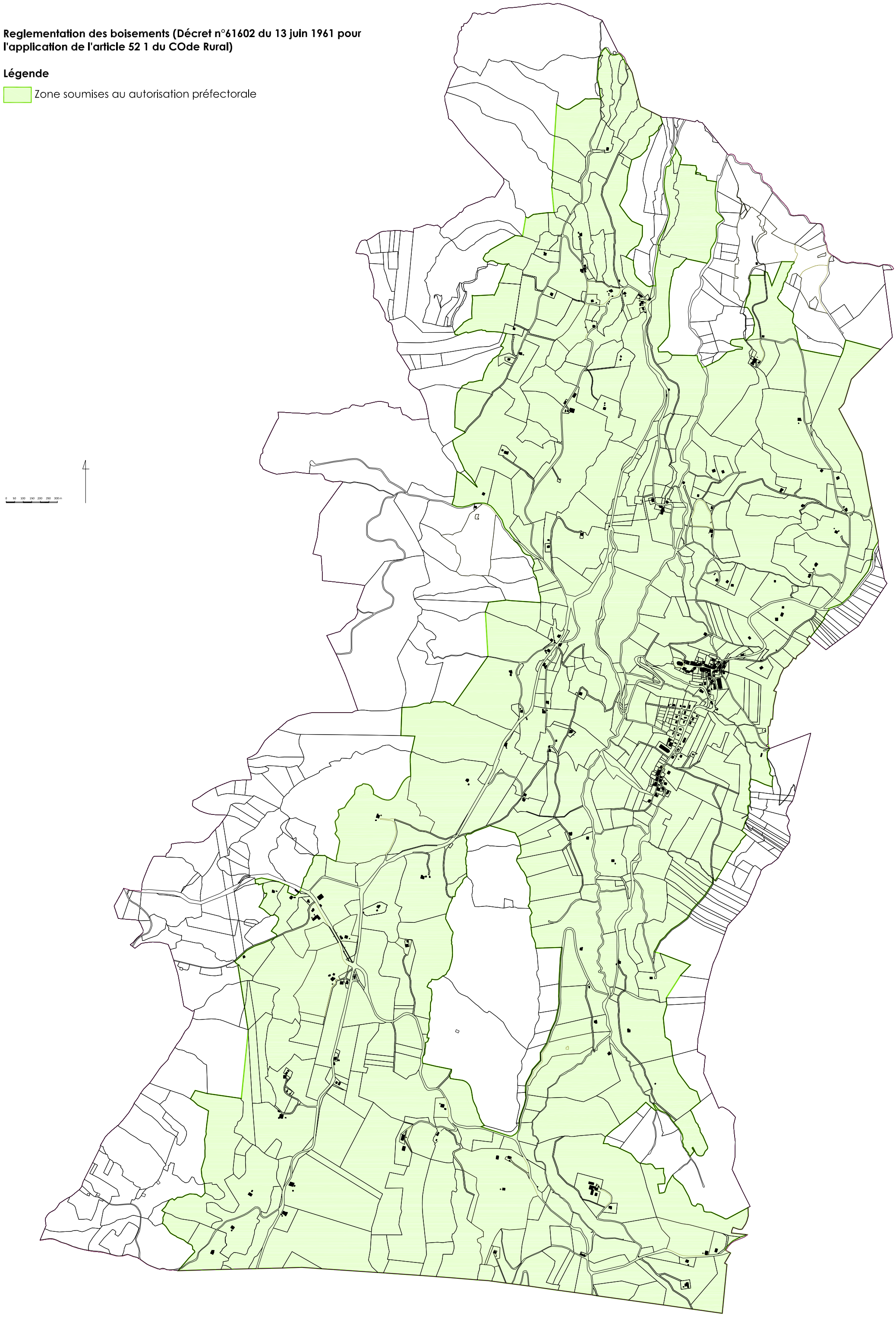
Préfecture du Jura
Direction du Contrôle de la Légalité et des Actions de l'Etat

Georges PREZIOSI

Reglementation des boisements (Décret n°61602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52 1 du COde Rural)

Légende

Zone soumises au autorisation préfectorale



Commune de SEPTMONCEL-LES MOLUNES

Plan Local d'Urbanisme

- les MOLUNES -

11. – Réglementation des boisements

Révision prescrite le 10.11.2009

Dossier arrêté le 12.07.2016

Mis à l'enquête publique du 20.12.2016 au 20.01.2017

PLU approuvé par DCM du 16.03.2017

Vu pour rester annexé à la DCM du 16.03.2017

Le Maire,
Raphaël Berlin

MAIRIE DE SEPTMONCEL LES MOLUNES 39210 (JURA)

SOUS-PRÉFECTURE DE SAINT-CLAUDE
REÇU LE :
20 MARS 2017
Contrôle de Légalité

SOLIHA
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT
JURA

32 rue Rouget de Lisle - BP 20460 - 39007 LONS LE SAUNIER CEDEX
☎ : 03 84 86 19 10 / 🖷 : 03 84 86 19 19
Email : contact@jura.soliha.fr **site internet :** www.jura.soliha.fr

SCIENCES ENVIRONNEMENT
Bureau d'études d'ingénierie, conseils et services

AGENCE DE BESANCON – Siège social - 6, boulevard Diderot - 25000 BESANCON
☎ : 03.81.53.02.60
Email : besancon@sciences-environnement.fr
site internet : www.sciences-environnement.fr

DEPARTEMENT DU JURA

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

REPUBLIQUE FRANCAISE

INTERDICTIONS ET REGLEMENTATIONS DE CERTAINS BOISEMENTS

Arrêté D.D.A. n° 885

Commune de LES MOLUNES

LE PREFET DU JURA,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le livre 1er, titre 1er du Code Rural et notamment l'article 52-1 concernant les semis et plantations d'essences forestières,
- Vu le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 portant application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la règlementation de certains boisements,
- Vu le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 réprimant les infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural,
- Vu le décret du 29 Septembre 1962 classant le département du JURA dans la liste des départements où peuvent être interdits ou réglementés certains semis ou plantations d'essences forestières,
- Vu le décret n° 79-905 du 18 Octobre 1979 modifiant le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961,
- Vu le décret n° 79-906 du 18 Octobre 1979 modifiant le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961,
- Vu l'avis de la Commission Communale d'Aménagement FOncier,
- Vu l'avis de la Commission Départementale d'Aménggement Foncier,
- Vu l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture,
- Vu l'avis du centre régional de la propriété forestière,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 100 du 1er janvier 1981 portant délégation de signature à M. André LALEGERIE, Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture du JURA.

A R R E T E

Article 1er -

Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de LES MOLUNES, suivant les zones délimitées au plan annexé.

./.

Article 2 -

Sur l'ensemble du territoire de la commune, les distances à respecter par rapport aux chemins, fossés et fonds voisins, pour tout semis et plantation d'arbres devant dépasser deux mètres de hauteur sont fixées ainsi :

a) deux mètres d'un fonds forestier voisin, conformément à l'article 671 du Code Civil,

b) trois mètres d'un fonds agricole voisin pour les semis et plantations d'arbres de Noël régulièrement déclarés, conformément à l'article 5 ci-dessous,

c) quatre mètres d'un fonds agricole voisin pour les semis et plantations de : pommiers, pruniers et poiriers,

d) si x mètres d'un fonds agricole voisin pour les semis et plantations de : résineux, noyers, cerisiers, merisiers, aulnes et bouleaux,

e) dix mètres d'un fonds agricole voisin pour les autres semis et plantations d'arbres, notamment les peupliers, chênes et hêtres,

f) six mètres des emprises des chemins, ruisseaux et fossés soumis à l'entretien de la Commune, du Syndicat d'Assainissement ou de l'Association Foncière.

Article 3 - Dérogations -

a) les emplacements du Domaine Public de l'Etat, du Département ou des Communes,

b) les parcelles soumises au régime forestier ou possédant un plan simple de gestion agréé par le Centre Régional de la Propriété Forestière,

c) les plantations de faible développement,

pourront éventuellement, sur demande, faire l'objet de dérogations à l'article 2 ci-dessus selon les directives écrites de la Direction Départementale de l'Agriculture sans toutefois que la réduction des distances de plantation ne puisse être inférieure à celles fixées par le Code Civil.

Artidle 4 -

Dans la zone règlementée, tout projet de semis ou de plantation d'arbres doit faire l'objet de déclaration préalable (en trois exemplaires) au Préfet - Direction Départementale de l'Agriculture - par l'intermédiaire du Maire de la commune sur laquelle doit s'effectuer l'opération et sur imprimés mis à disposition à la Mairie.

Article 5 -

Dans la zone règlementée, les cultures d'arbres de Noël, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette déclaration précise la désignation cadastrale des parcelles concernées.

Est considérée comme culture d'arbres de Noël la culture de résineux issus de semis ou de plantation agés de moins de dix ans et dont la cime ne dépasse pas la hauteur de trois mètres.

Les semis o_u plantations non déclarés ou ne correspondant pas à cette définition sont soumis aux dispositions de la règlementation en vigueur concernant les boisements.

./.

Article 6 -

Sont absolument interdits dans la zone règlementée la plantation ou le semis des essences suivantes :

- tilleul argenté
- peuplier blanc
- peuplier noir (clônes femelles)
- if

Article 7 -

Les infractions à ces dispositions donneront lieu à l'application de l'article 10 du décret n° 61-602 du 13 juin 1961 complété par le décret n° 79-905 du 18 Octobre 1979 qui prévoit la destruction d'office, et aux frais du propriétaire, de toute plantation irrégulièrement effectuée sans préjudice des amendes prévues par le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 complété par le décret n° 79-906 du 18 Octobre 1979.

Article 8 -

MM. le Secrétaire Général du JURA, le Maire des MOLUNES, le Président de la Commission Communale d'AMénagement Foncier, l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture, le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la préfecture, et inséré au recueil des actes administratifs.

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie, par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées. Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public.

Fait à LONS LE SAUNIER, le 2 NOV. 1981

Pour le Préfet et par délégation,
l'Ingénieur en Chef,
Directeur Départemental de l'Agriculture,

Signé : A. LALEGERIE

Pour ampliation,
Pour le Secrétaire Général,
et par délégation,
Le Secrétaire Administratif,

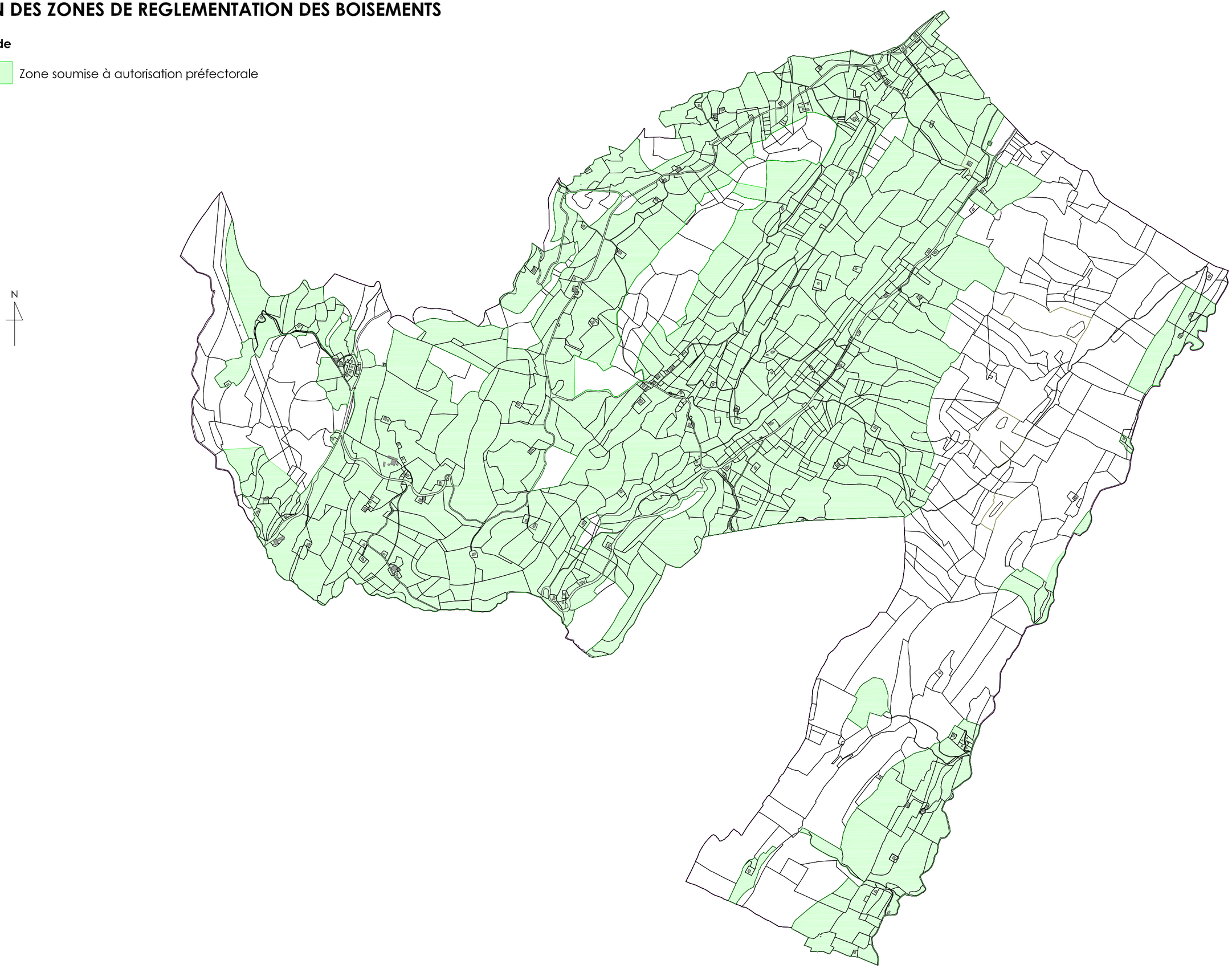
PREFECTURE du JURA
S.C.A.E. 1e Section

M. GREA

PLAN DES ZONES DE REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

Légende

Zone soumise à autorisation préfectorale



Plan Local d'Urbanisme de MOLINGES

9. Boisements réglementés

Vu pour rester annexé à la DCM du 01.02.2019

Révision prescrite le 29.08.2014

Dossier arrêté le 26.01.2018

PLU approuvé le 01.02.2019

- 5 FEV. 2019

LE MAIRE
Jean-François DEMARCHI

MAIRIE DE CHASSAL-MOLINGES 39360 (JURA)

SOUS-PRÉFECTURE DE SAINT-CLAUDE
REÇU LE :
12 FEV. 2019
Contrôle de Légalité

SOLIHA
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT

JURA

32 rue Rouget de Lisle - BP 20460 - 39007 LONS LE SAUNIER CEDEX
☎ : 03 84 86 19 10 / 🖷 : 03 84 86 19 19
Email : contact@jura.soliha.fr **site internet :** www.jura.soliha.fr

SCIENCES ENVIRONNEMENT
Bureau d'études d'ingénierie, conseils et services

AGENCE DE BESANCON – Siège social - 6, boulevard Diderot - 25000 BESANCON
☎ : 03.81.53.02.60
Email : besancon@sciences-environnement.fr
site internet : www.sciences-environnement.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DU JURA

DIRECTION
DEPARTEMENTALE
L'AGRICULTURE
ET DE LA FORET

Service de l'Eau, de la Forêt, de l'Environnement
et de l'Aménagement Foncier

ARRETE DDAF 1/ST N° 116/2004

INTERDICTION ET REGLEMENTATION DE CERTAINS BOISEMENTS

Réglementation définitive

COMMUNE De MOLINGES

Le Préfet du Jura,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le livre 1er, Titre 1er du Code Rural

VU les articles L 126.1, R.126.1 et suivants du Code Rural relatif à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU l'avis de la Commission communale d'Aménagement Foncier de MOLINGES,

VU l'avis de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier,

VU l'avis du Conseil Général ,

VU l'arrêté préfectoral n°189 du 9 février 2004, portant délégation de signature à Monsieur Gérard BOUCHOT, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

A R R E T E

Article 1er.-
Les semis ou plantations d'essences forestières ou de certaines essences forestières seulement sont réglementées ou interdites dans la commune de MOLINGES suivant les zones délimitées au plan annexé. Les mesures d'interdiction sont valables dix ans conformément aux dispositions de l'article R 126.6 du Code Rural .

Article 2.-
Sur l'ensemble de la zone réglementée, les distances à respecter par rapport aux chemins, ruisseaux, fossés et fonds voisins, pour tout semis et plantation d'essences forestières devant dépasser deux mètres de hauteur, sont comprises entre Deux et dix mètres .

Une distance de retrait de six mètres pourra être demandée le long de toute voirie publique.

Article 3.-
Cette distance sera arrêtée par le Préfet, dans sa décision d'autorisation en fonction de l'essence introduite, de la nature des cultures et des fonds voisins et de l'exposition.

Article 4.-

Dans la zone réglementée, tout projet de semis ou de plantation d'essences forestières, doit faire l'objet d'une déclaration préalable (en trois exemplaires) au Préfet - Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - par lettre recommandée avec accusé de réception et sur imprimés mis à disposition à la mairie ou à la D.D.A.F.

Article 5.-

En zone réglementée les cultures d'arbres de Noël doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle auprès du Service Forestier de la D.D.A.F. du Jura.

Article 6. -

Il est rappelé que la réglementation ne s'applique qu'aux semis et plantations d'essences forestières et n'est pas applicable aux parcs et jardins attenant à une habitation.

Article 7. –

Les infractions à ces dispositions donneront lieu à l'application des articles R 126.9 et R.126.10 du Code Rural , qui prévoient la destruction du boisement irrégulier sans préjudice des amendes prévues par ces articles et des suppressions d'exonération d'impôts et avantages fiscaux..

Article 8.-

En l'absence d'opposition du préfet à l'expiration du délai de 3 mois après réception de sa déclaration, le demandeur peut procéder aux plantations et semis.

Article 9. -

MM. le Secrétaire Général du Jura, le Sous préfet de ST CLAUDE, le Maire de MOLINGES, le Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier, l'Ingénieur en Chef-Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Commandant de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux Archives de la Préfecture et inséré au Recueil des Actes Administratifs.

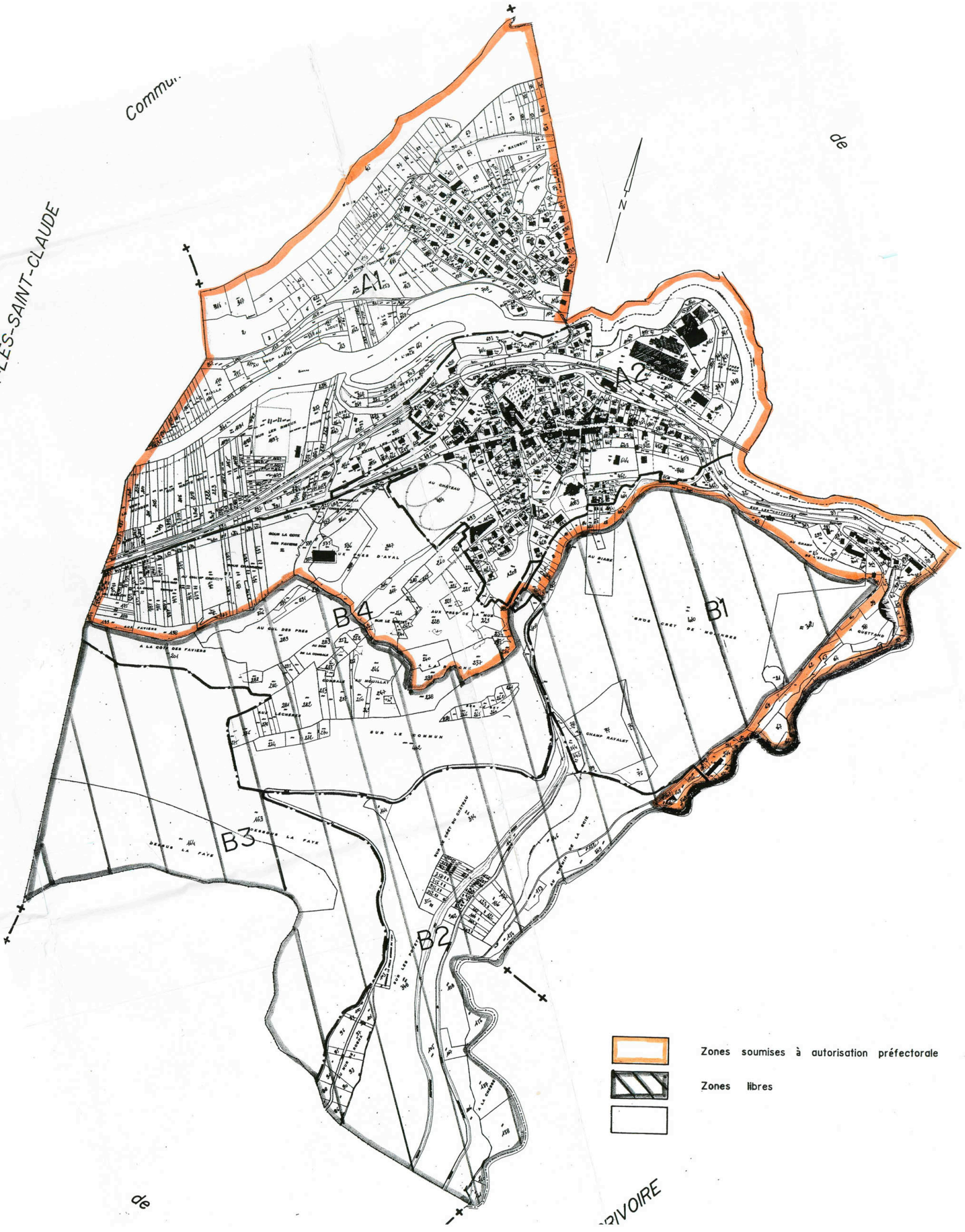
Le Présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimitées. Arrêté et plan seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du Maire.

Lons le Saunier, le 25 février 2004

Pour Ampliation,
Pour le Secrétaire Général
Et par délégation
L'ingénieur Divisionnaire des Travaux
des Eaux et Forêts

P. REBILLARD

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
L'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt
Signé : Gérard BOUCHOT


A1
A2
B1
B2
B3
B4
N
Zones soumises à autorisation préfectorale
Zones libres

PLAN LOCAL D'URBANISME
de
PRATZ

11. – Réglementation des boisements

SOUS-PRÉFECTURE DE SAINT-CLAUDE
REÇU LE :
24 MARS 2015
Contrôle de Légalité

- Révision prescrite le 22.03.2010
- Dossier arrêté le 13.02.2014
- Mis à l'enquête publique du 4.07.2014 au 4.08.2014
- PLU approuvé le 06.03.2015
- **Vu pour rester annexé à la DCM du 06.03.2015**

Le Maire,
Jean-Paul BERNASCONI

MAIRIE DE PRATZ
39 (Jura)

SCIENCES ENVIRONNEMENT
Bureau d'études d'ingénierie, conseils et services

AGENCE DE BESANCON – Siège social
6, boulevard Diderot - 25000 BESANCON
Tél. : 03.81.53.02.60
www.sciences-environnement.fr
besancon@sciences-environnement.fr

SCP COPPI-GRILLON-BROCARD-GIRE
Société inter-barreaux d'Avocats

38 rue des Granges
25000 BESANCON
Tél. : 03.81.53.02.83
cgbg-avocats@orange.fr

C'G'B'G
urbanisme
aménagement
environnement

JURA Habitat

Maison de l'habitat
32, rue Rouget de Lisle
BP 20460 - 39007
Lons-le-Saunier cedex
Tél. : 03 84 86 19 10
Fax : 03 84 86 19 19

Agence de Dole :
3, avenue Aristide Briand
BP 2 - 39107 Dole cedex
Tél. : 03 84 82 24 79
Fax : 03 84 82 14 42

Agence de Saint-Claude :
9, rue de la Poyat
39200 Saint-Claude
Tél. : 03 84 45 17 66
Fax : 03 84 45 10 46

E-mail : contact@jurahabitat.fr - www.jurahabitat.fr

Association régie par la loi 1901. - Affiliée aux Fédérations Nationales H&D - SCL - PACT-ARIM
Code APE 913E - N° de SIRET : 778 396 796 00063

PREFECTURE DU JURA

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

INTERDICTION ET REGLEMENTATION DE CERTAINS BOISEMENTS

(Réglementation définitive)

Arrêté D.D.A.F. 1/ST N° 88/89

Commune de P R A T Z

Le Préfet du Jura

VU le Livre 1er, Titre 1er du Code Rural,

VU le décret N° 86-1420 du 31 Décembre 1986 portant application de l'article 52-1 (1°) et de l'article 52-4 du Code rural relatif à l'interdiction et à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières,

VU le décret du 29 Septembre 1962 classant le département du Jura dans la liste des départements où peuvent être interdits ou réglémentés certains semis ou plantations d'essences forestières,

VU l'avis de la Commission Communale d'Aménnagement Foncier de **PRATZ**,

VU l'avis de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier du : 10.Janvier 1989

VU l'avis du Conseil Général en date du 06 Février 1989

A R R E T E

Article 1er -
Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de **PRATZ** suivant les zones délimitées au plan annexé.

Article 2 -
Sur l'ensemble de la zone réglementée, les distances à respecter par rapport aux chemins, ruisseaux, fossés et fonds voisins, pour tout semis et plantation d'essences forestières devant dépasser deux mètres de hauteur, seront comprises entre quatre et dix mètres. Cette distance sera ramenée à deux mètres lorsque les fonds voisins seront boisés.

Article 3 -

Cette distance sera arrêtée par le Préfet, dans sa décision d'autorisation, en fonction de l'essence introduite, de la nature des cultures et des fonds voisins et de l'exposition.

Article 4 -

Dans la zone réglementée, tout projet de semis ou de plantation d'essences forestières y compris celle d'arbres de Noël, doit faire l'objet de déclaration préalable (en trois exemplaires) au Préfet, - Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - par lettre recommandée avec accusé de réception et sur imprimés mis à disposition à la mairie.

Article 5 -

Il est rappelé que la réglementation ne s'applique qu'aux semis et plantations d'essences forestières et n'est pas applicable aux parcs et jardins attenant à une habitation.

Article 6 -

Les infractions à ces dispositions donneront lieu à l'application de l'article 8 du décret N° 86-1420 du 31 Décembre 1986, qui prévoît la destruction du boiboisement irrégulier sans préjudice des amendes prévues par cet article et des suppressions d'exonérations d'impots et avantages fiscaux prévus par le 2ème alinéa du 1°) de 1'article 52-1 du Code Rural.

Article 7 -

MM. le Secrétaire Général du Jura, le Sous Préfet de l'arrondissement de de SAINT CLAUDE, le Maire de PRATZ, le Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier, 1'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux Archives de la Préfecture et inséré au Recueil des actes administratifs.

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie par les soins du Maire en même temps que les plans des zones délimités. Arrêté et plan seront versés &aux Archives Communales où ils resteront à la disposition du Maire.

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
par délégation
L'Attaché Chef de Bureau

PREFECTURE DU JURA D. C. A.

Georges PREZIOSI

Lons le Saunier, le 16 MARS 1989

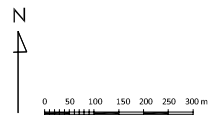
LE PREFET DU JURA,

Roland HODEL

REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

Légende

Zone soumise à autorisation préfectorale



PRÉFET
DU JURA
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

RAA 39-2024-01-18-00009

Arrêté n° SEREF-2024-01-11-003
portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département du Jura
Réseau Routier

Le Préfet du Jura
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L 571-10 et R 571-32 a R 571-43 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-4-1, R111-23-1 à R111-23-3 ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment son article R151-53 ;

Vu le décret n°95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Serge CASTEL, préfet du Jura, installé dans ses fonctions à compter du 23 août 2022 ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 modifié, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et a l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif a la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif a la limitation du bruit dans les établissements de santé ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif a la limitation du bruit dans les hôtels ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-451 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura - Général ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-452 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Lons-le-Saunier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-453 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Montmorot ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-454 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Perrigny ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-455 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Poligny ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-456 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Salins-les-Bains et Bracon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-457 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Saint-Claude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-493 du 04 décembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Dole ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-512 du 18 décembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Champagnole ;

Vu les avis des communes concernées dans le cadre de la consultation qui s'est tenue du 04 mai 2022 au 04 août 2022 en vertu de l'article R 571-39 du Code de l'environnement ;

Considérant la nécessité de réexaminer les bases techniques de l'arrêté en vigueur et d'intégrer les évolutions en termes de trafic du réseau routier dans le département du Jura ;

Considérant que certaines portions auparavant concernées ne remplissent plus les critères de trafic prévus à l'article R571-33 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Jura ;

ARRETE

Article 1er
Les arrêtés préfectoraux n° 2000-451, 2000-452, 2000-453, 2000-454,2000-455, 2000-456, 2000-457 du 10 novembre 2000, n°2000-493 du 04 décembre 2000 et n°2000-512 du 18 décembre 2000 susmentionnés sont abrogés.

Article 2
Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié susvisé, sont applicables dans le département du Jura aux abords du tracé des infrastructures routières via une cartographie en annexe 1 et également disponible à l'adresse suivante :

https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=68e79928-c125-4c11-97c3-33acd423bb15

Article 3
Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionné à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R 571-43 du Code de l'environnement susvisé.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 modifié.

Pour les bâtiments d'enseignement et de santé et les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les arrêtés interministériels du 25 avril 2003 susvisés.

Article 4
Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m

65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

Article 5
Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies par la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur ».
La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau de l'article 4, comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

Article 6
Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage pendant une durée d'un mois dans les mairies des communes concernées.

Article 7
Les communes concernées par le présent arrêté sont les suivantes :

Aiglepierre, Alièze, Annoire, Arbois, Archelange, Ardon, Arlay, Audelange, Augea, Aumur, Authume, Auxange, Balanod, Bans, La Barre, Baume-les-Messieurs, Baverans, Beaufort-Orbagna, Bersaillin, Biarne, Biefmorin, Bletterans, Boissia, Bracon, Bretenières, Brevans, Buvilly, Cesancey, Champagnole, Champdivers, Champvans, Charchilla, Chassal-Molinges, Châtenois, Chaux-des-Crotenay, Chemin, Chille, Chilly-le-Vignoble, Choisey, Cize, Clairvaux-les-Lacs, Colonne, Coteaux du Lison, Courlans, Courlaoux, Cousance, Coyron, Crissey, Cuisia, Damparis, Dampierre, Darbonnay, Digna, Dole, Domblans, Dompierre-sur-Mont, Entre-deux-Monts, Équevillon, Étrepigney, Évans, Fontainebrux, Fort-du-Plasne, Foucherans, Gendrey, Gevingey, Gevry, Grange-de-Vaivre, Grozon, Hauteroche, Hauts de Bienne, Jeurre, Jouhe, L'Étoile, , La Barre, La-Chapelle-sur-Furieuse, La-Charme, La Chaumusse, La-Chaux-du-dombief, La-tour-du-Meix, Lac-des-Rouges-Truites, Larnaud, Lavancia-Epercy, Lavangeot, Lavans-lès-Dole, Lavans-lès-Saint-Claude, Le-Pasquier, Le-Pin, Le-Vaudioux, Les-Arsures, Les-Rousses, Les-Trois-Châteaux, Lombard, Longchaumois, Longwy-sur-le-Doubs, Lons-le-Saunier, Louvatange, Malange, Mantry, Maynal, Mesnois, Messia-sur-Sorne, Meussia, Moirans-en-Montagne, Monay, Monnières, Mont-sous-Vaudrey, Montaigu, Monteplain, Montigny-lès-Arsures, Montmorot, Montrond, Morbier, Mouchard, Neuvilley, Nevy-lès-Dole, Nogna, Orchamps, Orgelet, Pagnoz, Pannessières, Parcey, Patornay, Perrigny, Peseux, Plainoiseau, Plaisia, Poids-de-Fiole, Poligny, Pont-de-Poitte, Port-Lesney, Présilly, Pupillin, Quintigny, Rahon, Ranchot, Rans, Revigny, Rochefort-sur-Nenon, Romange, Ruffey-sur-Seille, Saint-Amour, Saint-Aubin, Saint-Claude, Saint-Didier, Saint-Lamain, Saint-Laurent-en-Grandvaux, Saint-Lothain, Saint-Loup, Saint-Maur, Sainte-Agnès, Salins-les-Bains, Sampans, Séligney, Sellières, Souvans, Tavaux, Toulouse-le-Château, Tourmont, Trenal, Val-Sonnette, Vannoz, Vaux-lès-Saint-Claude, Vernantois, Vers-sous-Sellières, Villards-d'Héria, Villeneuve-sous-Pymont, Villers-les-Bois, Villers-Robert, Villerserine, Villevieux.

Article 8
Le présent arrêté doit être annexé par le maire de chaque commune visée à l'article 7, au plan local d'urbanisme.

Les secteurs affectés par le bruit défini à l'article 2 doivent être reportés par le maire de chaque commune visée à l'article 7, dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme.

Article 9
Une copie du présent arrêté sera adressée au président du conseil départemental du Jura et aux maires des communes concernées.

Article 10
La Secrétaire générale de la préfecture du Jura, les sous-préfèts de Dole et de Saint-Claude, le directeur départemental des territoires, les maires des communes visées à l'article 7 sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lons-le-Saunier, 18 JAN. 2024

Le Préfet

Serge CASTEL

Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent la date de sa publication. A cet effet, le tribunal administratif de Besançon peut être saisi d'un recours contentieux. Il peut l'être par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.
L'auteur de la décision peut également être saisi dans ce délai, d'un recours gracieux (Préfecture du Jura 8 rue de la préfecture 39000 LONS LE SAUNIER) ou d'un recours hiérarchique (Ministère de la transition écologique et solidaire 246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris).
Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse.

ANNEXE 1 à l'arrêté n° SEREF-2024-01-11-003

PRÉFET
DU JURA
Liberté
Égalité
Fraternité

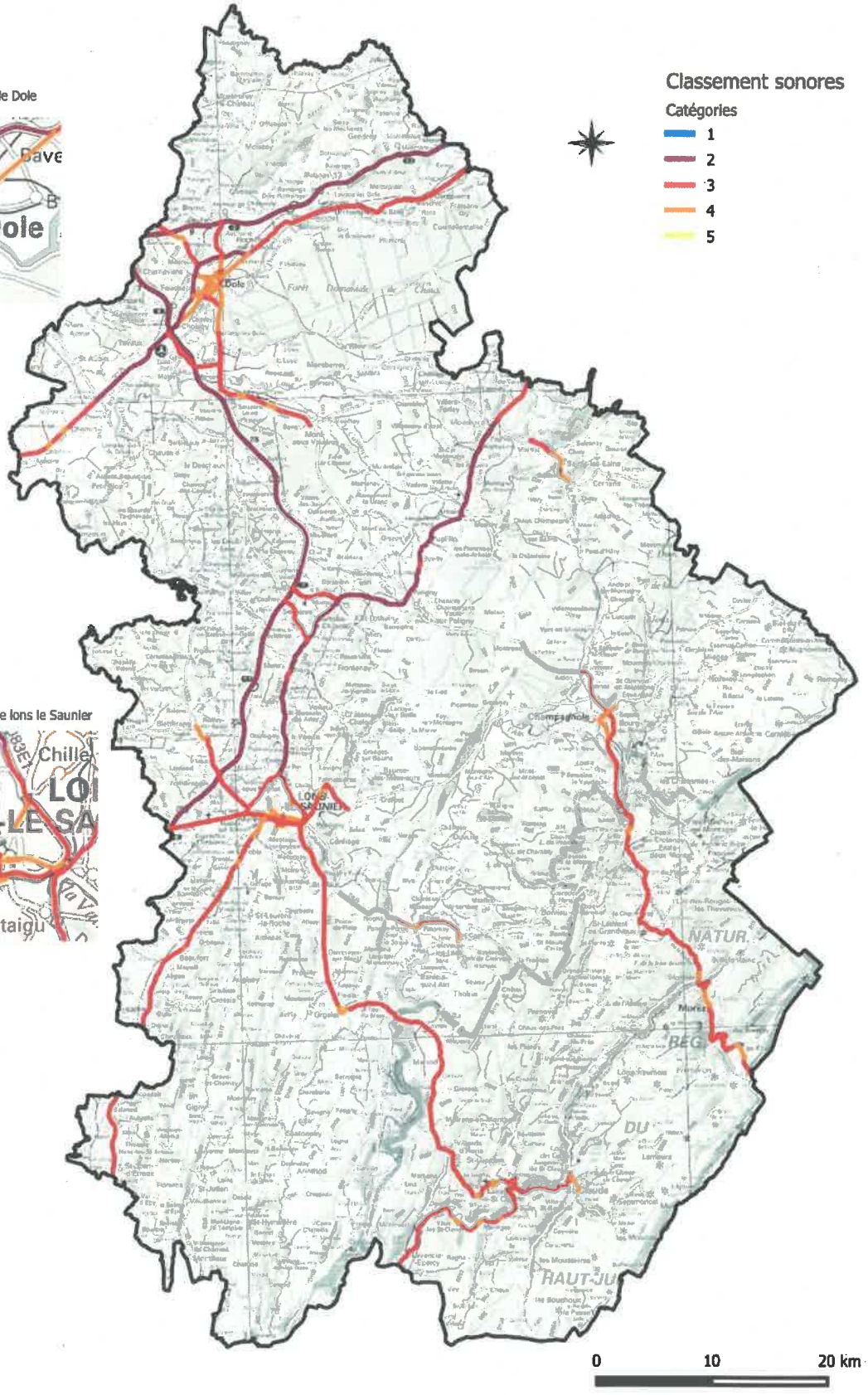
Classement sonores des routes

Zoom sur l'agglomération de Dole



Zoom sur l'agglomération de lons le Saunier





V. Santé et environnement

V.A. Les nuisances sonores

Données générales

Le bruit est un son complexe produit par des vibrations aléatoires des molécules d'air. Il s'agit d'un phénomène à la fois physique (variation de pression conduisant à l'émission et la propagation d'une onde sonore), physiologique (réception et traitement de l'onde par le système auditif) et psychologique (perception du bruit). De fait, sa perception est à la fois objective et subjective.

Le bruit de la circulation, qu'elle soit routière ou ferroviaire, est un phénomène essentiellement fluctuant. La mesure instantanée (au passage d'un camion par exemple), ne suffit pas pour caractériser le niveau d'exposition des riverains. Les enquêtes et études menées ces vingt dernières années dans différents pays ont montré que c'est le cumul d'énergie sonore reçue par un individu qui est l'indicateur le plus représentatif des effets du bruit sur l'homme et, en particulier, de la gêne issue du bruit de trafic. Ce cumul est traduit par le niveau sonore équivalent noté LAeq, qui correspond au niveau énergétique moyen pour une période donnée. En France, ce sont les périodes (6h – 22h) et (22h – 6h) qui ont été adoptées comme référence pour le calcul du LAeq : on parle de niveaux diurne et nocturne. Le LAeq s'exprime en décibel pondéré dB(A) qui intègre le rôle de filtre joué par l'oreille humaine (amplifie les fréquences entre 1 000 et 4 000 Hz, atténue les autres).

Les bruits ne sont audibles qu'à partir de 10 dB(A). Ils font ensuite partie intégrante de la vie quotidienne jusqu'à un seuil de 75 dB(A). Dès lors, le bruit commence à devenir pénible. Passé 85 dB(A), il existe un risque de lésion du système auditif.

La difficulté de réduction de cette pollution provient de la complexité de cette notion : la gêne vis-à-vis du bruit est affaire d'individu, de situation, de durée, de lieux … Par ailleurs, les lois physiques et biologiques liées au bruit imposent une arithmétique particulière :

- lorsqu'une source sonore est multipliée par 2, le niveau augmente de 3 dB, variation tout juste perceptible par l'oreille humaine ;

- multiplier par 10 la source de bruit revient à augmenter le niveau sonore de 10 dB, ce qui correspond à un doublement de la sensation auditive.



Figure 8. Échelle de bruit à titre indicatif

Une pollution sonore relativement faible et essentiellement liée aux infrastructures de transport

Conformément à la loi « Bruit » du 31 décembre 1992, chaque département français recense, puis classe, **les infrastructures de transports terrestres** en fonction de leurs **caractéristiques acoustiques et du trafic**[2] pour identifier les secteurs exposés à la nuisance sonore terrestre à partir des niveaux sonores dits « de référence » sur la période diurne (6h-22h) et nocturne (22h-6h). Les principales infrastructures de transports terrestres sont classées de la catégorie 1 (la plus bruyante) à la catégorie 5 : à chaque catégorie correspondent une délimitation géographique de secteurs dits « affectés par le bruit » de part et d'autre de chaque infrastructure classée (entre 10 et 300 mètres selon la catégorie de la voie).

Le classement (acté par arrêté préfectoral) n'engendre pas d'inconstructibilité : il a pour effet d'affecter des **normes d'isolement** acoustique de façade à toute construction nouvelle située dans un secteur identifié de classement sonore.

D'après l'arrêté préfectoral du classement sonore dans le département du Jura en date du 18 janvier 2024, à l'échelle de la CCHJSC, les RD470 et RD436 sont classées en **catégorie 2, 3, 4 ou 5 selon les tronçons**. Elles concernent les communes de Chassal-Molinges, Lavans-lès-Saint-Claude, Coteaux du Lizon et Saint-Claude.

Le territoire n'est concerné par **aucun tronçon de voie ferrée faisant l'objet d'un classement sonore** (d'après l'arrêté préfectoral du classement sonore dans le département du Jura en date du 10 décembre 2021).

Tableau 15. Classement sonore des infrastructures routières *(Services de l'État, 2023)*

Catégorie de classement de l'infrastructure	Niveau sonore de référence à proximité de l'infrastructure		Largeur maximale des secteurs affectés au bruit
	Laeq (6h-22h) en dB(A)	Laeq (22h-6h) en dB(A)	
1	L > 81	L > 76	d = 300m
2	76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	d = 250m
3	70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	d = 100m
4	65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	d = 30m
5	60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	d = 10m

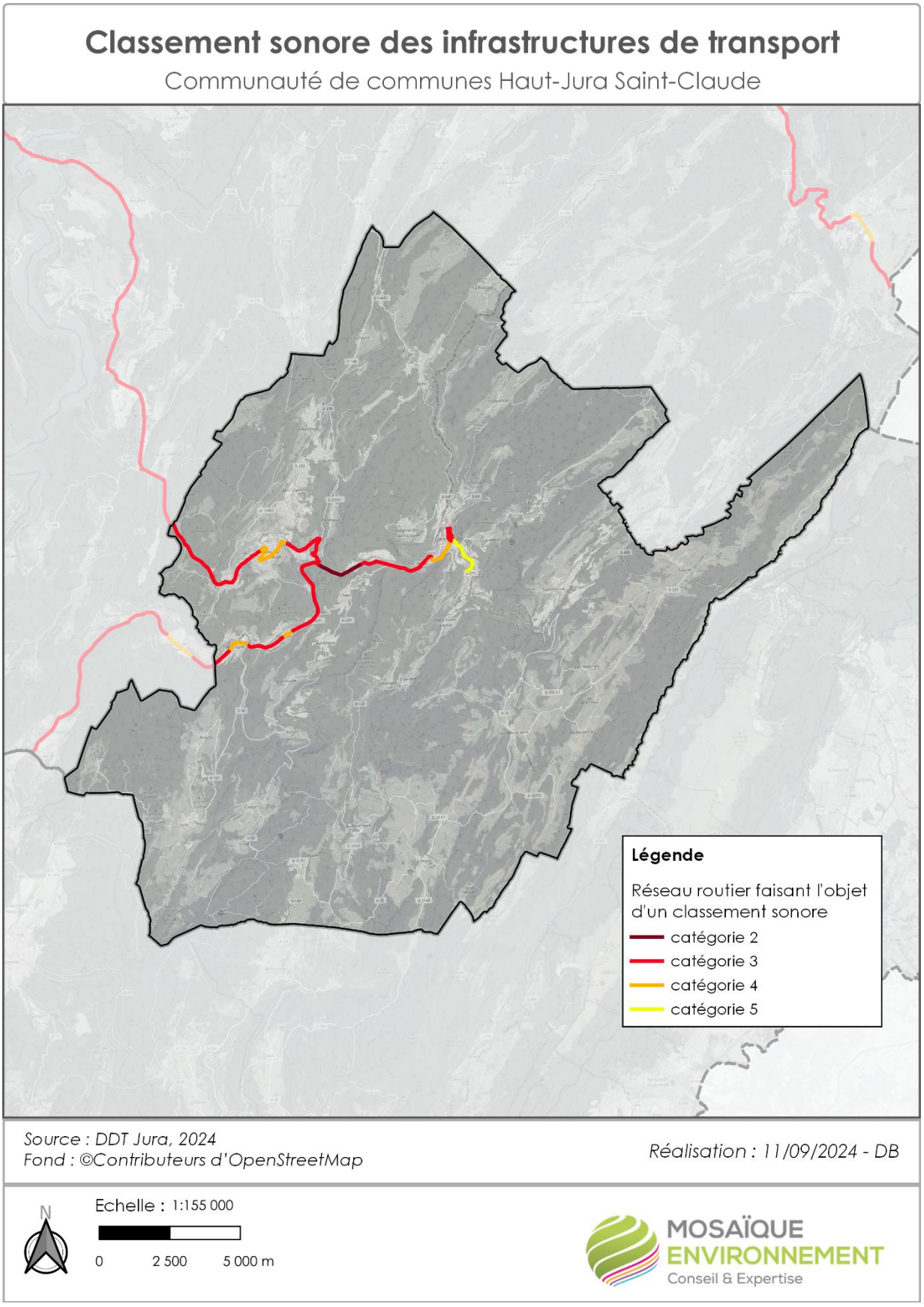
Des populations exposées au bruit

Conformément à la directive européenne n°2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, des Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) sont élaborées pour permettre une évaluation globale de l'exposition au bruit dans l'environnement et limiter l'exposition de la population aux nuisances sonores.

Elles sont établies pour les routes supportant un trafic supérieur à 3 millions de véhicules par an et les voies ferrées supportant un trafic supérieur à 30 000 trains par an.

Le territoire est concerné par la **carte stratégique de bruit (4ème génération) 2022-2027** du département du Jura. La **RD436** y est inscrite et les zones exposées au bruit concernent tout particulièrement la portion de route comprise entre Lavans-lès-Saint-Claude et Saint-Claude, ainsi que celle entre Dortan et Jeurre, en dehors du territoire de l'intercommunalité.

[2] Le classement sonore se limite aux voies routières recevant plus de 5 000 véhicules par jour en moyenne annuelle. Il concerne également le réseau ferré (plus de 50 trains par jour) et les lignes de tramway (trafic moyen journalier supérieur à 100).



Carte 31. Classement sonore des infrastructures routières du Jura *(DDT Jura, 2024)*

Les données d'exposition des populations consignées dans le tableau suivant montrent que, **sur 24h (L_{den}) aucun établissement de santé n'est exposé**. Un établissement d'enseignement est exposé à des valeurs L_{den} comprises entre 55 et 60 dB(A).

Au total, **234 personnes et 130 logements** sont exposés à des valeurs L_{den} supérieures à 68dB(A).

En période de nuit, **5 établissements de santé et 1 établissement d'enseignement** sont exposés à des valeurs L_{night} comprises entre 50 et 55 dB(A). **Un établissement d'enseignement** est exposé à des valeurs L_{night} comprises entre 55 et 60 dB(A).

Au total, **146 personnes et 81 logements** sont exposés à des valeurs L_{night} supérieures à 62 dB(A).

Les cartes de Bruit Stratégiques ont servi de base à l'élaboration de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) qui ont pour objectifs de prévenir les effets du bruit, réduire les niveaux de bruit dans les situations critiques et protéger les « zones calmes ».

En application de la directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002, l'État a élaboré un projet de PPBE de 4e échéance 2024-2029 pour les grandes infrastructures routières et ferroviaires dans le département du Jura. Ce PPBE fait suite à la publication des Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) de 4e échéance approuvées par le préfet du Jura par arrêté le 9 mai 2023.

Aucune voie routière du territoire intercommunal n'est concernée par le PPBE de 4e échéance du Jura.

D'autres sources de bruit plus ponctuelles

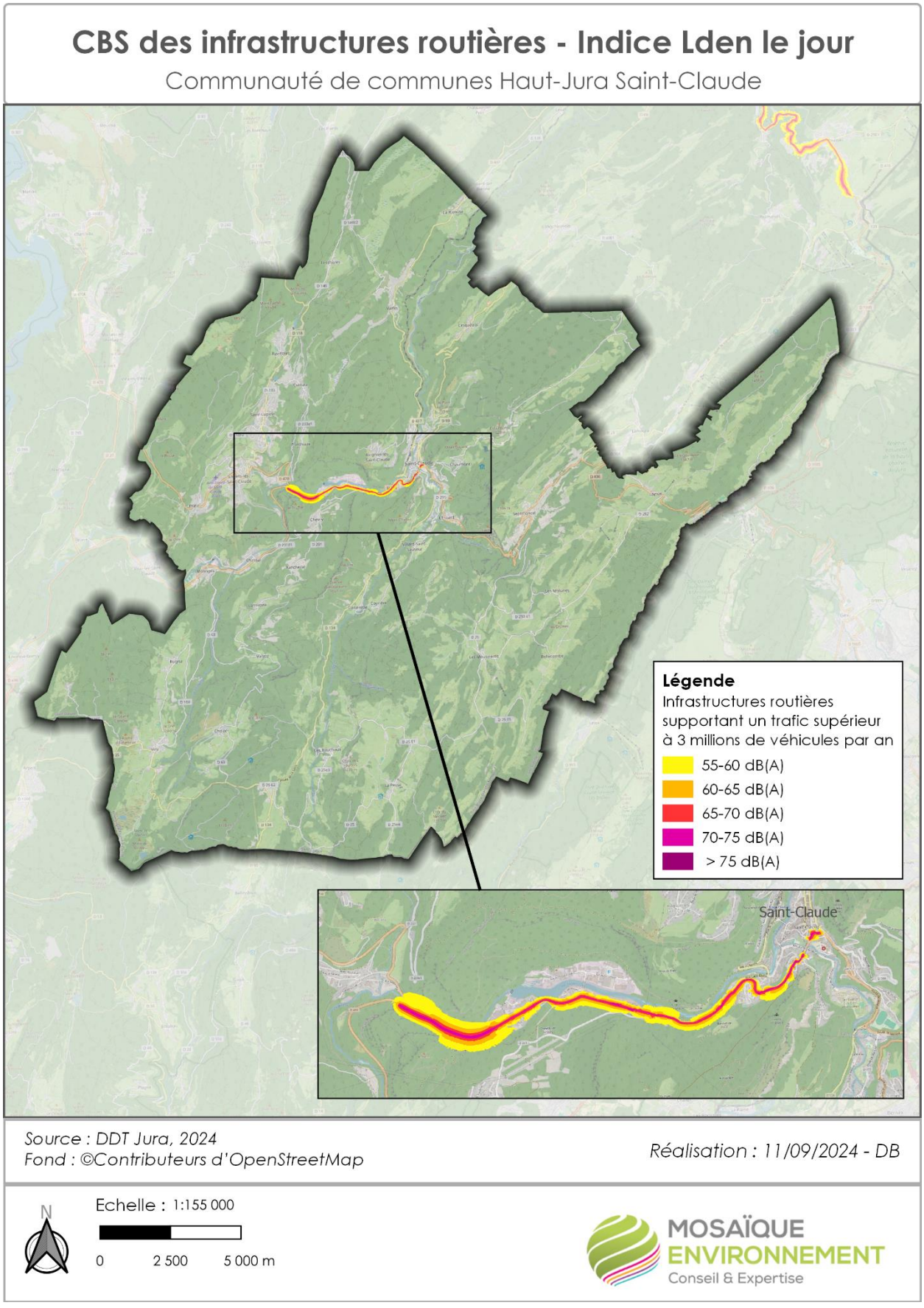
Si le bruit lié aux infrastructures de transport est diffus, en lien avec le déplacement des sources de nuisances, le territoire est également affecté par des sources de bruit plus ponctuelles :

- liées aux installations industrielles et activités : ces nuisances sont encadrées par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

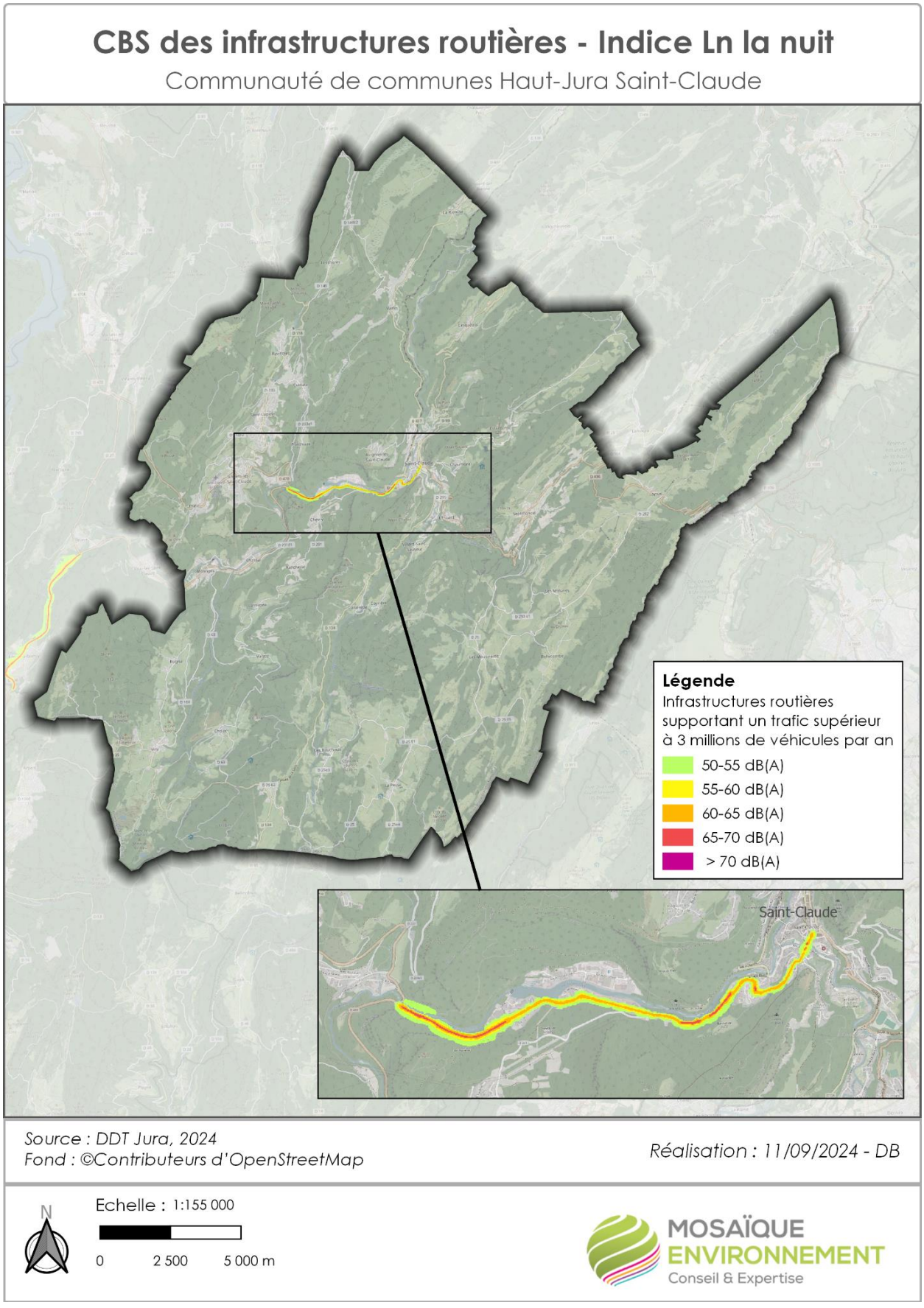
- liées au voisinage : ces nuisances relèvent de la compétence du maire. Ils ont pour origines le comportement des occupants des logements ou maisons et l'isolation acoustique insuffisante du bâtiment.

Tableau 16. Données d'exposition des populations – Lden *(DDT du Jura, 2024)*

	Nombre de personnes exposées					Nombre de logements exposés				
L_{den}	[55-60[	[60-65[	[65-70[	[70-75[	>75	[55-60[	[60-65[	[65-70[	[70-75[	>75
D436	244	314	186	162	10	135	174	103	90	6
L_{night}	[50-55[	[55-60[	[60-65[	[65-70[	>70	[50-55[	[55-60[	[60-65[	[65-70[	>70
D436	327	204	174	10	0	182	113	97	6	0



Carte 32. Carte de bruit stratégique des infrastructures routières du Jura – Indice Lden le jour



Carte 33. Carte de bruit stratégique des infrastructures routières du Jura – Indice Ln la nuit

BOIS ET FORETS RELEVANT DU RÉGIME FORESTIER

Territoire communal	Forêt relevant du régime forestier sur le territoire communal	Contenance de la forêt relevant du RF (ha)	Contenance des surfaces relevant du RF sur le territoire (ha)
BELLECOMBE	Forêt communale des Moussiéres	3,7070	**3,707**
CHASSAL-MOLINGES	Forêt communale de Chassal-Molinges	274,9977	**274,9977**
CHOUX	Forêt communale de Choux	278,9560	**278,956**
COISERETTE	Forêt communale de Coiserette	235,7904	
	Forêt communale de Coyrière	15,7360	**251,5264**
COTEAUX DU LIZON	Forêt communale de Cuttura	183,1049	
	Forêt communale de Lavans-Lès-Saint-Claude	11,4297	
	Forêt communale de Moirans-en-Montagne	1,4261	
	Forêt communale de Saint-Lupicin-le-Patay	205,2139	**401,1746**
COYRIERE	Forêt communale de Coyrière	114,7348	**114,7348**
LA PESSE	Forêt communale des Bouchoux	80,3745	
	Forêt communale de La Pesse	133,0976	**213,4721**
LA RIXOUSE	Forêt communale de La Rixouse	421,3338	**421,3338**
LAJOUX	Forêt communale de Lajoux (Regroupement forestier du Massacre)	140,3387	
	Forêt communale des Molunes (Regroupement forestier du Massacre)	83,6910	
	Forêt communale de Prémanon (Regroupement forestier du Massacre)	25,7212	
	Forêt communale de Septmoncel (Regroupement forestier du Massacre)	158,3336	**408,0845**
LARRIVOIRE	Forêt communale de Larrivoire (Regroupement forestier de Larrivoire)	35,4300	
	Forêt sectionale de Larrivoire Samiat (Regroupement forestier de Larrivoire)	85,6710	
	Forêt sectionale de Larrivoire Samizet (Regroupement forestier de Larrivoire)	45,6360	**166,737**
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE	Forêt communale de Lavans-Lès-Saint-Claude	543,3381	
	Forêt communale de Saint-Claude	70,5138	
	Forêt communale de Saint-Lupicin-le-Patay	7,3751	**621,227**
LES BOUCHOUX	Forêt communale des Bouchoux	67,2731	
	Forêt communale de Choux	46,5200	
	Forêt communale de La Pesse	34,8162	
	Forêt communale de Saint-Claude	13,2000	
	Forêt privée de Désertin	30,9007	**192,71**
LES MOUSSIERES	Forêt communale des Moussières	2,0300	**2,03**
LESCHERES	Forêt communale de Leschères	344,3707	**344,3707**
RAVILLOLES	Forêt communale de Moirans-en-Montagne	4,9360	
	Forêt communale de Ravilloles	230,6885	**235,6245**
ROGNA	Forêt communale de Rogna	344,9110	**344,911**
SAINT-CLAUDE	Forêt communale de Cuttura	1,6700	
	Forêt communale de Saint-Claude	1031,2249	
	Forêt du Syndicat de Gestion du Massacre	23,1780	**1056,0729**
SEPTMONCEL LES	Forêt communale de Lajoux	3,5180	

SAINT-CLAUDE	Forêt communale de Cuttura	1,6700	
MOLUNES	(Regroupement forestier du Massacre)		
	Forêt communale de Septmoncel	155,8018	**159,3198**
VILLARD-SAINT-SAUVEUR	Forêt communale de Villard-Saint-Sauveur	188,7870	**188,787**
VIRY	Forêt communale de Viry	752,2901	**752,2901**
VULVOZ	Forêt communale de Choux	6,4147	
	Forêt communale de Vulvoz	111,8579	**118,2726**

Voir en Annexe n°5 : Cartographie des bois et forêts soumis au régime forestier et couches SIG (QGIS) correspondantes.

Service :

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS
Agence du Jura
535 rue Bercaille
39000 LONS-LE-SAUNIER

PRÉFET
DU JURA
Liberté
Égalité
Fraternité

Haut-Jura-Saint-Claude
Bois et forêts soumis au régime forestier

LA RIXOUSE
LESCHERES
RAVILLOLES
COTEAUX DU LIZON
SAINT-CLAUDE
AVIGNON-LES-SAINT-CLAUDE
LAJOUX
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE
VILLARD-SAINT-SAUVEUR
SEPTMONCEL - LES MOLUNES
CHASSAL-MOLINGES
COYRIERE
LARRIVOIRE
COISERETTE
LES MOUSSIERES
ROGNA
VULVOZ
BELLECOMBE
CHOUX
VIRY
LES BOUCHOUX
LA PESSE

Légende

Bois et forêts soumis au régime forestier

Limites administratives

Communes

Fonds IGN

N_SC25_COUL_039

0 2.5 5 km

PRÉFET
DU JURA
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté préfectoral n°39-2021-01-14-003 du 14 janvier 2021 portant création des secteurs d'information sur les sols (SIS) sur le territoire du département du Jura

N° AP-2025-70-DREAL

LE PRÉFET DU JURA

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de M. Pierre-Edouard COLLIEX, préfet du Jura ;

VU l'arrêté N°39-2025-09-30-00007 du 29 septembre 2025 portant délégation de signature à Silvère SAY, secrétaire général de la préfecture du Jura ;

VU l'article 173 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 123-19-1, L. 125-6 et R. 125-41 et suivants ;

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles R 151-53 et R 161-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n°39-2020-10-16-003 du 16 octobre 2020 portant création des secteurs d'information sur les sols (SIS) sur le territoire du département du Jura ;

VU l'arrêté préfectoral N°39-2021-01-14-003 du 14 janvier 2021 portant modification de l'arrêté préfectoral n°39-2020-10-16-003 du 16 octobre 2020 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral N°39-2025-04-07-00006 du 7 avril 2025 portant délégation de signature à M. Olivier DAVID, directeur de la DREAL ;

VU l'arrêté préfectoral N°39-2025-04-08-00004 du 8 avril 2025 portant subdélégation de signature à Madame Carole MORTAS, cheffe du département risques chroniques ;

VU le dossier préfectoral n°2025 / SPR / DRC/ PC/ SR/ n°555 proposant le classement de nouveaux Secteurs d'Information sur les Sols ainsi que son annexe « Bilan des consultations des collectivités, de l'information des propriétaires et de la participation du public » n°2025 / SPR / DRC/ PC/ SR/ n°556 ;

CONSIDÉRANT que les secteurs d'information sur les sols ont pour objectif d'améliorer l'information du public sur les sites pollués et d'encadrer la reconversion sur de tels sites en définissant les règles essentielles à respecter dans la mise en œuvre des projets de construction et d'aménagement afin de préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les services de l'État sont régulièrement informés de l'existence de terrains sur lesquels une pollution avérée des sols a été identifiée, que celle-ci est compatible avec l'usage déterminé mais qu'elle rend nécessaire la réalisation d'études et la mise en place de mesures de gestion de la pollution en cas de projet de construction ou de lotissement ;

CONSIDÉRANT que la DREAL bénéficie de la délégation de signature préfectorale pour l'organisation des consultations prévues aux articles R. 125-44 et R. 125-47 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la DREAL a organisé la consultation des collectivités concernées par des créations de projets de secteurs d'information sur les sols, ainsi que l'information des propriétaires et du public ;

CONSIDÉRANT que les maires et présidents d'EPCI compétents en matière d'urbanisme ont été consultés sur une période de 2 mois, conformément aux articles R. 512-44 et R. 125-47 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les propriétaires des terrains d'assiette sur lesquels sont situés les projets de secteurs d'information sur les sols ont été informés, et que les modalités applicables de participation du public leur ont été précisées, conformément aux articles R. 512-44 et R. 125-47 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la participation du public a été organisée par information des propriétaires sus-mentionnée et publication internet sur une période de 2 mois, du 23 juin au 23 août 2025 (prolongée jusqu'au 10 septembre 2025 pour certains projets de SIS)), conformément aux articles R. 512-44 et R. 125-47 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, conformément au R 125-42 du code de l'environnement, le dossier portant sur le projet de création de secteurs d'information sur les sols (SIS), soumis à la consultation des collectivités territoriales concernées, à l'information des propriétaires et à la participation du public, était complet ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des documents d'information mis à disposition par le ministère de la transition écologique et solidaire permettent une information complète des collectivités sur le dispositif SIS ;

CONSIDÉRANT que, conformément au R 125-42 du code de l'environnement, le dossier portant sur le projet de création de secteurs d'information sur les sols (SIS), soumis à la consultation des collectivités territoriales concernées, à l'information des propriétaires et à la participation du public, était complet ;

CONSIDÉRANT que suite aux consultations, la DREAL a analysé les retours avec proportionnalité, compilé l'ensemble des informations, dressé une synthèse de ces démarches dans le « Bilan des consultations des collectivités, de l'information des propriétaires et de la participation du public » sus-mentionné et rédigé une version révisée des dossiers de projet de création de secteurs d'information sur les sols le cas échéant ;

CONSIDÉRANT que les versions révisées des dossiers de projet de création de secteurs d'information sur les sols ont été communiqués aux parties prenantes ayant contribué dans le cadre de la consultation ;

CONSIDÉRANT que la liste des secteurs d'information sur les sols doit être révisée régulièrement et que le précédent arrêté préfectoral de classement des SIS date de plus d'une année ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture :

ARRETE

Article 1er – MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE L'ARRÊTÉ n°39-2020-10-16-003

L'article 1er de l'arrêté préfectoral n°39-2020-10-16-003 du 16 octobre 2020 est remplacé par :

« **Article 1er - OBJET**

Conformément au R. 125-45 du Code de l'Environnement, sont créés ou modifiés, sur le territoire du département du Jura, les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) suivants :

Commune	Nom du site	Identifiant SIS	Année de classement
Balanod	INTERMARCHE (BALANOD) – AXED SAS	SSP00035110101	2020
Champagnole	CASINO_Station Service	SSP00034810101	2020
Champagnole (et Équevillon)	CIMENTS D'ORIGNY	SSP00036490101	2020 révisé 2021
Champvans	S.A.R.L BOUVET BOIS	SSP00046550101	2020
Chassal-Molinge	ROCAMAT	SSP4504110101	2025
Chaux les Crotenay	scierie GERARD	SSP00101700101	2025
Coteaux-du-Lizon	MECAPLAST (ex SOFAIREL ex MAYET)	SSP40840660101	2025
Courlans	EURODECHETS	SSP00036510101	2020
Dampierre	SARL SAUCE	SSP00036500101	2020
Dole	Ancienne usine à gaz	SSP00034780101	2020
Dole	IDEAL STANDARD INDUSTRIE FRANCE	SSP00034870101	2020
Domblans	ODO S.A. (DOMBLANS)	SSP00035090101	2020
Équevillon (et Champagnole)	CIMENTS D'ORIGNY	SSP00036490101	2020 révisé 2021
Fraisans	Forge et fonderie	SSP41492540101	2025
Hautecour	LUCITE	SSP4499470101	2025

	INTERNATIONAL		
Hauts de Bienne	LOGO SA (projet LIDL)	SSP4520310101	2025
Hauts-de-Bienne	Ancienne usine à gaz	SSP00034790101	2020
LA CHAUMUSSE	Reconversion de la friche CEMO en groupe scolaire	SSP4444770101	2025
Les Rousses	LA DOYE – ATELIER MOREL	SSP00036180101	2020
Lons le Saunier	FLEXICO	SSP4499670101	2025
LONS LE SAUNIER	Reconversion de la friche Bourgeois	SSP4559590101	2025
LONS LE SAUNIER	Reconversion de la friche Fayard	SSP4499750101	2025
Lons-le-Saunier	Ancienne usine à gaz	SSP00034760101	2020
Meussia	BERROD	SSP4499860101	2025
Montholier	ANCIENNE USINE BULABOIS (ERCE/ GAZEL)	SSP00034770101	2020
Montmorot	Station-service TOTAL Relais Rouget de Lisle	SSP00036520101	2020
Morbier	BOURGEOIS	SSP00035120101	2020
Perrigny	Scierie PERRIER SARL	SSP00035130101	2020
Perrigny	SORECA POIDS LOURDS	SSP4537540101	2025
Poligny	SCI POLIPHARMA (Station-service)	SSP4525040101	2025
Saint-Claude	THEVENIN DUCROT DISTRIBUTION	SSP4450440101	2025

Pour chaque secteur d'information sur les sols ci-dessus référencé, le système d'information géographique accessible en ligne Géorisques permet d'accéder aux informations suivantes :
- une note présentant les informations détenues par l'Etat sur la pollution des sols ;
- un ou plusieurs documents graphiques, à l'échelle cadastrale, délimitant le secteur d'information sur les sols.

https://www.georisques.gouv.fr/risques/sites-et-sols-pollues/donnees#/type=classification&statut=sis
(recherche recommandée : renseigner le n° d'identifiant puis valider)

Article 2 – PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES AUX SIS

• Code de l'environnement :

Référence des articles	Thématique
L. 556-2, R. 556-2 et R. 556-3	Sécurisation des reconversions de site pollué
L. 125-7, R. 125-23 à R. 125-27	Information Acquéreur Locataire

• Code de l'urbanisme

Référence des articles	Thématique
R. 431-16 et R. 442-8-1	Sécurisation des reconversions de site pollué (permis de construire et permis d'aménager)
R. 410-15-1	Certificat d'urbanisme

Article 3 – RÉVISION DES SIS

En cas de reconversion d'un terrain classé en secteur d'information sur les sols, s'il demeure une pollution résiduelle sur le terrain concerné compatible avec les nouveaux usages, le maître d'ouvrage à l'initiative du projet de construction ou de lotissement (ou tout autre tiers) en informe le représentant de l'Etat dans le département et lui transmet les justificatifs nécessaires, et notamment les pollutions résiduelles constatées et leur localisation. Le représentant de l'Etat dans le département peut réviser le secteur d'information sur les sols du terrain concerné.

Article 4 – NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ

• Classement des secteurs d'information sur les sols (Article R. 125-45 du code de l'environnement)
Au vu des résultats des consultations et de la participation du public, le préfet arrête les secteurs d'information sur les sols. L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département.

• Système d'information géographique (Article R. 125-45 du code de l'environnement)
L'Etat reporte les secteurs d'information sur les sols dans le système d'information géographique accessible en ligne https://www.georisques.gouv.fr/. Pour chaque secteur, les informations enregistrées sont :
- une note présentant les informations détenues par l'Etat sur la pollution des sols ;
- un ou plusieurs documents graphiques, à l'échelle cadastrale, délimitant le secteur d'information sur les sols.

Pour les secteurs d'information sur les sols classés en 2025 :

• Notification de l'arrêté aux maires et présidents d'EPCI compétents en matière d'urbanisme (Article R. 125-46 du code de l'environnement)
L'arrêté de création des secteurs d'information sur les sols est notifié par le préfet aux maires des communes et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme dont le territoire comprend un ou des secteurs d'information sur les sols.

• Affichage en mairie et au siège des EPCI (Article R. 125-46 du code de l'environnement)

Les secteurs d'information sur les sols sont affichés pendant un mois dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme dont le territoire comprend un ou des secteurs d'information sur les sols.

• Documents d'urbanisme (Article R. 125-46 du code de l'environnement et R 151-53 et R 161-8 du code de l'urbanisme)
Les secteurs d'information sur les sols sont également annexés au plan local d'urbanisme ou au document d'urbanisme en tenant lieu ou à la carte communale.

• Publication du bilan des consultations (Article L. 123-19-1 du code de l'environnement)
Le bilan des consultations N°2025 / SPR / DRC/ PC/ SR/ n°556 est publié sur le site internet de la Préfecture au plus tard à la date de publication de la présente décision et pendant une durée minimale de trois mois.

Article 5 - EXECUTION

Le préfet, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Bourgogne Franche-Comté, en charge de l'inspection des installations classées, le directeur départemental des territoires (DDT) du département du Jura, les maires et présidents d'EPCI compétents en matière d'urbanisme concernés par les SIS classés en 2025 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :
- à la DDT du Jura :
• Service d'Appui aux Collectivités en Accessibilité et urbanisme ;
• Service Connaissance Prospective Habitat ;
• Service de l'Eau, des Risques, de l'Environnement et de la Forêt ;
- au SGCD du Jura :
• Service des Systèmes d'Information et de Communication ;
- à la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté :
• Service Transition Ecologique ;
• Service Prévention des Risques ;
• Unité inter-Départementale Jura et Saône-et-Loire ;
- à l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté / Direction de la Santé Publique.

Fait à Lons-le-Saunier, le 12 DEC. 2025

Le préfet

Pierre-Edouard Colliex

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Besançon par courrier ou par le biais du portail « télérecours citoyen », accessible à l'adresse suivante www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification ou d'affichage du présent arrêté.

SSP450411

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement	SSP450411
Nom usuel	ROCAMAT
Commune(s)	39339 MOLINGES
Plan de situation	

Emplacement de l'établissement

Fond de carte PLAN IGN ©

Nombre d'information de l'administration 1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP45041101			29/08/2025

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration	SSP45041101
Date de dernière mise à jour	29/08/2025
Statut de l'instruction	Clôturée
Nom Usuel	ROCAMAT
Autre(s) identifiant(s)	Non renseignés
Environnement	Contexte géologique :

Le site est constitué par une succession de plis assez complexes allongés sensiblement SW/NE. Le secteur est dominé par les accidents N.NE-S.SE sénestres. Ce sont les accidents de Molinges, de Cuttura, de Saint-Claude et de Chaumont. Les plis, les accidents tangentiels et la plupart des failles sont tronqués par une surface d'aplanissement, bien conservée sur le haut plateau des Molunes (au sud-est de Saint-Claude). Elle se reconnaît encore dans les secteurs plus externes du Jura plissé, bien qu'elle soit profondément entaillée par l'érosion actuelle (vallée de la Bienne, du Tacon, du Flumen).

Contexte hydrogéologique :

Les calcaires du Jurassique sont le siège d'un drainage souterrain actif. Les plateaux, où la circulation superficielle des eaux est quasi nulle, contrastent avec les combes argileuses et les synclinaux crétacés parcourus par un abondant chevelu hydrographique lié aux conditions structurales. Des éboulis récents s'observent sur le versant des vallées les plus profondément encaissées.

Une nappe fluvio-glaciaire occupe la vallée de la Bienne. Elle affleure largement en aval de Saint-Claude à Étables et à Molinges. La Bienne et ces affluents s'écoulent sur les différents niveaux du

jurassique et sur des alluvions modernes.

Les autres usages de l'eau à proximité du site sont les suivants :
- Station de pompage de Chassal située en rive gauche en aval de l'usine électrique de Porte-Sachet, à 1,3 km en amont du site de la Marbrerie ;
- Puits communal de Molinges situé à 2 km en aval du site.

Description

* Historique du site :

1770-1772: Ayant découvert du marbre dans la commune de Chassal, l'abbé Clerc bâtit, entre 1770 et 1772, une première scierie de marbre dans la commune de Molinges, sur le Longviry, près du Moulin de Quettand

1825: Cette usine est reconstruite par Félix Bourdon

1860: Joseph Dargeau édifie un barrage sur la Bienne et ajoute deux bâtiments aux trois existants

1879: décret du 8 novembre 1879 réglementant l'usine dite « Marbrerie de Molinges. »

1907: Le site est réglementé par un nouvel arrêté du 17 octobre 1907 (usine de M. GAUTHIER Nicolas site « Marbrerie de Molinges »), abrogeant le décret précédent

1975: fermeture de l'atelier de sciage

1984: fermeture de la marbrerie (Rocamat)

2015 : acquisition des terrains par la SARL Centrale de Molinges auprès de la société Forces Motrices de l'Ain et du Jura

2021 : Dépôt d'une demande d'autorisation environnementale (incluant un diagnostic de sol) pour la mise en place d'une micro-centrale hydroélectrique.
L'étude indique que des analyses chimiques ont été réalisées dans les remblais en place au niveau de l'ancien site industriel : cet horizon ne s'avère pas inerte (dépassements du seuil inerte pour l'antimoine et le plomb.
Le projet prévoit :
- L'évacuation vers des filières adaptées d'une partie importante des anciens remblais non inertes,
- L'élaboration d'un plan de gestion des sols non inertes permettant de préciser leur mode d'évacuation et leur devenir.
Aucun élément complémentaire relatif à la dépollution du site n'a été transmis à l'administration.

* Conclusions et suites de l'instruction :

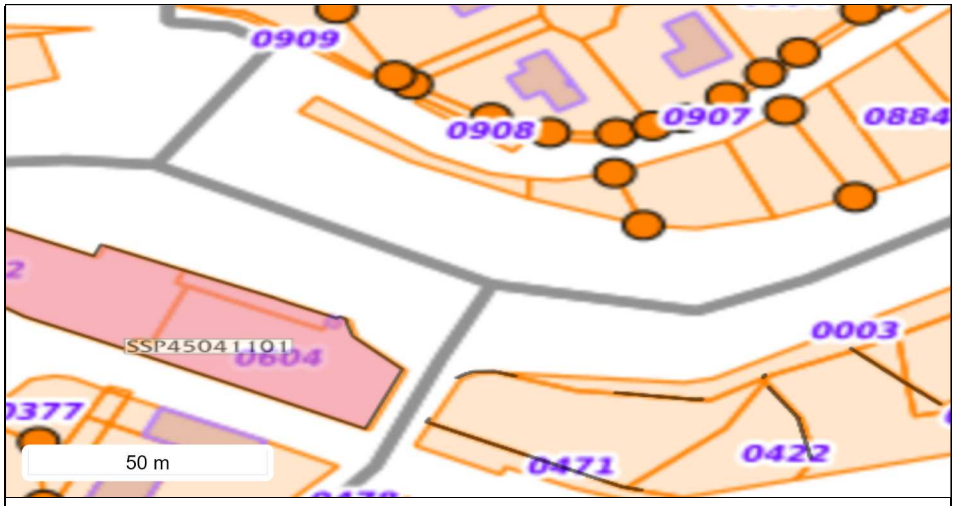
Au regard des pollutions des sols (métaux lourds) portées à la connaissance des services de l'État dans le cadre du projet de mise en place d'une centrale hydroélectrique, un classement en SIS des terrains a été proposé. Le classement en secteur d'information sur les sols est réalisé en application de l'article R. 125-43 du Code de l'environnement, l'ancien exploitant responsable de la pollution ayant disparu.

Polluant(s) identifié(s) Non renseigné(s)

Action(s) instruite(s) Non renseignée(s)

Carte(s) et plan(s) Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)



Emprise Instruction

Fond de carte Parcellaire Express (PCI) IGN ©

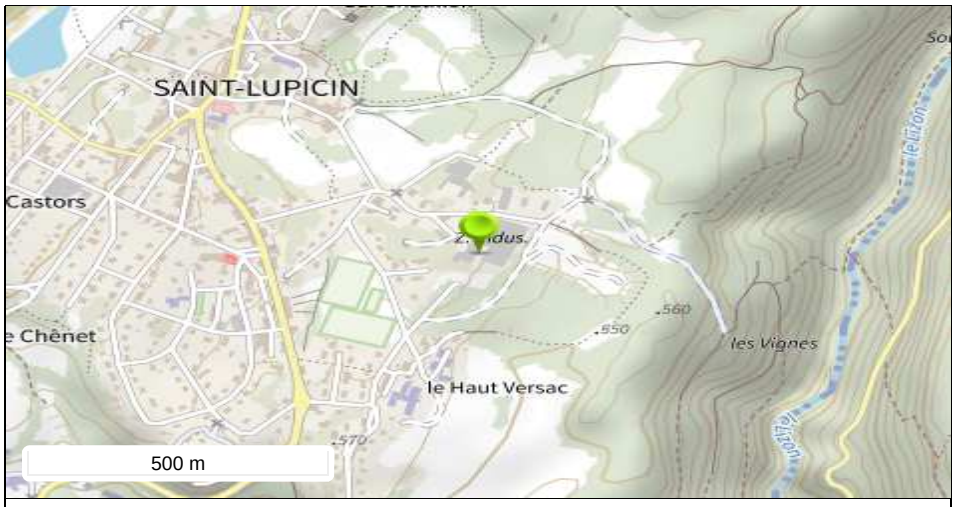
Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
CHASSAL-MOLINGES		B	602	
CHASSAL-MOLINGES		B	604	
CHASSAL-MOLINGES		B	37	
CHASSAL-MOLINGES		B	36	

SSP4084066

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement	SSP4084066
Nom usuel	MECAPLAST - SOFAIREL ex MAYET
Commune(s)	39491 SAINT LUPICIN
Plan de situation	

Emplacement de l'établissement

Fond de carte PLAN IGN ©

Nombre d'information de l'administration	1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP408406601			05/09/2025

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration	SSP408406601
Date de dernière mise à jour	05/09/2025
Statut de l'instruction	Clôturée
Nom Usuel	MECAPLAST - SOFAIREL EX MAYET
Autre(s) identifiant(s)	Non renseignés
Environnement	L'établissement MAYET a exploité des activités d'emploi de matières plastiques et de réfrigération ou compression.
Description	* Historique du site : 21/02/1980 : récépissé de déclaration n°13-1980 pour l'exploitation d'installations d'emploi de matières plastiques et de réfrigération ou compression 5 juin 2002 : notification de cessation d'activité par l'exploitant 30 août 2002 : récépissé de cessation d'activité (A noter que deux sites étaient exploité par la même entreprise sur la commune, et sont difficilement identifiables dans les archives historiques, on a donc 2 récépissés de déclaration un datant du 30/08/2002 (n°100/2002) et un du 30/04/2010.) 2002 : diagnostic de sol mettant en évidence deux spots de pollution en hydrocarbures totaux (HCT), PCB et métaux: - La zone « cuve », localisée autour d'une cuve aérienne implantée sur une dalle béton ; - La zone « 2 », localisée à côté d'une plateforme, vers l'atelier mécanique. 2010 : rapport de travaux de dépollution « MECAPLAST – Site de Saint Lupicin (39) – Excavation

et évacuation de terres polluées » (bureau d'études EAU & ENVIRONNEMENT rapport N°10CT00649 – RT01_v2 – MECAPLAST – Avril 2010)

Le rapport indique que deux zones ont fait l'objet d'excavation le 29/03/2010 :
• La zone « cuve », localisée autour d'une cuve aérienne implantée sur une dalle béton.
• La zone « 2 », localisée à côté d'une plateforme, vers l'atelier mécanique.
Les terres excavées ont été évacuées en filière appropriées.

Les résultats des prélèvements de sol de fond de fouille et de parois mettent en évidence les résultats suivants:

• Au droit de la zone cuve, la paroi localisée au droit de la cuve présente la contamination la plus importante, à savoir une très forte teneur en HCT (9 500 mg/kg), en plomb et en zinc (teneurs en ces deux métaux de l'ordre de 600 à 700 mg/kg MS), ainsi qu'une forte teneur en arsenic (environ 50 mg/kg). Il n'a pas été possible d'excaver d'avantage de remblais sur cette paroi afin de garantir la stabilité de la cuve et de la dalle béton sus-jacente (installations présentes lors des excavations); sur cette zone, des teneurs résiduelles non négligeables sont également observées sur la paroi BF3 et en fond de fouille (notamment en arsenic et en HCT) ;

• Concernant la zone 2, les plus fortes contaminations résiduelles concernent BF1 pour le zinc (680 mg/kg) et le fond de la fouille haute (« FF2 »), qui présente une teneur de 3600 mg/kg. Il n'a pas été possible d'excaver plus en profondeur sans risquer de déstabiliser l'enrochement.

Le rapport indique que l'analyse qualitative des risques résiduels met en évidence un risque négligeable et maitrisé, dans le cas d'un usage industriel du site et en appliquant les mesures suivantes : clôture de l'emprise totale du site, prolongement de la dalle béton au droit de la fouille « haute » de la zone 2.

2025: justification par le locataire du site que des dalles béton ont été coulées sur les zones "cuve" et "zone 2".

* Conclusions et suites de l'instruction :

L'ICPE est définitivement arrêtée et régulièrement réhabilitée. Elle relève désormais de l'article L. 556-1 du code de l'environnement.
Au regard des pollutions résiduelles (hydrocarbures totaux (HCT), PCB et métaux), un classement en SIS des terrains a été proposé comme mesure de conservation de la mémoire (articles L. 125-6 et L. 556-2 du code de l'environnement).

Polluant(s) identifié(s) : Non renseigné(s)

Action(s) instruite(s) : Non renseignée(s)

Carte(s) et plan(s) : Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)



Emprise Instruction

Fond de carte Parcellaire Express (PCI) IGN ©

Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Coteaux du Lizon	1	AP	0292	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0230	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0186	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0187	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0236	39
Coteaux du Lizon	1	AP	0293	39

Obligation(s) règlementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

SSP445044

Fiche Détaillée

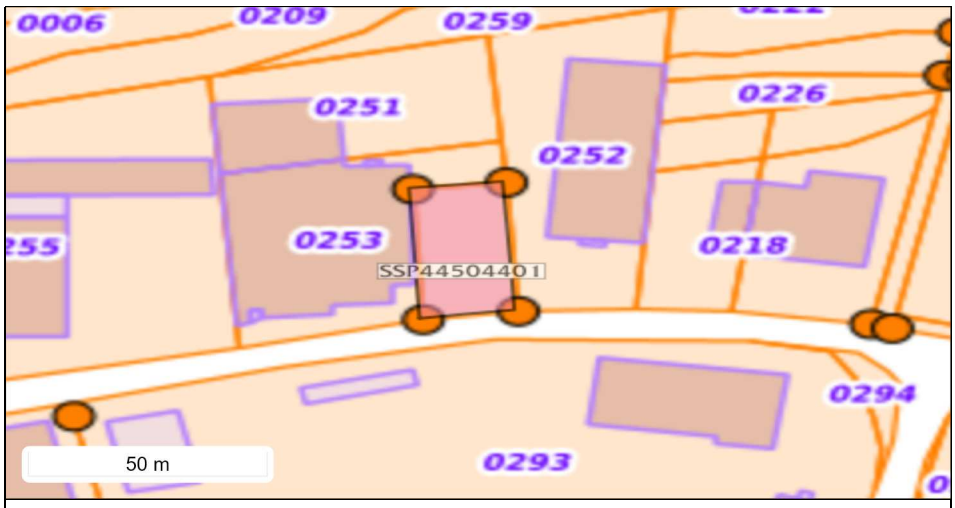
Identification de l'établissement

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration	SSP44504401
Date de dernière mise à jour	09/05/2025
Statut de l'instruction	Clôturée
Nom Usuel	THEVENIN DUCROT DISTRIBUTION
Autre(s) identifiant(s)	Non renseignés
Environnement	Contexte géologique : La coupe géologique est la suivante: - présence d'un revêtement constitué par du béton, au niveau de la zone de chargement sur 0,2 cm d'épaisseur - des remblais (sables, graviers et blocs calcaires) sur l'ensemble des sondages sur une épaisseur variant de 0,8 à 4,0 m; - terrain naturel (sables calcaires avec la présence de quelques graviers et galets) reconnu sur une épaisseur maximale de 1 mètre. Contexte hydrogéologique : L'horizon fluvioglaciaire est potentiellement aquifère au droit du site. Les usages proches du site sont les suivants : - Nord : parking, talus puis voie de chemin de fer et forêt - Est : locaux industriels et société Plastorex - Sud : rue des Frères Lumières et locaux industriels - Ouest : locaux industriels
Description	L'établissement THEVENIN DUCROT a exploité des activités de dépôt de liquide inflammable en tant que station-service de 1966 à 2019. * Historique du site : 26/10/1966 : récépissé de déclaration pour dépôt de liquides inflammables 30/04/1993 : récépissé de déclaration pour dépôt et installations de remplissage de liquides inflammable 1/12/2019 : arrêt du site 31/01/2020 : notification de cessation d'activité 2020: travaux de dépollution et mise en sécurité : - pompage des hydrocarbures ; - les cuves ont été nettoyées, vidées et dégazées ; - les installation pétrolières ont été démantelées ; - les déchets dangereux ont été évacués ; - le site a été clôturé ; - 86,90 tonnes de terres ont été excavées (arrêt suite à limite technique). 01/04/2020: Rapport EnvirEauSol "Ancien dépôt pétrolier AVIA - Rue des Frères Lumière à Saint-Claude (39) - Mise en oeuvre de mesures simples de gestion - Suivi de travaux de réhabilitation des sols - Excavation et évacuation des terres contaminées vers un centre de traitement agréé" N°19.569 V2 et Rapport EnvirEauSol "Diagnostic environnemental - Ancien Dépôt pétrolier AVIA - Rue des Frères Lumière 39200 Saint-Claude - Investigations sur les gaz du sol - Analyse des risques résiduels" N°19.598 08/02/2021: transmission par l'exploitant du bilan des travaux de dépollution * Conclusions et suites de l'instruction : L'ICPE est définitivement arrêtée et régulièrement réhabilitée. Elle relève désormais de l'article L. 556-1 du code de l'environnement. Au regard des pollutions résiduelles, un classement en SIS des terrains a été proposé (articles L. 125-6 et L. 556-2 du code de l'environnement).

Polluant(s) identifié(s)	Non renseigné(s)
Action(s) instruite(s)	Non renseignée(s)
Carte(s) et plan(s)	Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)



Emprise Instruction

Fond de carte Parcellaire Express (PCI) IGN ©

Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
SAINT-CLAUDE		AC	0023	00

Obligation(s) règlementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3.5 Liste des lotissements de moins de 10 ans

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Phillipe PASSOT

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

- Les Bouchoux : Lotissement les couloirs (2015) : PA 039068 15 H0002
- Chassal-Molinges : Lotissement la Brocatelle (2016) : PA 039113 16 H0001
- Chassal-Molinges : Lotissement Pré Grand Louis (2017) : PC 039339 17 H0002
- Coteaux-Du-Lizon : Lotissement Bellevue (2023) : PA 039491 23 H0002
- Coteaux-Du-Lizon : Lotissement Pré Colas (2015) : PA 039491 15 H0001
- Cuttura : Lotissement La Pala (2015/16) : PA 039186 14 B0002
- Leschères : Lotissement Les Bozonnets (2023) : PA 039293 23 H0001
- Villard-Saint-Sauveur : Lotissement Sur le Monceau (2016) : PA 039560 16 H0001
- Septmoncel-Les-Molunes : Le Gitalet (2015) : PA 039510 15 H0001
- Septmoncel-Les-Molunes : Lotissement Onyx (2026) : PA 039510 23 H0002
- Septmoncel-Les-Molunes : Lotissement Au Chapy (2026) : PA 039510 24 H0001
- Lajoux : Lotissement Pré Blanc (2024) : PA 039274 24 H0001
- Lajoux : Lotissement Les 3A (2019) : PA 039274 19 H0001
- La Pesse : Lotissement Le Village (2015) : PA 039413 14 B0002
- La Pesse : Lotissement Sur la Semine (2015/16) : PA 039413 16 H0001

Jura (39)
Plan local d'urbanisme intercommunal
de la Communauté de communes de Haut-Jura-Saint-Claude
(23 communes)

Entités archéologiques localisées au 29 décembre 2022

Leschères
La Rixouse
Ravilloles
Cuttura
Saint-Claude
Saint-Lupicin
Avignon-lès-Saint-Claude
Lajoux
Pratz
Lavans-lès-Saint-Claude
Septmoncel
Chassal
Villard-Saint-Sauveur
Molinges
Les Molunes
Coyrière
Coiserette
Larrivoire
Rogna
Vulvoz
Les Moussières
Bellecombe
Choux
La Pesse
Les Bouchoux
Viry

N

Légende

entité archéologique

limite communale

Echelle : 1/110 000 ème

0 1 2 3 4 5 Kilomètres

copyright IGN - Arcview 3.3
Base de données Patriarche
Lambert 93

PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

DRAC de Bourgogne - Franche-Comté
Service régional de l'archéologie
site de Besançon
7 rue Nodier
25000 Besançon

PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

Jura
Plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de communes de Haut-Jura-Saint-Claude

Liste récapitulative des entités archéologiques

- AVIGNON-LES-SAINT-CLAUDE
3031 / 39 032 0001 / AVIGNON-LES-SAINT-CLAUDE / Le Fort / / Moyen-âge classique / tour (EA non localisée)

- BELLECOMBE
4123 / 39 046 0001 / BELLECOMBE / Chemin de Grande vie / / voie / Gallo-romain

- CHASSAL-MOLINGES

CHASSAL
7006 / 39 113 0001 / CHASSAL / Carrière de marbre / A la Carrière / carrière / Gallo-romain - Période récente
15625 / 39 113 0002 / CHASSAL / Sur le Moulin / / Epoque moderne - Epoque contemporaine / four
16314 / 39 113 0003 / CHASSAL / Z.I. Champs Frevant / / Epoque indéterminée / foyer
16315 / 39 113 0004 / CHASSAL / Moulin de Marignat / / moulin / Epoque moderne
18936 / 39 113 0005 / CHASSAL / Four banal / Au Village / Période récente / four (EA non localisée)
18937 / 39 113 0006 / CHASSAL / La Potence / / Epoque moderne / grange
18938 / 39 113 0007 / CHASSAL / La Frela (Freta) / Aux granges des Prés / Epoque moderne / grange
18939 / 39 113 0008 / CHASSAL / Moulin du Bief Chatelant / Au Parterre / moulin / Epoque moderne

MOLINGES
6971 / 39 339 0001 / MOLINGES / / à la Teppe / Gallo-romain / construction
18581 / 39 339 0002 / MOLINGES / Moulin de Cuetan / / moulin / Epoque moderne
6973 / 39 339 0003 / MOLINGES / Lary / / cimetière / Epoque indéterminée
6974 / 39 339 0004 / MOLINGES / Crêt du Château / Sur le Crêt du Château / Epoque indéterminée / construction
6975 / 39 339 0005 / MOLINGES / / / voie / Epoque indéterminée (EA non localisée)
6976 / 39 339 0006 / MOLINGES / à l'Encreux / / Gallo-romain / monnaie (EA non localisée)
18582 / 39 339 0007 / MOLINGES / Scie à l'Eau / / moulin / atelier de travail du bois / Epoque contemporaine

- LES BOUCHOUX

3696 / 39 068 0001 / LES BOUCHOUX / La Bâtie ou la Bastie / / château fort / Moyen-âge
3698 / 39 068 0002 / LES BOUCHOUX / Beauregard / / voie / Gallo-romain (EA non localisée)
3697 / 39 068 0003 / LES BOUCHOUX / Sur tout le territoire / / Gallo-romain / monnaie (EA non localisée)
7301 / 39 068 0004 / LES BOUCHOUX / Prieuré de Cuttura / Au Prioré / prieuré / Moyen-âge classique

- CHOUX

7225 / 39 151 0001 / CHOUX / Mont des Ecolais (ou Ecolets) / / Gallo-romain / monnaie (EA non localisée)
7231 / 39 151 0002 / CHOUX / / / voie / Gallo-romain (EA non localisée)
7232 / 39 151 0003 / CHOUX / la Vie des Maures / / voie / Gallo-romain (EA non localisée)
7233 / 39 151 0004 / CHOUX / / / voie / Gallo-romain (EA non localisée)
7234 / 39 151 0005 / CHOUX / la Malatière / / léproserie / Moyen-âge - Période récente (EA non localisée)

- COISERETTE

7275 / 39 157 0001 / COISERETTE / / / Epoque indéterminée / construction (EA non localisée)

- COTEAUX DU LIZON

CUTTURA

16066 / 39 186 0001 / CUTTURA / Prieuré Nodre-Dame / / prieuré / Haut moyen-âge (EA non localisée)

SAINT-LUPICIN

1698 / 39 491 0001 / SAINT-LUPICIN / Eglise de Saint-Lupicin / / église / cimetière / Moyen-âge classique
12716 / 39 491 0002 / SAINT-LUPICIN / Eglise de Saint-Lupicin / / monastère / Moyen-âge
4242 / 39 491 0003 / SAINT-LUPICIN / Grand Curtil / / Gallo-romain / outillage métallique (EA non localisée)
4243 / 39 491 0004 / SAINT-LUPICIN / La Vie des Morts / / voie / Gallo-romain (EA non localisée)
4244 / 39 491 0005 / SAINT-LUPICIN / Châtillon / / Epoque indéterminée / construction (EA non localisée)
4245 / 39 491 0006 / SAINT-LUPICIN / Maison Pieuriale / / maison forte / prieuré / Moyen-âge
4249 / 39 491 0007 / SAINT-LUPICIN / Vie Neuve / / voie / Gallo-romain (EA non localisée)
4247 / 39 491 0008 / SAINT-LUPICIN / Sablière / / Epoque indéterminée / lithique indéterminé (EA non localisée)
4248 / 39 491 0009 / SAINT-LUPICIN / Grand Essart / / Age du bronze - Age du fer / parure (EA non localisée)
2501 / 39 491 0010 / SAINT-LUPICIN / Place de l'Eglise - sondages 1 à 5 / / architecture religieuse / cimetière / Moyen-âge - Période récente
13013 / 39 491 0011 / SAINT-LUPICIN / Place de l'Eglise - sondage 5 / / voie / Epoque moderne - Epoque contemporaine
13015 / 39 491 0012 / SAINT-LUPICIN / Place de l'Eglise - sondages 4 et 5 / / eau et hydraulique / Epoque contemporaine
16760 / 39 491 0013 / SAINT-LUPICIN / / 5, rue du Curé-Marquis / Période récente / bloc ouvragé

- COYRIERE
7204 / 39 174 0001 / COYRIERE / Découverte isolée / / Gallo-romain / monnaie (EA non localisée)
7205 / 39 174 0002 / COYRIERE / Vie des Maures / / voie / Moyen-âge (EA non localisée)

- LAJOUX
5678 / 39 274 0001 / LAJOUX / / / hôpital / Moyen-âge - Période récente (EA non localisée)

- LA PESSE
Aucune entité archéologique signalée au service régional de l'archéologie au 29 décembre 2022.

- LA RIXOUSE
1696 / 39 460 0001 / LA RIXOUSE / les Prés de Valfin / / atelier de terre cuite architecturale / Epoque contemporaine
5529 / 39 460 0002 / LA RIXOUSE / / / château / Moyen-âge (EA non localisée)
5530 / 39 460 0003 / LA RIXOUSE / le Moulin du Pont / / moulin / Moyen-âge
5531 / 39 460 0004 / LA RIXOUSE / / / chapelle / Bas moyen-âge (EA non localisée)
5532 / 39 460 0005 / LA RIXOUSE / Oratoire à Pardon / / chapelle / Epoque moderne (EA non localisée)

- LARRIVOIRE
7171 / 39 280 0001 / LARRIVOIRE / / / Gallo-romain / monnaie (EA non localisée)

- LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE
39 286 0001 / numéro non attribué
5837 / 39 286 0002 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / Molard du Châtillon / / défense / Epoque indéterminée (EA non localisée)
5838 / 39 286 0003 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / Roche Juhan / / Gallo-romain / construction (EA non localisée)
5839 / 39 286 0004 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / Château Verain / / occupation / Gallo-romain
5840 / 39 286 0005 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / Brive / / Age du bronze / arme
5841 / 39 286 0006 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / le Disart / / tumulus / Age du bronze (EA non localisée)
5896 / 39 286 0007 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / / Le bois du Lac, bois du Pertuis Louvret / enceinte / Gallo-romain
3842 / 39 286 0008 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / / / Epoque indéterminée / construction
16337 / 39 286 0009 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / En Planchamps / / occupation / Premier Age du fer
16338 / 39 286 0010 / LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE / En Planchamps / / occupation / Haut moyen-âge

PRATZ
687 / 39 440 0001 / PRATZ / Grotte de Saint-Romain I / / sépulture / grotte sépulcrale / Néolithique - Age du bronze
5648 / 39 440 0002 / PRATZ / Chapelle de Saint-Romain-de-Roche / / cimetière / chapelle / Moyen-âge
16228 / 39 440 0003 / PRATZ / / / Gallo-romain - Période récente / monnaie, scorie, poterie, objet métallique
5650 / 39 440 0004 / PRATZ / / / cimetière / Haut moyen-âge (EA non localisée)
5651 / 39 440 0005 / PRATZ / Amaurandes / / château fort / Moyen-âge classique (EA non localisée)

1627 / 39 440 0006 / PRATZ / le Curtillet / / production métallurgique / Haut moyen-âge
8339 / 39 440 0007 / PRATZ / les Louvières / / enceinte / Epoque indéterminée
19845 / 39 440 0008 / PRATZ / Abri sous roche de Pratz / / Epoque contemporaine / paroi ornée

- LESCHERES
844 / 39 293 0001 / LESCHERES / / / atelier de taille / Néolithique
841 / 39 293 0002 / LESCHERES / / / atelier de taille / Néolithique
842 / 39 293 0003 / LESCHERES / / / atelier de taille / Néolithique

- LES MOUSSIERES
6673 / 39 373 0001 / LES MOUSSIERES / Goulet / / voie / Gallo-romain
6674 / 39 373 0002 / LES MOUSSIERES / / / Gallo-romain / construction (EA non localisée)

- RAVILLOLES
5587 / 39 453 0001 / RAVILLOLES / Propriété du Trachet / / Néolithique - Age du bronze / outillage lithique (EA non localisée)
5588 / 39 453 0002 / RAVILLOLES / / / Age du bronze moyen / arme (EA non localisée)
5589 / 39 453 0003 / RAVILLOLES / Voie de Saint-Claude à Poitte / / voie / Moyen-âge (EA non localisée)

- ROGNA
5476 / 39 463 0001 / ROGNA / Eglise de Rogna / / église / Epoque moderne

- SAINT-CLAUDE
1832 / 39 478 0001 / SAINT-CLAUDE / Cathedrale Saint-Pierre / Place de l'Abbaye / église / monastère / Moyen-âge
530 / 39 478 0002 / SAINT-CLAUDE / Grotte du Mont-Bayard "C" / / campement / Néolithique récent
5683 / 39 478 0003 / SAINT-CLAUDE / Cascade de la Queue de Cheval / / Epoque indéterminée / outillage lithique
5684 / 39 478 0004 / SAINT-CLAUDE / le Crêt-Giraud / / Mésolithique / outillage lithique
5685 / 39 478 0005 / SAINT-CLAUDE / le Pontet / / Paléolithique - Néolithique / outillage lithique
5686 / 39 478 0006 / SAINT-CLAUDE / le Château / Place du Château / château fort / Moyen-âge
5687 / 39 478 0007 / SAINT-CLAUDE / Voie de la Sequanie à l'Helvetie / / voie / Gallo-romain – Moyen-âge (EA non localisée)
5688 / 39 478 0008 / SAINT-CLAUDE / Eglise Saint-Claude, Eglise Saint-Oyend / PLace Louis XI, Place de la Halle / église / cimetière / Haut moyen-âge
5689 / 39 478 0009 / SAINT-CLAUDE / Eglise de Saint-Romain / / église / cimetière / Moyen-âge - Période récente
5690 / 39 478 0010 / SAINT-CLAUDE / Presbytère de Saint-Romain / / monastère / Moyen-âge classique
5691 / 39 478 0011 / SAINT-CLAUDE / / / léproserie / Moyen-âge
5692 / 39 478 0012 / SAINT-CLAUDE / Grotte de Saint-Anne / / ermitage / Moyen-âge
5693 / 39 478 0013 / SAINT-CLAUDE / Eglise Saint-Sauveur / / cimetière / église / Moyen-âge - Période récente
11864 / 39 478 0014 / SAINT-CLAUDE / Maison du peuple / / maison / Epoque contemporaine
5695 / 39 478 0015 / SAINT-CLAUDE / Saint-Claude, enceinte du monastère / / espace fortifié / cultuel et religieux / Moyen-âge

7370 / 39 478 0016 / SAINT-CLAUDE / Chevry, Vie Rouge / / voie / Epoque indéterminée (EA non localisée)
2657 / 39 478 0017 / SAINT-CLAUDE / Grotte de Valfin / / Paléolithique / faune (EA non localisée)
7304 / 39 478 0018 / SAINT-CLAUDE / Tres Bayard en Haut / / Epoque indéterminée / butte
7305 / 39 478 0019 / SAINT-CLAUDE / Lotissement de Serger / / Epoque indéterminée / faune, outillage lithique
7306 / 39 478 0020 / SAINT-CLAUDE / Noire Combe / / Age du fer / arme
7307 / 39 478 0021 / SAINT-CLAUDE / Quartier du Souci / / Epoque moderne / parure
7308 / 39 478 0022 / SAINT-CLAUDE / Vaucluse / / Gallo-romain / monnaie
7309 / 39 478 0023 / SAINT-CLAUDE / les Perinons / / cimetière / Epoque indéterminée
7310 / 39 478 0024 / SAINT-CLAUDE / les Cylindres / / Epoque indéterminée / colonne (élément de)
7311 / 39 478 0025 / SAINT-CLAUDE / Source de Saint-Romain, rue Rosset / / fontaine / Moyen-âge
7312 / 39 478 0026 / SAINT-CLAUDE / Impasse du Bugnon / / fontaine / Moyen-âge
7313 / 39 478 0027 / SAINT-CLAUDE / le Crêt Rond / / Epoque indéterminée / bloc (EA non localisée)
7314 / 39 478 0028 / SAINT-CLAUDE / Le plan du Moulin / / moulin / Moyen-âge
7315 / 39 478 0029 / SAINT-CLAUDE / Sous-Jouhan / / moulin / Moyen-âge
7316 / 39 478 0030 / SAINT-CLAUDE / le Quartier des Moulins / / quartier artisanal / moulin / Moyen-âge - Période récente
7317 / 39 478 0031 / SAINT-CLAUDE / Rue Antide-Janvier / / îlot / Epoque moderne
7318 / 39 478 0032 / SAINT-CLAUDE / Pont d'Avignon / / pont / Moyen-âge
7319 / 39 478 0033 / SAINT-CLAUDE / Pont du Faubourg Marcel / / pont / Moyen-âge
17296 / 39 478 0034 / SAINT-CLAUDE / Le Pontet / / Paléolithique - Néolithique / outillage lithique
7321 / 39 478 0035 / SAINT-CLAUDE / Porte de l'Horloge / / édifice fortifié / Moyen-âge - Période récente
7322 / 39 478 0036 / SAINT-CLAUDE / Porte Notre-Dame / / édifice fortifié / Moyen-âge - Période récente
7323 / 39 478 0037 / SAINT-CLAUDE / Porte de la Pierre / / édifice fortifié / Moyen-âge - Période récente
7324 / 39 478 0038 / SAINT-CLAUDE / Portes Sanguines / / édifice fortifié / Epoque moderne
7325 / 39 478 0039 / SAINT-CLAUDE / Tour du Bugnon / / édifice fortifié / Epoque moderne
7326 / 39 478 0040 / SAINT-CLAUDE / Tour de la Rue Gambetta, route de Genève / / Epoque moderne / tour
7327 / 39 478 0041 / SAINT-CLAUDE / Porte de la Cueille / / édifice fortifié / Moyen-âge - Période récente
7328 / 39 478 0042 / SAINT-CLAUDE / Porte du Pré / / édifice fortifié / Moyen-âge - Période récente
7329 / 39 478 0043 / SAINT-CLAUDE / Fortification du Truchet / PLace du Truchet, Place Voltaire / défense / Moyen-âge - Période récente
7330 / 39 478 0044 / SAINT-CLAUDE / Porte du Pont Marcel / / édifice fortifié / Moyen-âge - Période récente
7331 / 39 478 0045 / SAINT-CLAUDE / Fort Saint-Blaise / / fort / Epoque moderne (EA non localisée)
7332 / 39 478 0046 / SAINT-CLAUDE / Fort de la Croix du Barre / / fort / Epoque moderne (EA non localisée)
7333 / 39 478 0047 / SAINT-CLAUDE / Rue Mercière / / quartier artisanal / Moyen-âge - Période récente
7334 / 39 478 0048 / SAINT-CLAUDE / Rue du Marché / / édifice public / Moyen-âge - Période récente
7335 / 39 478 0049 / SAINT-CLAUDE / Faubourg Marcel / / faubourg / Moyen-âge - Période récente
7336 / 39 478 0050 / SAINT-CLAUDE / Village du Marais / / village / Moyen-âge - Période récente
7337 / 39 478 0051 / SAINT-CLAUDE / la Maison des Grands Juges / / prison / Epoque moderne
7338 / 39 478 0052 / SAINT-CLAUDE / Collège / / établissement d'enseignement / Epoque moderne

7339 / 39 478 0053 / SAINT-CLAUDE / Halle du Marché / / halle / Epoque moderne
7340 / 39 478 0054 / SAINT-CLAUDE / Couvent des Capucins / / monastère / cimetière / Epoque moderne
7341 / 39 478 0055 / SAINT-CLAUDE / Couvent des Carmes / / monastère / chapelle / Epoque moderne
7342 / 39 478 0056 / SAINT-CLAUDE / Couvent des Annonciales Celeste / / monastère / Epoque moderne
7343 / 39 478 0057 / SAINT-CLAUDE / Cimetière de "Sur les Morts" / / cimetière / Epoque moderne
7344 / 39 478 0058 / SAINT-CLAUDE / Cimetière de l'Hôpital / / cimetière / Epoque moderne
7345 / 39 478 0059 / SAINT-CLAUDE / "Murailles de Langosan" / / défense / Epoque moderne
7346 / 39 478 0060 / SAINT-CLAUDE / Murailles du Mont Bayard / La Belle Etoile / défense / Epoque moderne
7347 / 39 478 0061 / SAINT-CLAUDE / la Condamine / / maison forte / Epoque moderne
7348 / 39 478 0062 / SAINT-CLAUDE / Grange Fortifiée de Diesle-en-Haut / Le Grand Diesle / maison forte / Epoque moderne
7349 / 39 478 0063 / SAINT-CLAUDE / les Portes au Roy de Crochetière / / édifice fortifié / Epoque moderne
7350 / 39 478 0064 / SAINT-CLAUDE / Moulin de Tomachon / / moulin / Epoque moderne
7351 / 39 478 0065 / SAINT-CLAUDE / Moulin Riche ou Moulin Maillat / / moulin / Epoque moderne
7352 / 39 478 0066 / SAINT-CLAUDE / Moulin de Crillat / / moulin / Epoque moderne
7353 / 39 478 0067 / SAINT-CLAUDE / Moulin de l'Ours / / moulin / Epoque moderne
7355 / 39 478 0068 / SAINT-CLAUDE / Tuilerie de Chaumont / / atelier de terre cuite / Epoque moderne
7354 / 39 478 0069 / SAINT-CLAUDE / Moulin Sous le Pré / / moulin / Epoque moderne
7371 / 39 478 0070 / SAINT-CLAUDE / Château de Chevry / / château fort / chapelle / Epoque moderne
7372 / 39 478 0071 / SAINT-CLAUDE / Cinquétral, Maison des Infirmeries / / hôpital / Moyen-âge - Période récente
7373 / 39 478 0072 / SAINT-CLAUDE / Cinquétral / / chapelle / Epoque moderne
10212 / 39 478 0073 / SAINT-CLAUDE / Palais Abbatial / 3, place de l'abbaye / palais / Moyen-âge - Période récente
3725 / 39 478 0074 / SAINT-CLAUDE / Rue des Ecoles / / atelier de tabletterie / Epoque moderne
11365 / 39 478 0075 / SAINT-CLAUDE / La Fraîte / / atelier de terre cuite architecturale / Epoque contemporaine
12757 / 39 478 0076 / SAINT-CLAUDE / Cathedrale Saint-Pierre / Place de l'Abbaye / Age du bronze - Age du fer / poterie
12758 / 39 478 0077 / SAINT-CLAUDE / Cathedrale Saint-Pierre / Place de l'Abbaye / Gallo-romain / bâtiment
17266 / 39 478 0078 / SAINT-CLAUDE / / Place du Château / hôtel de ville / Epoque moderne
17593 / 39 478 0079 / SAINT-CLAUDE / / Tuilerie de Très Bayard / atelier de terre cuite architecturale / Epoque contemporaine
17907 / 39 478 0080 / SAINT-CLAUDE / Anciens jardins de l'abbaye de Saint-Claude, sondages 1 et 2 / / occupation / Gallo-romain
13515 / 39 478 0081 / SAINT-CLAUDE / le Château / Place du Château / chapelle / Epoque moderne
17914 / 39 478 0082 / SAINT-CLAUDE / Anciens jardins de l'abbaye de Saint-Claude, sondages 2 et 4 / / caniveau / Epoque contemporaine
17916 / 39 478 0083 / SAINT-CLAUDE / Anciens jardins de l'abbaye de Saint-Claude / / Moyen-âge - Période récente / jardin

19436 / 39 478 0084 / SAINT-CLAUDE / Les prés de Valfin / / production de chaux / Epoque contemporaine
19847 / 39 478 0085 / SAINT-CLAUDE / Diaclase Sainte-Anne / A proximité de la Grotte Sainte--Anne / Epoque moderne - Epoque contemporaine / paroi ornée
13520 / 39 478 0086 / SAINT-CLAUDE / Eglise Saint-Sauveur / / fontaine / Epoque contemporaine
19849 / 39 478 0087 / SAINT-CLAUDE / / En Cornet / Epoque contemporaine / paroi ornée
39 478 0088 à 39 478 0093 : en cours de traitement
15790 / 39 478 0094 / SAINT-CLAUDE / Le Truffet / / Moyen-âge / construction

- SEPTMONCEL LES MOLUNE

LES MOLUNES
66978 / 39 341 0001 / LES MOLUNES / / / Néolithique - Age du bronze / outillage lithique (EA non localisée)

SEPTMONCEL
3909 / 39 510 0001 / SEPTMONCEL / Chemin des Grés (ou Via Gradorum) / / voie / Moyen-âge (EA non localisée)
3911 / 39 510 0002 / SEPTMONCEL / Eglise de Septmoncel / / église / Epoque moderne
3912 / 39 510 0003 / SEPTMONCEL / Noire Fontaine, les Moulins / / moulin / Epoque moderne
3913 / 39 510 0004 / SEPTMONCEL / Ruisseau Chapy / / moulin / Epoque moderne (EA non localisée)

- VILLARD-SAINT-SAUVEUR

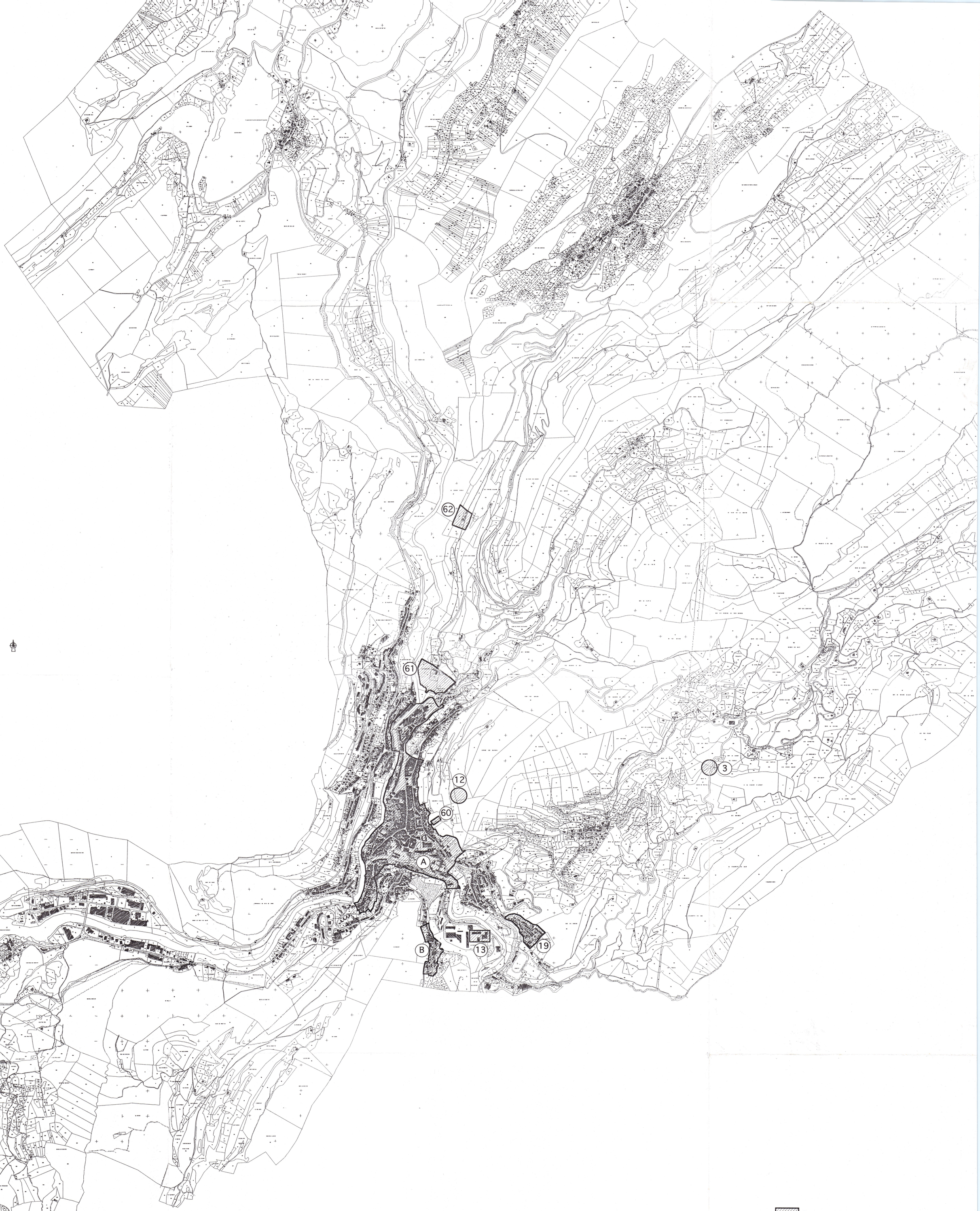
3044 / 39 560 0001 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / Rochefort / / Gallo-romain / construction
3045 / 39 560 0002 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / le Pré Martinet / / occupation / Haut moyen-âge
3046 / 39 560 0003 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / la Pérouse / / occupation / Haut moyen-âge
3047 / 39 560 0004 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / le Marais / / occupation / Haut moyen-âge
3048 / 39 560 0005 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / le Maréchet / / occupation / Haut moyen-âge
3049 / 39 560 0006 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / le Martinet / / occupation / Haut moyen-âge
3050 / 39 560 0007 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / / / château / Moyen-âge
3051 / 39 560 0008 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / le Village / / occupation / Haut moyen-âge
7278 / 39 560 0009 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / Papèterie de Montbrillant / / économie / Epoque moderne
13099 / 39 560 0010 / VILLARD-SAINT-SAUVEUR / le Martinet / / moulin / Epoque moderne

- VIRY

2665 / 39 579 0001 / VIRY / la Bâtie (ou la Bastie) / / château fort / Moyen-âge
2674 / 39 579 0002 / VIRY / La Vie Fourche, Les Bouchoux / / voie / Gallo-romain (EA non localisée)
2673 / 39 579 0003 / VIRY / La Pommeraie (ou La Pommeraye) / / Gallo-romain / construction
2672 / 39 579 0004 / VIRY / Chazeaux du Pèrou / / Gallo-romain / construction (EA non localisée)
2669 / 39 579 0005 / VIRY / La Tour (ou Tour des Pesses) / / Gallo-romain / monnaie
2671 / 39 579 0006 / VIRY / La Fontaine des Maures / / Gallo-romain / construction (EA non localisée)
2670 / 39 579 0007 / VIRY / La Chapelle / / Gallo-romain / construction (EA non localisée)
2668 / 39 579 0008 / VIRY / Sous les Eaux (ou Sous les Aules) / / halle / Moyen-âge
3751 / 39 579 0009 / VIRY / Sièges / / chapelle / Moyen-âge - Période récente
4050 / 39 579 0010 / VIRY / Sièges, dans la Plaine / / tumulus / Age du bronze - Age du fer (EA non localisée)
13036 / 39 579 0011 / VIRY / La Tour, Ferme de la Tour / / maison forte / chapelle / Moyen-âge - Période récente

17544 / 39 579 0012 / VIRY / Sur la commune / / Gallo-romain / monnaie (EA non localisée)
17545 / 39 579 0013 / VIRY / Sièges / / Epoque indéterminée / outillage lithique, monnaie (EA non localisée)
17546 / 39 579 0014 / VIRY / La Boissière / / frontière / Epoque moderne
17547 / 39 579 0015 / VIRY / Eglise de Saint-Romain / / église / Moyen-âge - Période récente
17548 / 39 579 0016 / VIRY / La Malatière / / léproserie / Moyen-âge

- VULVOZ
2622 / 39 585 0001 / VULVOZ / / / château / Moyen-âge (EA non localisée)



Zones archéologiques sensibles

PLU
PLAN LOCAL D'URBANISME
Département du JURA

COMMUNE DE SAINT-CLAUDE

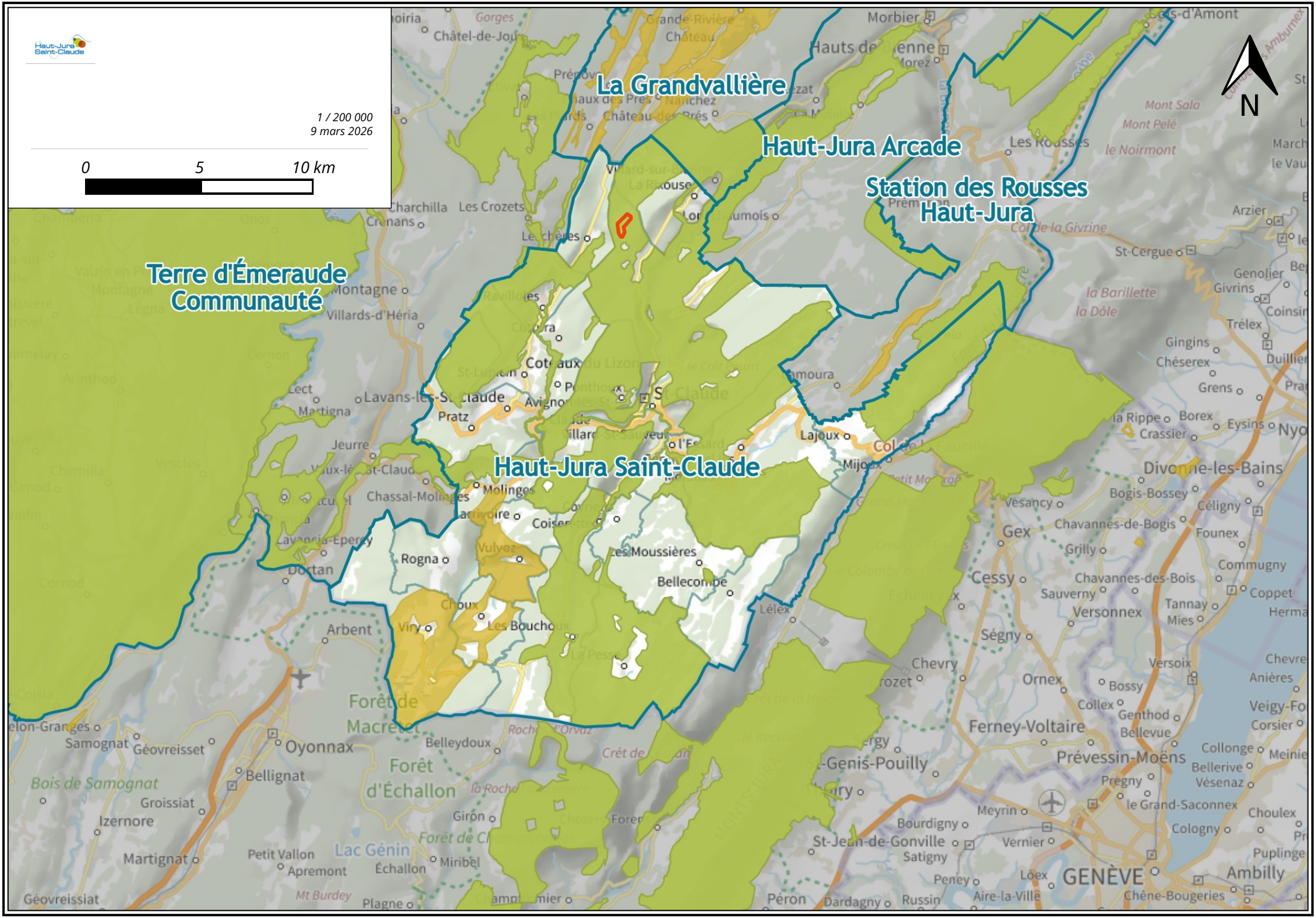
APPROBATION

2.10 PLAN DES ZONES ARCHÉOLOGIQUES SENSIBLES - Echelle 1/10 000°

Approuvé le 6 Mai 1985
Révision approuvée le 30 Juin 1992

Révision prescrite le **19 Février 1998**

ARCHITECTURE · PAYSAGE · URBANISME


Haut-Jura Saint-Claude
1 / 200 000
9 mars 2026
0
5
10 km
N
La Grandvallière
Haut-Jura Arcade
Station des Rousses
Haut-Jura
Terre d'Émeraude
Communauté
Haut-Jura Saint-Claude
Châtel-de-Joux
Morbier
Les Rousses
Mont Sala
Mont Pelé
le Noirmont
Les Crozets
Charchilla
Crenans
Montagne
Villards-d'Héria
Lavans-lès-St-Claude
Martigna
Pratz
Jeurre
Chassal-Molinges
Molinges
Rogna
Dortan
Arbent
Les Moussières
Bellecombe
Lajoux
Mijoux
St-Cergue
Arzier
Col de la Givrine
la Barillette
la Dôle
Genolier
Givrins
Trélex
Gingins
Chéserex
Grens
Crassier
Eysins
Nyon
Divonne-les-Bains
Bogis-Bossey
Céligny
Vesancy
Gex
Chavannes-de-Bogis
Grilly
Founex
Commugny
Cessy
Chavannes-des-Bois
Sauverny
Versonnex
Tannay
Mies
Coppet
Ségny
Chevry
Ornex
Bossy
Versoix
Collex
Genthod
Bellevue
Ferney-Voltaire
Prévessin-Moëns
Collonge
Bellerive
Vésenaz
Pregny
le Grand-Saconnex
Meyrin
Vernier
Bourdigny
St-Jean-de-Gonville
Satigny
Cologny
Choulex
Puplinge
Ambilly
GENÈVE
Chêne-Bougeries
Peney
Löex
Aire-la-Ville
Dardagny
Russin
Péron
Oyonnax
Belleydoux
Bellignat
Samognat
Géovreisset
Groissiat
Izernore
Martignat
Petit Vallon
Apremont
Lac Génin
Échallon
Miribel
Giron
Forêt de Macrêt
Forêt d'Échallon
Bois de Samognat
Mt Burdey
Plagne
Géovreissiat
Viry
Les Bouchoux
Choux
Vulyoz
Coiserette
Lélex

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

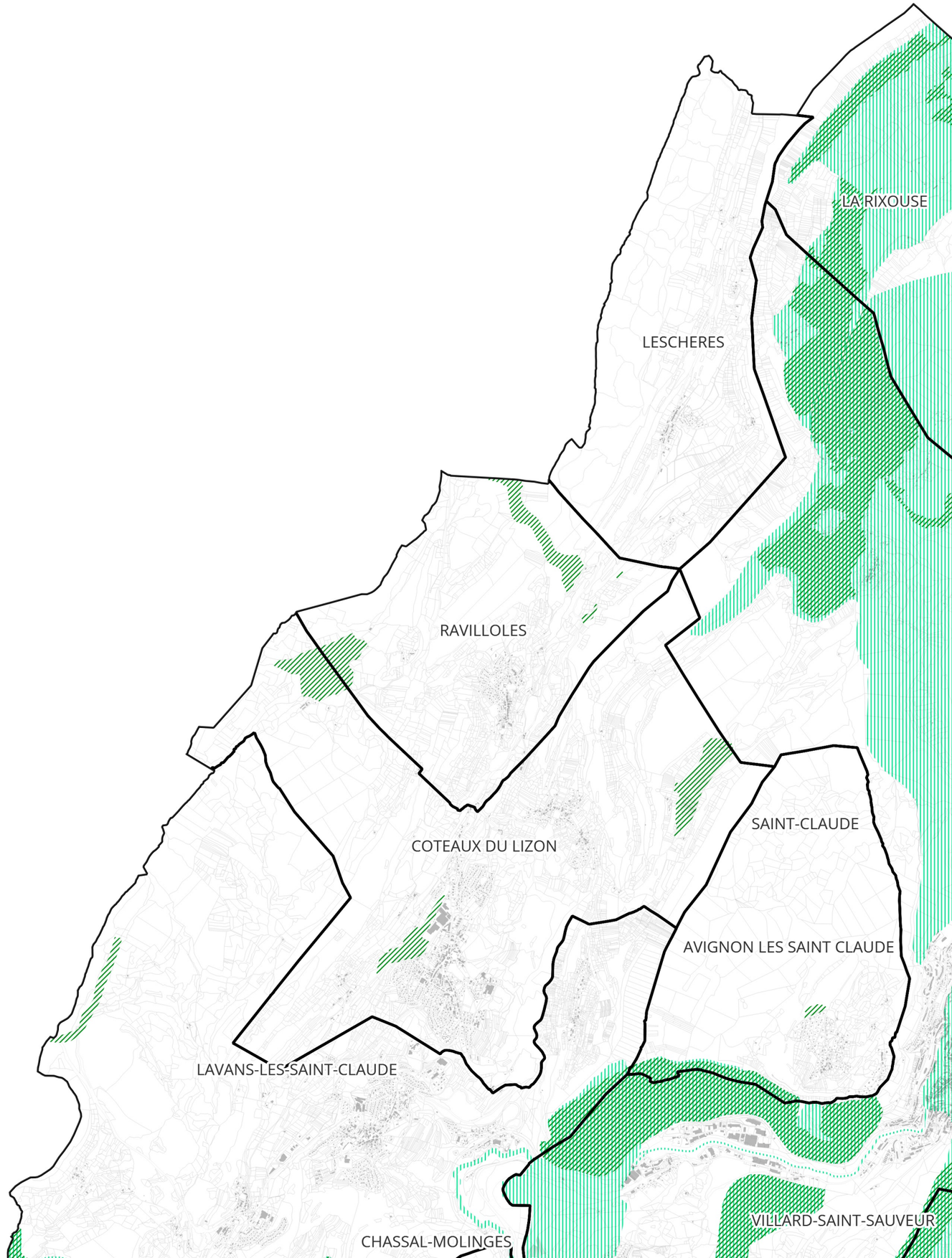
M. Philipe PASSOT

Les Zones Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

- ZNIEFF de type 1
- ZNIEFF de type 2

Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales



0 1 2 km N

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

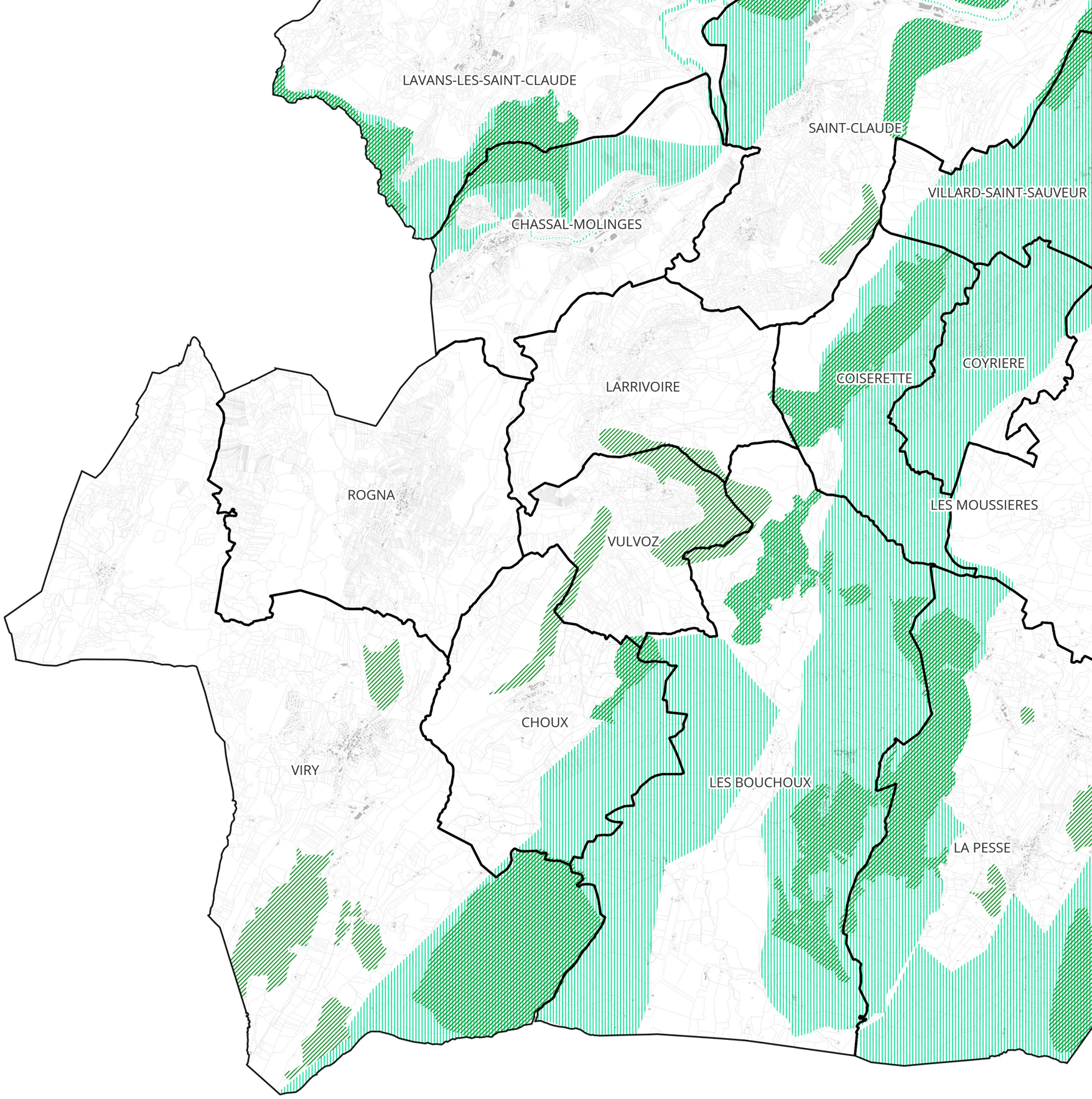
M. Philipe PASSOT

Les Zones Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

- ZNIEFF de type 1
- ZNIEFF de type 2

Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales



0 1 2 km N

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

Les Zones Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

- ZNIEFF de type 1
- ZNIEFF de type 2

Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

LA RIXOUSE
SAINT-CLAUDE
AVIGNON LES SAINT CLAUDE
SEPTMONCEL LES MOLUNES
VILLARD-SAINT-SAUVEUR
LAJOUX

0 1 2 km

N

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

Les Zones Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

- ZNIEFF de type 1
- ZNIEFF de type 2

Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

SAINT-CLAUDE
LAJOUX
VILLARD-SAINT-SAUVEUR
SEPTMONCEL LES MOLUNES
COYRIERE
LES MOUSSIERES
BELLECOMBE
LA PESSE

0 1 2 km

N

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

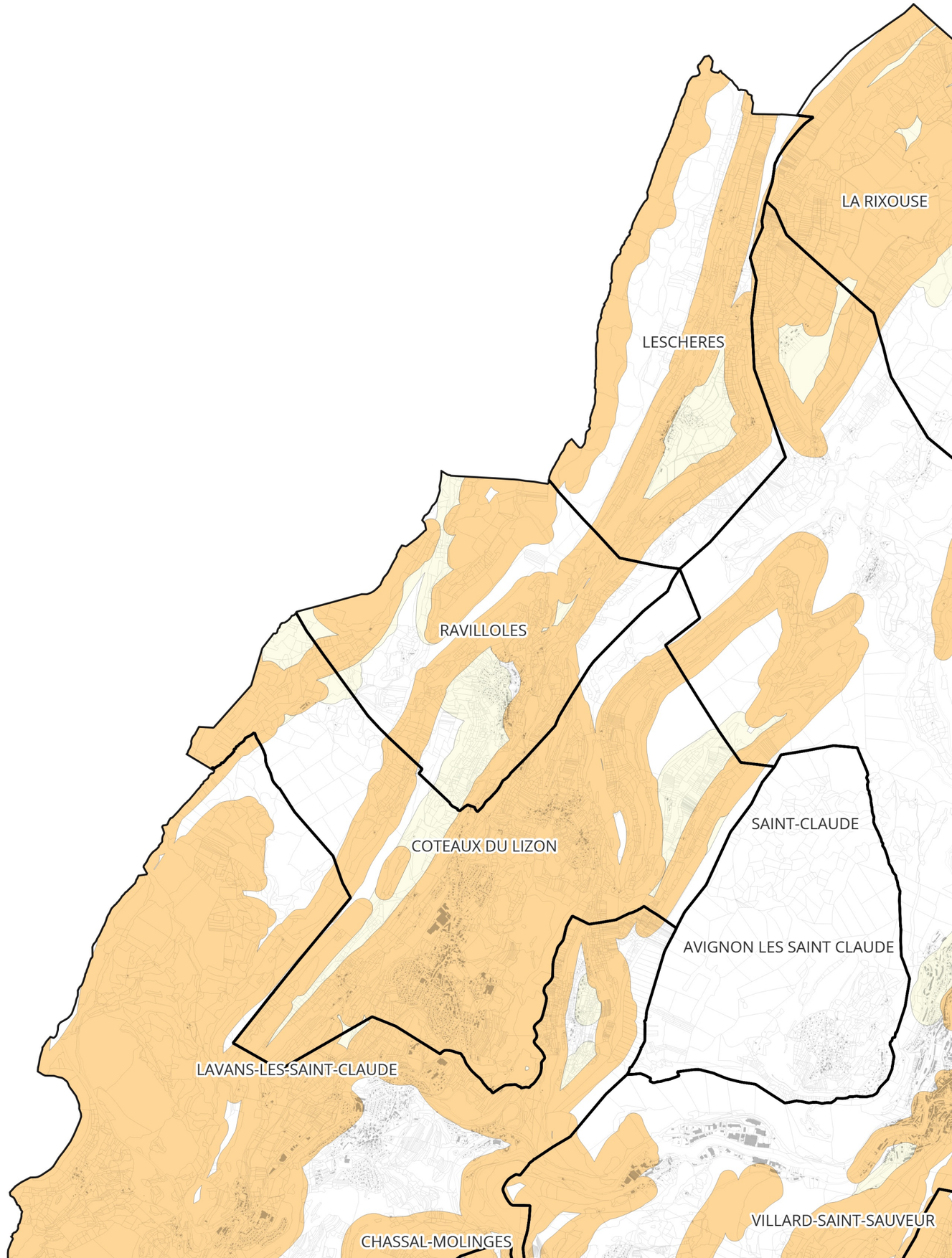
M. Philipe PASSOT

Légende

Exposition au risque de retrait gonflement des argiles
- Aléa faible
- Aléa moyen

Fond de plan
- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

0 1 2 km N



PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

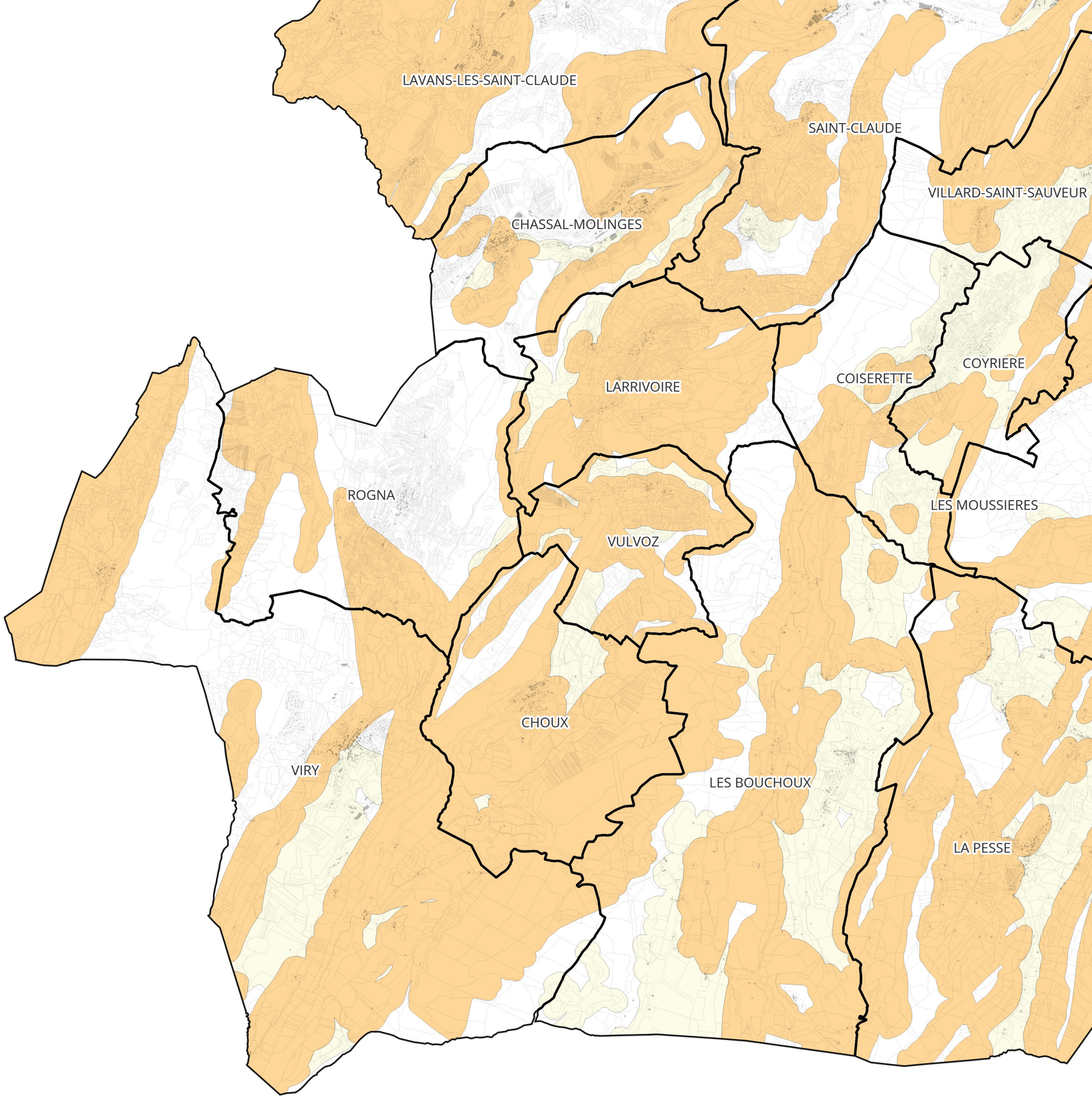
Légende

Exposition au risque de retrait gonflement des argiles

- Aléa faible
- Aléa moyen

Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales



0 1 2 km N

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

Légende

Exposition au risque de retrait gonflement des argiles
- Aléa faible
- Aléa moyen

Fond de plan
- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

0 1 2 km

N

LA RIXOUSE
SAINT-CLAUDE
AVIGNON LES SAINT CLAUDE
SEPTMONCEL LES MOLUNES
VILLARD-SAINT-SAUVEUR
LAJOUX

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

Légende

Exposition au risque de retrait gonflement des argiles
- Aléa faible
- Aléa moyen

Fond de plan
- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

SAINT-CLAUDE
VILLARD-SAINT-SAUVEUR
LAJOUX
SEPTMONCEL LES MOLUNES
COYRIERE
LES MOUSSIERES
BELLECOMBE
LA PESSE

0 1 2 km

N

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Construire en **terrain argileux**

La réglementation et
les bonnes pratiques



Novembre 2021

VOUS ÊTES CONCERNÉ SI...

Votre terrain est situé en zone d'exposition moyenne ou forte* et :

- ✔ vous êtes professionnel de l'immobilier, de la construction, de l'aménagement ;
- ✔ vous êtes notaire, assureur, service instructeur des permis de construire... ;
- ✔ vous êtes particulier qui souhaitez vendre ou acheter un terrain non bâti constructible ;
- ✔ vous êtes un particulier qui souhaitez construire une maison ou ajouter une extension à votre habitation.

L'article 68 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 (loi ELAN) portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique met en place un dispositif pour s'assurer que les techniques de construction particulières, visant à prévenir le risque de retrait gonflement des argiles, soient bien mises en œuvre pour les maisons individuelles construites dans les zones exposées à ce risque.

* Actuellement le zonage est disponible uniquement pour la métropole.

DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2020



L'étude géotechnique préalable est obligatoire quand...

Vous vendez un terrain constructible

✔ **Vous devez fournir à l'acheteur cette étude préalable** annexée à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. Elle restera annexée au titre de propriété du terrain et suivra les mutations successives de celui-ci. **Point de vigilance : son obtention doit être anticipée.**

Vous achetez un terrain constructible

✔ **Le vendeur doit vous fournir cette étude préalable** qui sera annexée à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente.

Vous faites construire une maison individuelle

✔ **Avant toute conclusion de contrat (construction ou maitrise d'œuvre), vous devez communiquer au constructeur, cette étude préalable.**
Le contrat indiquera que le constructeur a reçu ce document.

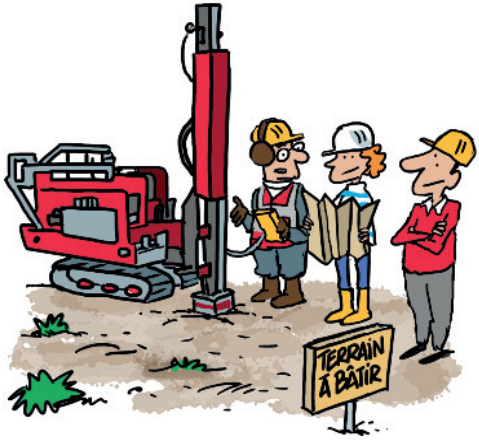


L'étude géotechnique de conception ou les techniques particulières de construction sont au choix lorsque...

Vous faites construire une ou plusieurs maisons individuelles ou vous ajoutez une extension à votre habitation

✔ Avant la conclusion de tout contrat ayant pour objet des travaux de construction, vous pouvez :

- soit **transmettre l'étude géotechnique de conception** au constructeur de l'ouvrage (architecte, entreprise du bâtiment, constructeur de maison individuelle...) ;
- soit **demander** au constructeur **de suivre les techniques particulières de construction** définies par voie réglementaire.



Vous êtes constructeur ou maître d'œuvre de tout ou partie (extension) d'une ou plusieurs maisons

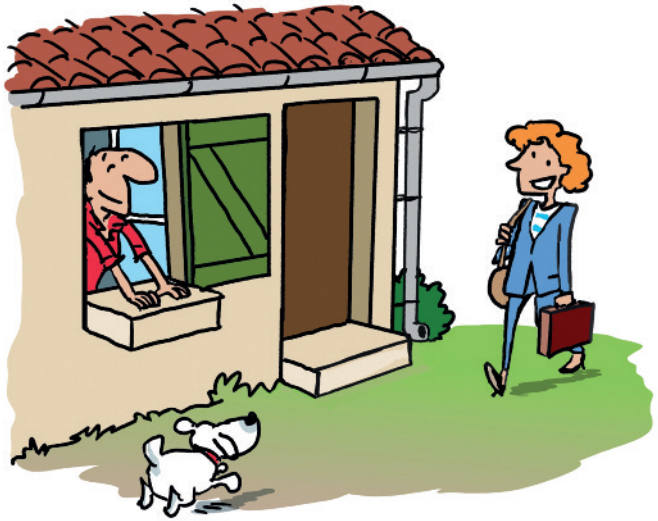
✔ Vous êtes tenu :

- soit de **suivre les recommandations de l'étude géotechnique de conception** fournie par le maître d'ouvrage ou que vous avez fait réaliser en accord avec le maître d'ouvrage ;
- soit de **respecter les techniques particulières de construction** définies par voie réglementaire.

CAS PARTICULIER

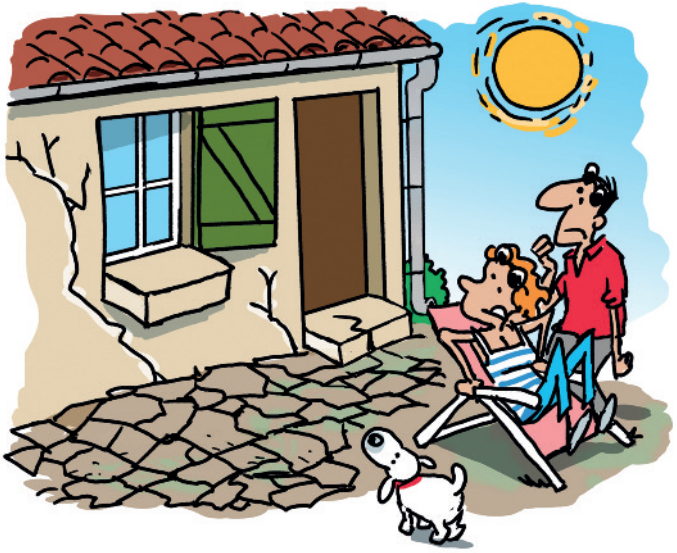
Le contrat de construction de maison individuelle (CCMI), visé à l'art L 231-1 et L 131-2 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), précise les travaux d'adaptation au sol rendus nécessaires pour se prémunir du risque de retrait-gonflement des argiles (techniques particulières de construction par défaut ou recommandations énoncées dans l'étude géotechnique de conception).

LE RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

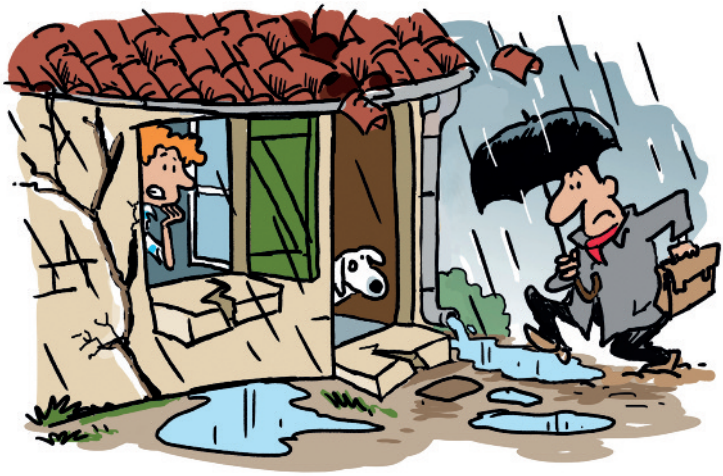


Les conséquences sur le bâti

✔ Lorsqu'un sol est argileux, il est **fortement sensible aux variations de teneur en eau**.



Ainsi, il se **rétracte** lorsqu'il y a évaporation en période sèche...



... et **gonfle** lorsque l'apport en eau est important en période pluvieuse ou humide...

Il s'agit du **phénomène de retrait-gonflement des argiles.**

Ces fortes variations de teneur en eau dans le sol, créent des mouvements de terrain différentiels sous les constructions.

✔Certains facteurs peuvent aggraver ce phénomène, comme la présence de végétation ou le mauvais captage des eaux (pluviales ou d'assainissement). Ces mouvements de terrain successifs peuvent perturber l'équilibre des ouvrages, **affecter les fondations**, et créer des **désordres** de plus ou moins grande ampleur sur les fondations et en surface (fissures, tassements, etc.), pouvant dans les cas les plus graves rendre la maison inhabitable.

Ces désordres liés au retrait-gonflement des argiles peuvent être évités grâce à une bonne conception de la maison. C'est l'objet de la nouvelle réglementation mise en place par la loi ELAN, qui impose de mettre en œuvre des prescriptions constructives adaptées dans les zones les plus exposées.

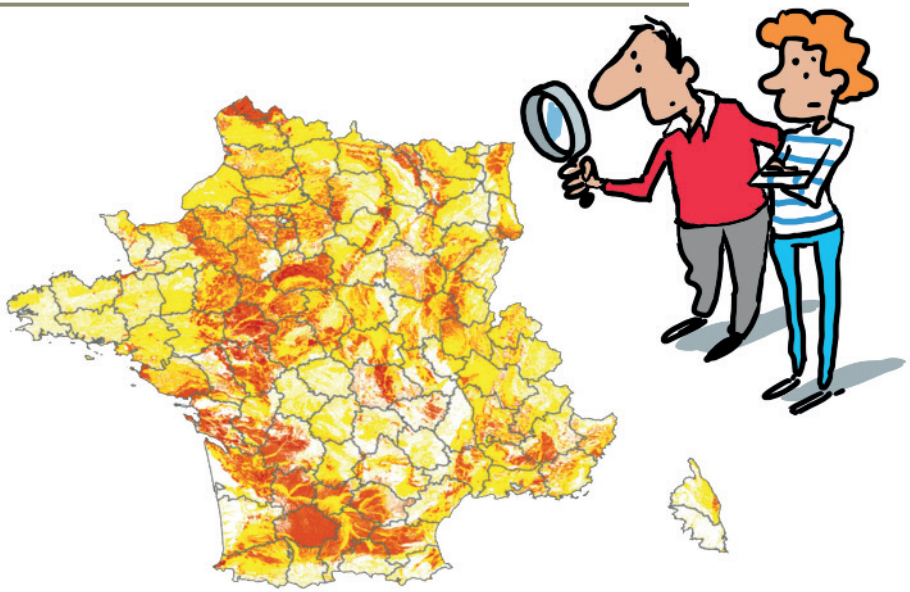
C'est pour cela que les constructions en terrain argileux doivent être adaptées à ce phénomène.

✔Pour en savoir plus sur le phénomène de retrait-gonflement des argiles, un dossier thématique est disponible via :

https://www.georisques.gouv.fr

GÉORISQUES

VOTRE TERRAIN EST-IL CONCERNÉ ?



Exposition :
- faible
- moyenne
- forte

Cette **cartographie** définit différentes zones en fonction de leur degré d'exposition au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux.

Le nouveau dispositif réglementaire s'applique uniquement dans les zones d'exposition moyenne et forte qui couvrent : **48 %** du territoire
93 % de la sinistralité

Comment savoir si mon terrain est concerné ?

✔ Depuis mon navigateur : **ERRIAL**

https://errial.georisques.gouv.fr/#/

ERRIAL (État des Risques Réglementés pour l'Information des Acquéreurs et des Locataires) est un site web gouvernemental dédié à l'état des risques. Il permet aux propriétaires d'un bien bâti ou non bâti ou aux locataires d'établir l'état de l'ensemble des risques qui le concerne. Ainsi, le site ERRIAL me permet de savoir si mon bien est concerné ou non par le risque de retrait gonflement des sols argileux.

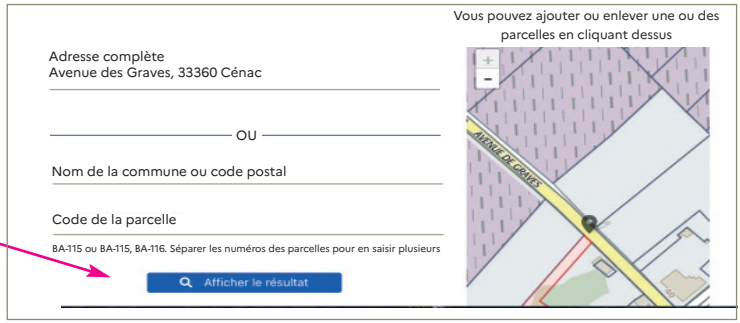
Pour obtenir les informations souhaitées, vous devez suivre les étapes suivantes :

*1) **Renseigner son adresse ou le n° de la parcelle.***



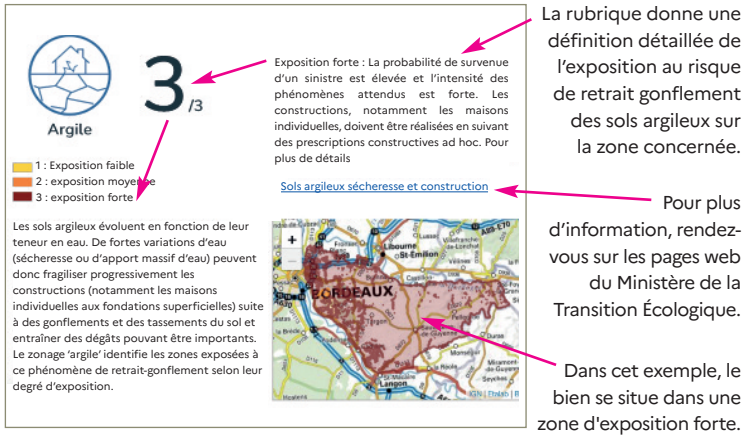
*2) **Pour obtenir l'état des risques, je clique sur afficher le résultat.***

clic



*3) **L'ensemble des risques qui concerne ma parcelle apparaît.***

*4) **Pour savoir si mon bien est exposé au risque de retrait gonflement des sols argileux, je fais dérouler la page jusqu'à la rubrique « Risques ne faisant pas l'objet d'une obligation d'information au titre de l'IAL ».***



La rubrique donne une définition détaillée de l'exposition au risque de retrait gonflement des sols argileux sur la zone concernée.

Pour plus d'information, rendez-vous sur les pages web du Ministère de la Transition Écologique.

Dans cet exemple, le bien se situe dans une zone d'exposition forte.

✔ La carte de France (cf p. 6) est disponible sur le site GÉORISQUES
https://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/
Cliquer sur l'icone « couches » en haut à gauche de la carte, puis, sélectionner la couche d'information « argiles ».



✔ Il est également possible de télécharger la base de données cartographique à l'adresse suivante : https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/argiles/données#/dpt

LES DIFFÉRENTES ÉTUDES GÉOTECHNIQUES



L'étude géotechnique préalable : une obligation

Validité

30 ans

Article R132-4 du code de la construction et de l'habitation et article 1er de l'arrêté du 22 juillet 2020

Cette étude est obligatoire pour tous vendeurs de terrain non bâti constructible situé en zone argileuse d'aléa moyen ou fort.

À quoi sert l'étude géotechnique préalable ?

Elle permet aux acheteurs ayant pour projet la réalisation d'une maison individuelle de bénéficier d'une première analyse des risques géotechniques liés au terrain, en particulier le risque de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

Que contient cette étude géotechnique préalable ?

Elle comporte une enquête documentaire du site et de ses environnants (visite du site et des alentours) et donne les premiers principes généraux de construction. Elle est complétée, en cas d'incertitude, par des sondages géotechniques.

Quelle est sa durée de validité ?

Elle est de 30 ans.

Qui paie cette étude géotechnique ?

Elle est à la charge du vendeur.



Attention

Une étude géotechnique unique, établie dans le cadre de la vente d'un terrain divisé en lots, peut être jointe au titre de propriété de chacun des lots dans la mesure où ces lots sont clairement identifiés dans cette étude.



L'étude géotechnique de conception

Le constructeur a le choix entre :

- ✔ **les recommandations de l'étude géotechnique de conception fournie par le maître d'ouvrage ou celle que le constructeur fait réaliser en accord avec le maître d'ouvrage ;**
- ✔ **ou le respect des techniques particulières de construction définies par voie réglementaire.**

À quoi sert l'étude géotechnique de conception ?

Elle est liée au projet. Elle prend en compte l'implantation et les caractéristiques du futur bâtiment et fixe les prescriptions constructives adaptées à la nature du sol et au projet de construction.

Sur quoi est basée cette étude ?

Elle tient compte des recommandations de l'étude géotechnique préalable pour réduire au mieux les risques géotechniques, en particulier le risque de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

Elle s'appuie sur des données issues de sondages géotechniques.

Elle fournit un dossier de synthèse qui définit les dispositions constructives à mettre en œuvre.

Quelle est sa durée de validité ?

Elle est valable pour toute la durée du projet en vue duquel elle a été réalisée.

Qui paie l'étude géotechnique de conception ?

Elle est à la charge du maître d'ouvrage.

Valable pour toute la durée du projet

Article R132-5 du code de la construction et de l'habitation et article 2 de l'arrêté du 22 juillet 2020

Lorsque, le maître d'ouvrage a choisi de faire réaliser une étude de conception liée au projet de construction du CCMI, elle peut être jointe au contrat à la place de l'étude préalable.



CONSTRUIRE EN RESPECTANT LES DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES...

Le **maître d'ouvrage** est la personne ou l'entreprise qui commande le projet.

Le **maître d'œuvre**, est la personne ou l'entreprise (architecte, bureau d'études...) chargée de la conception et du dimensionnement de l'ouvrage. Il peut assurer le suivi des travaux et la coordination des différents corps de métiers.

Le **constructeur**, est la personne ou l'entreprise qui construit.



Maître d'ouvrage



Maître d'œuvre



Constructeur



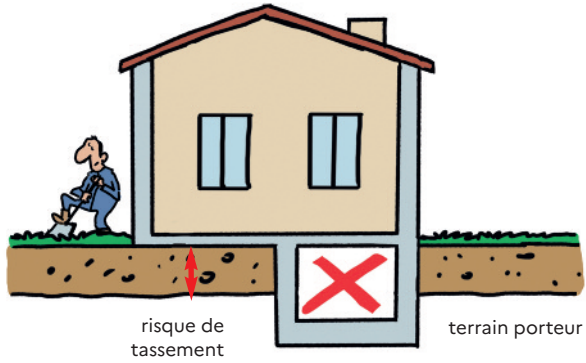
Si vous êtes **maître d'ouvrage** vous pouvez faire appel :

- ✔ soit à un **maître d'œuvre** qui vous proposera un contrat de maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre (dont l'architecte) ne pourra pas participer, directement ou indirectement, à la réalisation des travaux. il vous aidera simplement à choisir des entreprises avec lesquelles vous signerez des marchés de travaux, et pourra vous assister pendant le chantier ;
- ✔ soit à un **constructeur** qui vous proposera un Contrat de Construction de Maison Individuelle (CCMI). Dans ce cas le constructeur assume l'intégralité des missions suivantes, à savoir celui de la maîtrise d'œuvre et de la construction. Le contrat apporte une protection particulière car le constructeur a l'obligation de vous apporter une garantie de livraison à prix et délai convenus.

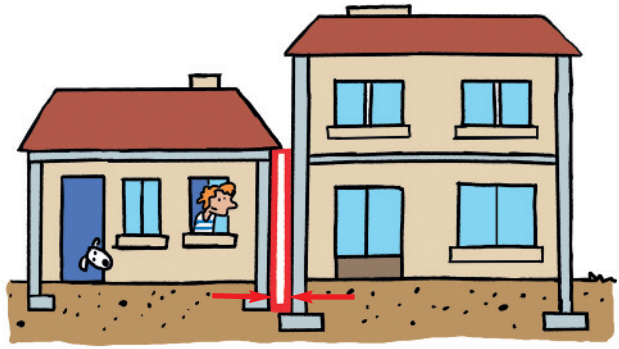
Adapter les fondations

✔ Les fondations doivent être adaptées et suffisamment profondes (a minima 1,20 mètre en zone d'exposition forte et 0,80 mètre en zone d'exposition moyenne) :
- béton armé coulé en continu,
- micro-pieux,
- pieux vissés,
- semelles filantes ou ponctuelles.

✔ Les sous-sols partiels sont interdits.



✔ Les fondations d'une construction mitoyenne doivent être désolidarisées.

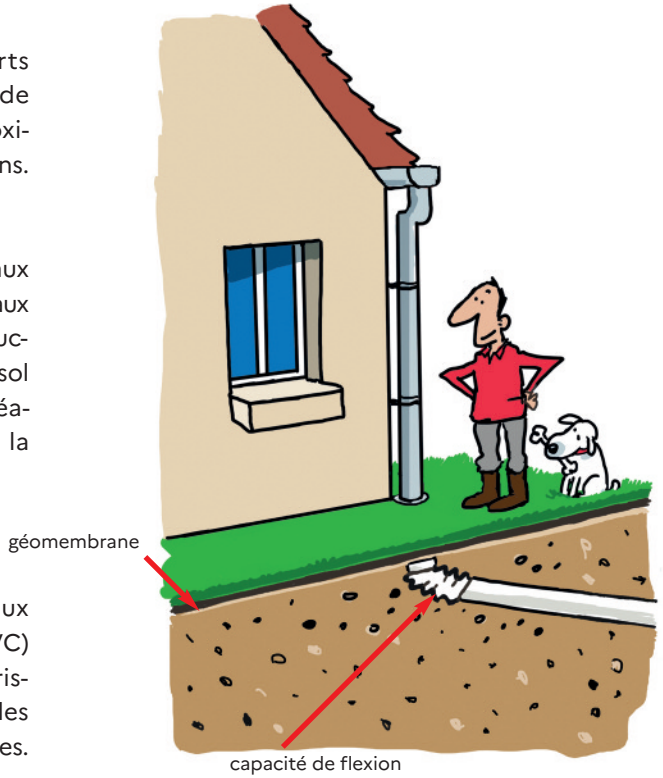


Minimiser les variations de la teneur en eau du terrain avoisinant la construction

✔Limiter les apports d'eaux pluviales et de ruissellement à proximité des constructions.

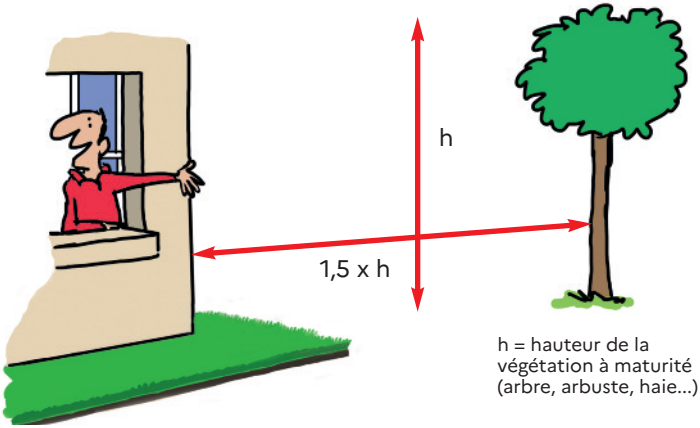
✔Afin de garder un taux constant d'humidité aux abords de la construction, la surface du sol doit être imperméabilisée autour de la construction.

✔Utiliser des matériaux souples (exemple PVC) pour minimiser les risques de rupture des canalisations enterrées.

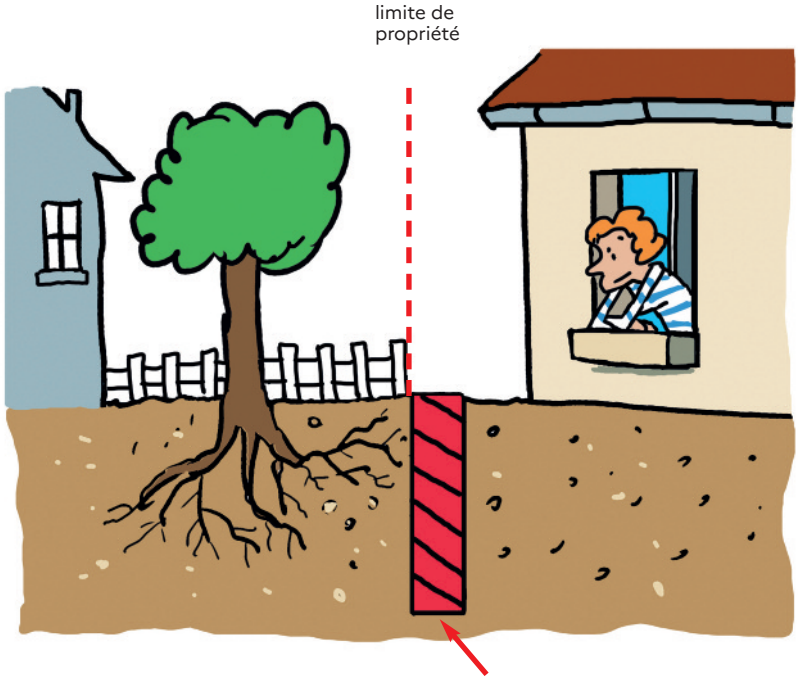


Limiter l'action de la végétation environnante

✔Éloigner autant que possible la construction du champ d'action de la végétation.



h = hauteur de la végétation à maturité (arbre, arbuste, haie...)



écran antiracines profondeur minimum 2 mètres
et adapté à la puissance et au type de racines.

✔Si la construction ne peut être située à une distance suffisante des arbres, mettre en place un écran anti-racines, une solution permettant d'éviter la propagation des racines sous la construction, qui accentue la rétractation du sol.

Quand ils existent, réduire les échanges thermiques entre le sous-sol de la construction et le terrain autour

✔En cas de source de chaleur importante dans un sous-sol, il sera nécessaire de limiter les échanges thermiques entre le sous-sol de la construction et le terrain situé en périphérie. Ceci évite des variations de teneur en eau du terrain.

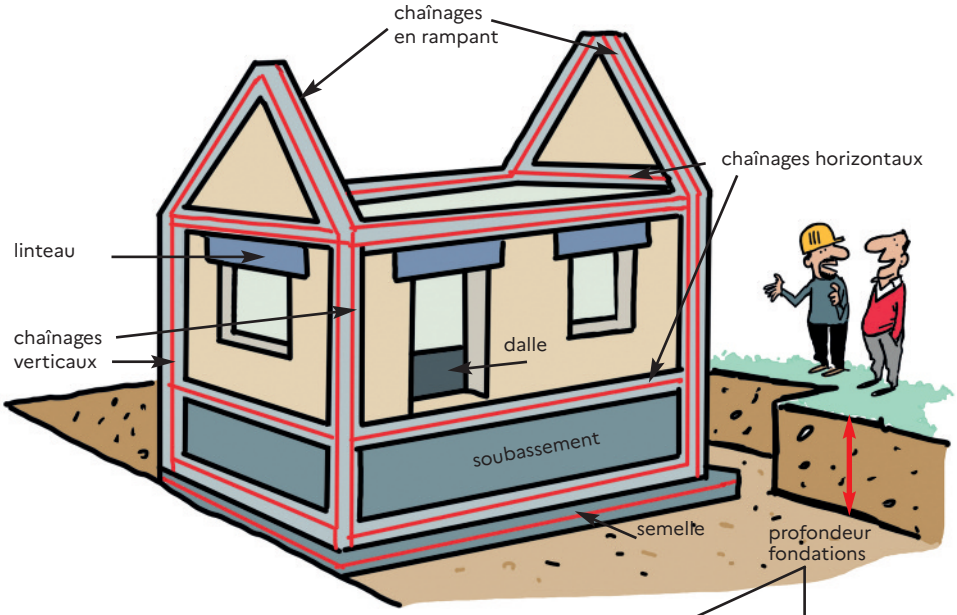
L'isolation du sous-sol peut-être l'une des solutions pour remédier à ce problème.

Pour les constructions en maçonnerie et en béton

✔Il sera également nécessaire de rigidifier la structure du bâtiment.

Un grand nombre de sinistres concernent les constructions dont la rigidité ne leur permet pas de résister aux distorsions provoquées par les mouvements de terrain.

La mise en œuvre de chaînages horizontaux et verticaux, ainsi que la pose de linteaux au-dessus des ouvertures permettent de minimiser les désordres sur la structure du bâtiment en le rigidifiant.



≥ 1,20 m en zone d'exposition forte

≥ 0,80 m en zone d'exposition moyenne

Sauf si un sol dur non argileux est présent avant d'atteindre ces profondeurs.

POUR EN SAVOIR PLUS...

Rendez-vous sur :

✔ **le site du Ministère de la Transition Écologique :**

https://www.ecologie.gouv.fr/sols-argileux-secheresse-et-construction

✔ **et sur le site Géorisques :**

https://www.georisques.gouv.fr/risques/retrait-gonflement-des-argiles

GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Ministère de la Transition Écologique

DGALN/DHUP
Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia
92055 La Défense
France

Construire en terrain argileux
La réglementation et
les bonnes pratiques

Édition novembre 2021

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

Légende

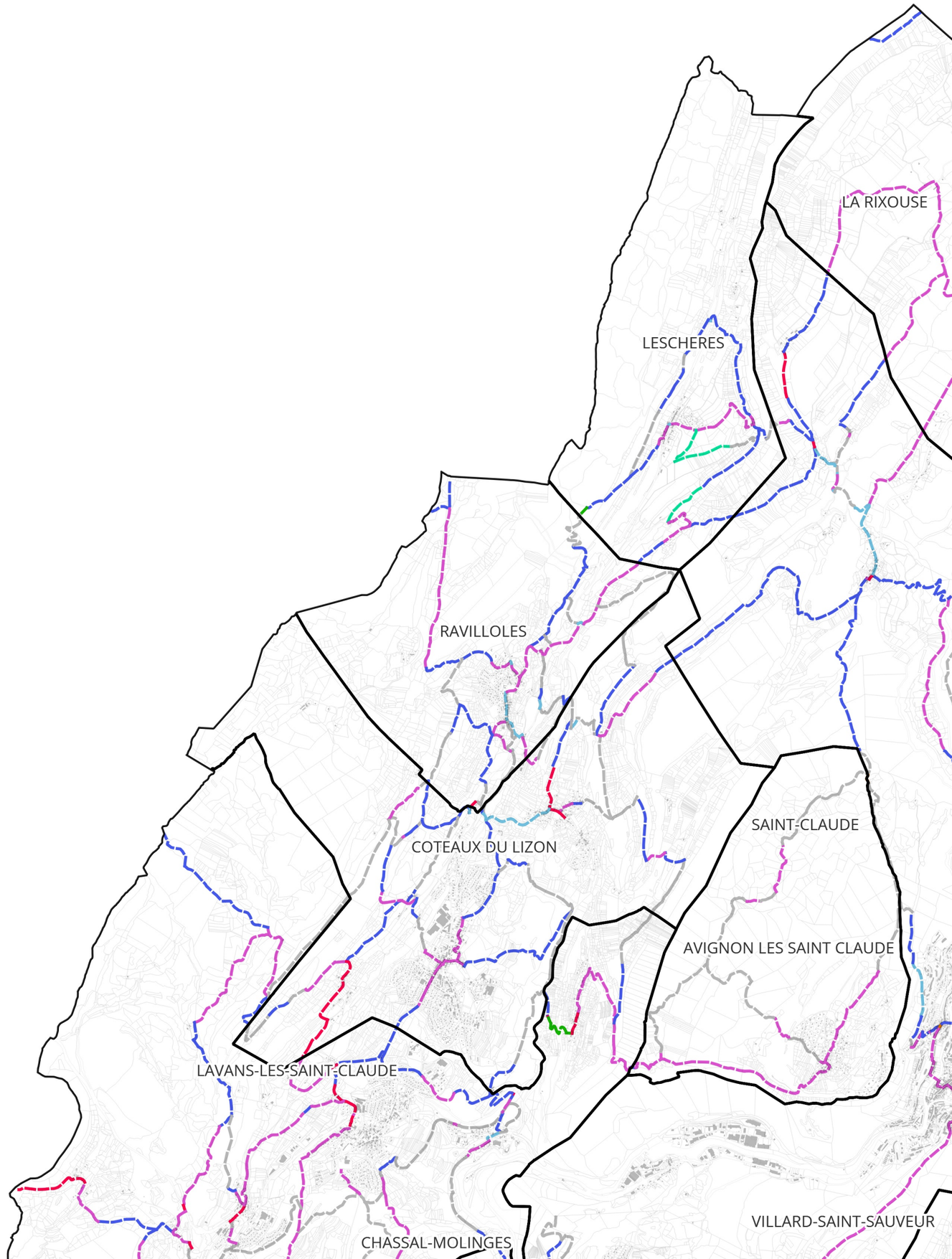
Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR 2025)

- Voie communale
- Chemin rural
- Route départementale
- Chemin départemental (Public)
- Sentier de la commune
- Chemin privé
- Chemin d'exploitation
- Chemin de desserte
- Sentier du département
- Autre

0 1 2 km N



PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

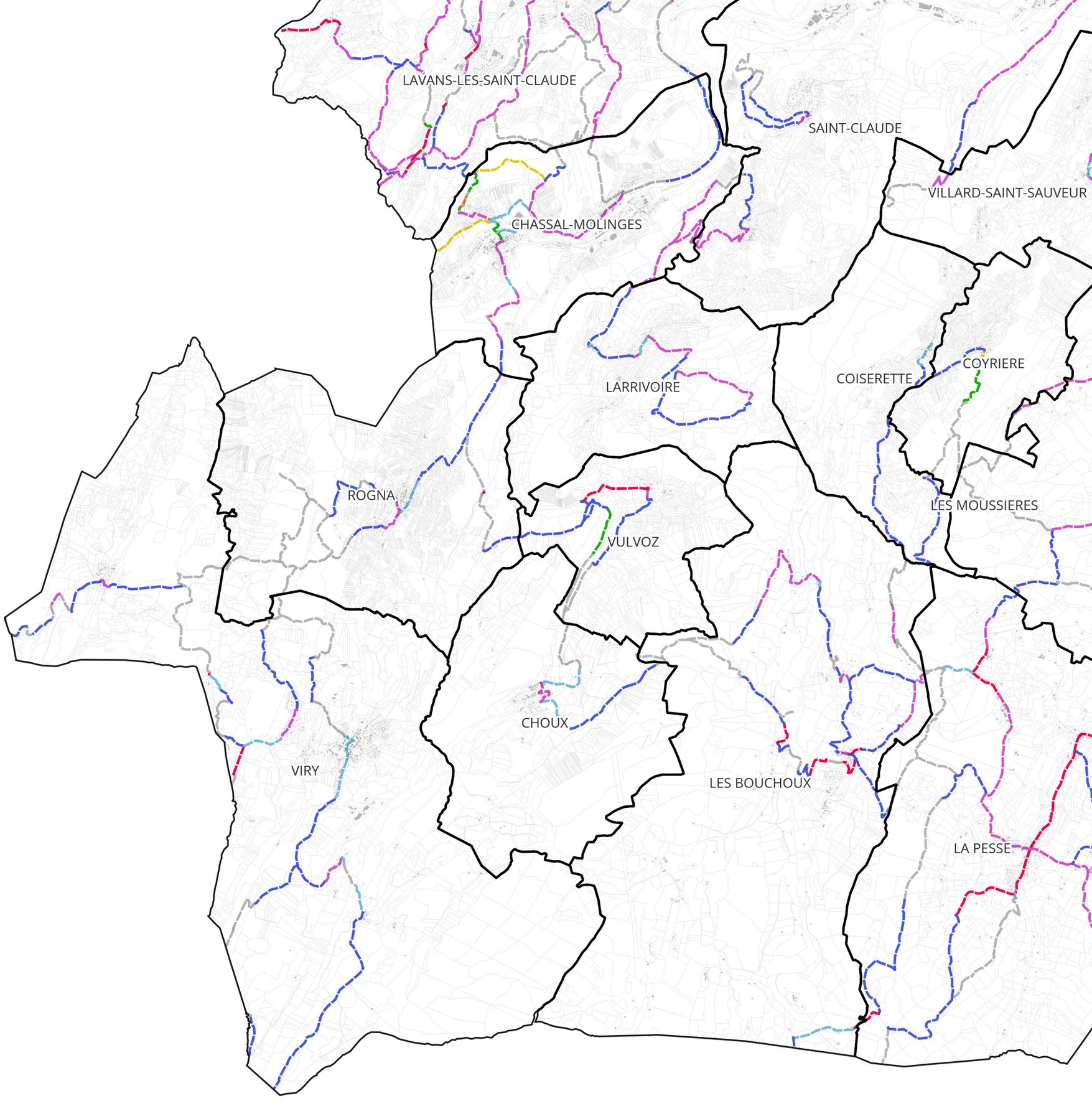
Légende

Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR 2025)

- Voie communale
- Chemin rural
- Route départementale
- Chemin départemental (Public)
- Sentier de la commune
- Chemin privé
- Chemin d'exploitation
- Chemin de desserte
- Sentier du département
- Autre



0 1 2 km

N

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

Légende

Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR 2025)

- Voie communale
- Chemin rural
- Route départementale
- Chemin départemental (Public)
- Sentier de la commune
- Chemin privé
- Chemin d'exploitation
- Chemin de desserte
- Sentier du département
- Autre

LA RIXOUSE
SAINT-CLAUDE
AVIGNON LES SAINT CLAUDE
SEPTMONCEL LES MOLUNES
VILLARD-SAINT-SAUVEUR
LAJOUX

0 1 2 km

N

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

6.3 Annexes informatives

DOSSIER ARRÊT
Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Philipe PASSOT

Légende

Fond de plan

- Bâtiments
- Limites parcellaires
- Limites communales

Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR 2025)

- Voie communale
- Chemin rural
- Route départementale
- Chemin départemental (Public)
- Sentier de la commune
- Chemin privé
- Chemin d'exploitation
- Chemin de desserte
- Sentier du département
- Autre

SAINT-CLAUDE
LAJOUX
VILLARD-SAINT-SAUVEUR
SEPTMONCEL LES MOLUNES
COYRIERE
LES MOUSSIERES
BELLECOMBE
LA PESSE

0 1 2 km

N

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté

PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Liberté Égalité Fraternité

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE

Troisième

PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT

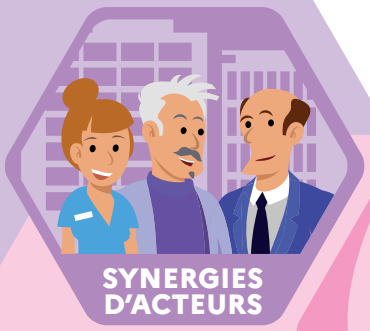
de Bourgogne-Franche-Comté

2017-2021

BILAN À MI-PARCOURS











P R S E 3

PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT
Bourgogne-Franche-Comté
2017-2021

AVANT PROPOS

Impulsé par le Conseil régional, la DREAL et l'ARS en tant que pilote, ce 3ème Plan Régional Santé Environnement mobilise pleinement les acteurs de tous horizons. L'implication forte de chacun est un gage de réussite sur le terrain. Arrivé aujourd'hui à mi-parcours, l'état d'avancement du PRSE 3 a été présenté au GRSE le 5 décembre 2019.
Ce plan génère une prise de conscience des acteurs et sert de levier à la mobilisation des territoires pour développer des projets respectueux de la santé, du bien-être et de l'environnement. Il favorise une collaboration entre les différentes parties prenantes augurant de belles perspectives dans la prise en compte des enjeux de santé liés à l'environnement dans les années à venir.

Le PRSE 3 n'est qu'à mi-parcours et les premiers résultats sont encourageants. La mobilisation de tous et l'implication collective doivent perdurer pour que l'ensemble des actions soit mis en œuvre :
c'est une condition essentielle à la réussite de ce plan.



BILAN À MI-PARCOURS

Troisième
PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT
de Bourgogne-Franche-Comté

2017-2021



AXE 1
L'eau dans son environnement et au robinet

AXE 2
Habitats et environnement intérieur

AXE 3
Qualité de l'air extérieur et santé

AXE 4
Cadres de vie et urbanisme favorables à la santé

AXE 5
Dynamiques territoriales et synergies d'acteurs

1 **groupe régional santé environnement :**
État, collectivités, associations,
employeurs, experts

1 **équipe d'animation :**
ARS, DREAL, CR, DIRECCTE, DRAAF

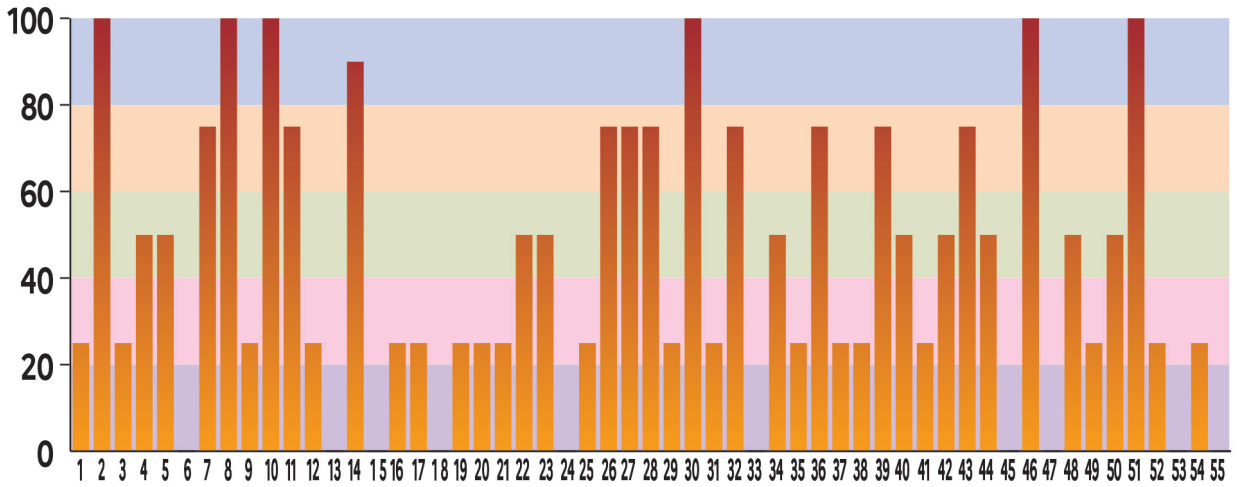
16 **objectifs opérationnels**

55 **actions**

LE PRSE3 À MI-PARCOURS

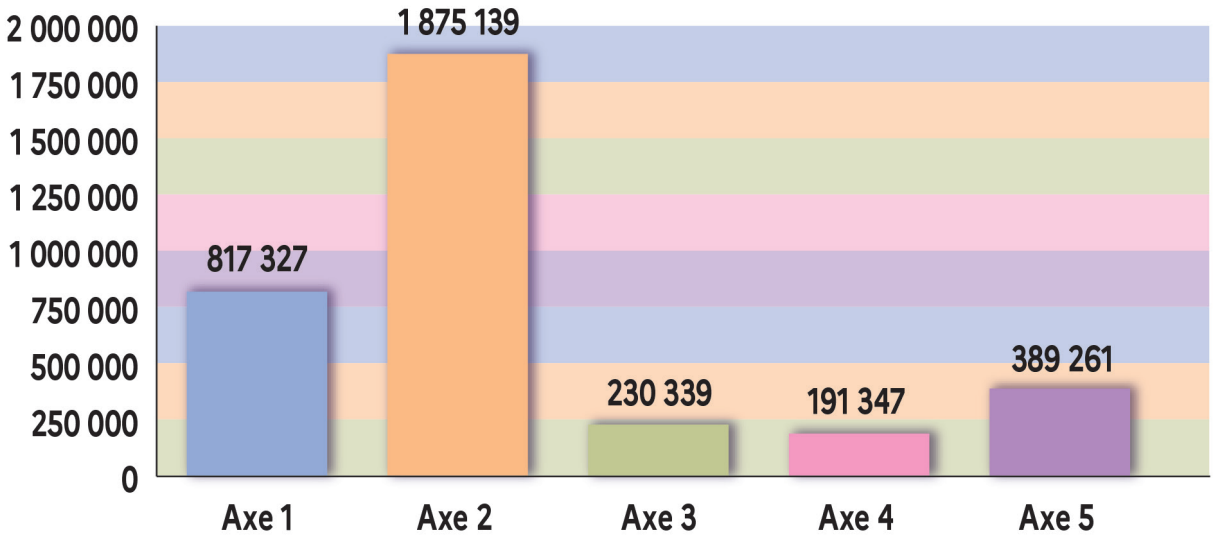
Le niveau d'avancement global du PRSE 3 à mi-parcours est de 43%.
45 actions sur 55, soit 81 %, sont engagées.
Près de la moitié d'entre elles le sont à au moins 50 %.
10 actions n'ont pas encore démarré.

Avancement des actions en %



BUDGET ENGAGÉ

Financement



3 484 273 € ont été engagés fin 2019 sur un budget total estimé sur 5 ans à 7 108 075 € pour la mise en œuvre du plan, soit 49 %.

L'EAU DANS SON ENVIRONNEMENT ET AU ROBINET

AXE 1



Fiabiliser les installations de distribution d'eau potable vulnérables à la turbidité et à la pollution bactériologique.	L'ARS, en lien avec les préfectures, a mené des actions ciblées auprès des collectivités présentant des non conformités récurrentes (121 pour la région début 2018) : accompagnement sur les solutions techniques et financières, mise en œuvre d'actions coercitives par des arrêtés de mise en demeure ou d'interdiction de consommation de l'eau, conditionnement de projets d'urbanisme à l'amélioration de la qualité de l'eau.
Prévenir les risques de turbidité et de contamination microbiologique de l'eau potable en sensibilisant les élus en charge de la compétence « Eau ».	L'ASCOMADE a réalisé des réunions de sensibilisation et d'information dans les territoires au plus près des collectivités concernées avec des mises en situation pratiques lors de visites de terrain. 125 gestionnaires d'eau potable ont participé. L'action s'était déjà déroulée en 2016 en Franche-Comté.
Surveiller la contamination des eaux des captages par les bactéries résistantes aux antibiotiques (BMR).	Le laboratoire d'hygiène hospitalière et d'épidémiologie du CHRU de Besançon a engagé l'étude sur le Pays Graylois. Selon les premiers résultats, il n'est pas retrouvé de BMR dans les ressources en eaux destinées à la consommation humaine.
Connaître l'impact de la qualité de l'eau potable sur le taux d'incidence des gastro-entérites en BFC.	Santé publique France a engagé une étude descriptive des cas de gastro-entérites liés à l'eau sur la période 2010-2019. En Bourgogne-Franche-Comté 376 signaux ont été détectés par le dispositif. Un travail sera mené en 2020 avec l'ARS pour corréler ces résultats avec les données de terrain issues du contrôle sanitaire.

Sensibiliser à la vulnérabilité du karst et former aux bonnes pratiques d'épandages des produits organiques.	Une vingtaine d'enseignants des lycées agricoles ont été sensibilisés à une fertilisation raisonnée des sols. L'objectif étant que ces enjeux soient intégrés dans les enseignements des futurs agriculteurs. Ces cycles de formations ont vocation à être reconduits.
Former les élus et techniciens nouvellement compétents sur l'eau destinée à la consommation humaine, aux enjeux sanitaires et à la réglementation en vigueur.	Cette action sera réalisée en 2020 suite aux élections municipales pour présenter aux nouveaux élus les enjeux liés à l'alimentation en eau potable.
Renforcer la coordination des services de l'État pour la protection des captages vis-à-vis des pollutions par les produits phytosanitaires.	La feuille de route régionale du plan Ecophyto 2+ élaborée en 2019 fixe le cadre de cette collaboration renforcée : contrôles conjoints, échanges de données, cohérence interministérielle des actions menées.
Mettre en place et coordonner un réseau partenarial sur la réduction de l'usage des pesticides dans les « jardins, espaces végétalisés et infrastructures ».	L'association ALTERRE a créé les outils d'accompagnement et d'aide des collectivités. Fin 2019, 379 communes étaient engagées dans une démarche de réduction des pesticides.
Mettre en réseau et accompagner les acteurs de la protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine.	Alterre a organisé en 2018 une journée de sensibilisation et de formation sur les démarches de protection des captages à l'attention des collectivités (31 participants). Un répertoire régional des démarches intégrées est en cours pour les valoriser. Des journées spécifiques sur « comment démarrer et réussir un projet territorial » sont prévues en 2021.

Réduire à la source et traiter les micropolluants en station de traitement des eaux usées.	25 collectivités ont été informées sur ces enjeux lors d'un colloque organisé par l'ASCOMADE en 2019.
Améliorer les connaissances de l'impact du traitement du bois en forêt en zones vulnérables et mener une démarche spécifique dans le bassin versant de la Loue (25) concernant la cyperméthrine.	Une charte pour une meilleure prévention des risques de piqûre applicables aux forêts publiques du Doubs a été signée en 2019 par les acteurs locaux. Une cartographie de vulnérabilité a été réalisée et 11 contrôles ont été effectués par la DRAAF. Le contrôle sanitaire renforcé mis en place par l'ARS n'a pas mis en évidence la présence de cyperméthrine dans les eaux destinées à la consommation humaine.
Préserver les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle et future.	L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a engagé la réalisation d'un guide technique et méthodologique à l'attention des collectivités pour la mise en œuvre des mesures de prévention des ressources stratégiques, notamment dans le cadre des documents d'urbanisme.
Établir l'état des lieux des connaissances sur les impacts du changement climatique sur la qualité des eaux en Bourgogne-Franche-Comté.	Un recensement préalable des données et études existantes est en cours de réalisation. Fin 2019, l'action n'était pas engagée.

PRSE 3

HABITATS ET ENVIRONNEMENT INTÉRIEUR

AXE 2



Mettre en place une plateforme transfrontalière (arc jurassien) sur la qualité de l'air intérieur et le radon.	La plate-forme a été réalisée. Toutes les informations régionales sur les mesures du radon et de la qualité de l'air intérieur, les moyens de l'améliorer sont désormais disponibles sur un site **https://jurad-bat.net/**
Mettre en place un observatoire régional QAI-Radon, en s'appuyant sur la plateforme transfrontalière JURAD-BAT de l'arc jurassien.	Action non engagé fin 2019.
Sensibiliser et former les professionnels et les acteurs de l'habitat à la qualité sanitaire des espaces de vie dans le cadre d'une approche globale.	Action partiellement engagé en 2019. Un centre de formation des apprentis a été formé à l'amélioration de la qualité de l'air intérieur des locaux d'accueil. Par ailleurs la MFBFC a mené des actions de sensibilisation aux risques sanitaires liés à l'habitat dans un IFSI et 5 structures de petite enfance.
Prévenir le risque amiante lors de travaux de rénovation et de réhabilitation, en rappelant aux propriétaires leur obligation de repérage.	Un document d'information sur les risques liés à l'amiante a été diffusé par la DIRRECTE auprès des collectivités de la région à l'attention des particuliers désirant effectuer des travaux.
Sensibiliser les entreprises sur un modèle pédagogique original : Ateliers AIRBAT®.	Action non engagée en 2019.

Intégrer la gestion du radon dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat ou des programmes d'intérêt général de l'ANAH.	Une collectivité en Saône-et-Loire a accepté d'intégrer la gestion du radon dans son Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH). À partir de cette démarche expérimentale, une concertation est en cours pour construire une stratégie de prise en compte opérationnelle des riques liés au radon. Elle sera proposée au futur conseil communautaire de la commune volontaire dès 2020.
Améliorer le confort hygrothermique et l'efficacité énergétique dans les établissements sanitaires et médico-sociaux.	Un appel à manifestation d'intérêt sera lancé en 2021 auprès des établissements de santé et médico-sociaux. Un chargé de mission recruté par le Pôle Énergie Bourgogne Franche-Comté va accompagner pendant 3 ans les établissements de santé et médico-sociaux volontaires.
Prévenir les risques auditifs chez les jeunes.	Une action de prévention sur le bruit et la santé a été programmée lors de 4 concerts publics de la région. 14 000 élèves du secondaire ont été sensibilisés et informés annuellement lors de concerts pédagogiques. Plus de 2000 jeunes enfants ont été sensibilisés aux sons et aux risques auditifs.
Proposer aux patients ayant des pathologies potentiellement liées à leur habitat, des audits de la qualité de l'air intérieur par des Conseillers médicaux en environnement intérieur.	Le dispositif en place piloté par le RAFT et la Mutualité de Bourgogne-Franche-Comté a permis la réalisation de près de 600 consultations téléphoniques et 545 visites de logements sur deux ans.

Développer des outils et recommandations pour limiter les pollutions et pérenniser la qualité de l'air intérieur durant la vie des ouvrages.	Action non engagé fin 2019.

PRÉVENIR LES INFECTIONS FONGIQUES INVASIVES LIÉES AU DOMICILE DES PATIENTS D'HÉMATOLOGIE

Pour les patients hospitalisés avec chimiothérapie ou greffe, en état de fragilité extrême, un entretien avec le médecin en hématologie détermine la possibilité de mesurer les concentrations de moisissures potentiellement dangereuses au domicile. Des conseillères médicales en environnement intérieur (CMEI) réalisent des échantillonnages pour le laboratoire de mycolologie qui transmet les résultats au médecin. Une éventuelle action de remédiation est programmée. Sur 42 patients concernés, 10 ont bénéficié de cette visite de prévention.
Le prochain objectif vise à augmenter l'adhésion des médecins et des patients de la région pour cette démarche de prévention.

QUALITÉ DE L'AIR EXTÉRIEUR ET SANTÉ

AXE 3



Inclure dans la gestion des espaces verts la notion de potentiel allergisant des plantes.	En complément du site « végétation en ville » du réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA), l'association de surveillance de la qualité de l'air ATMO a identifié les plantes les plus allergisantes dans les parcs et jardins publics à Besançon pour sensibiliser les collectivités sur les bons choix de plantation. Toute cette information a été valorisée sur le portail E-SET.
Pérenniser le réseau régional des mesures des pollens.	Chaque année, en collaboration avec le Réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA), 150 bulletins allergo-polliniques sont publiés sur le site d'ATMO BFC, avec une détermination du risque allergique pour les habitants.
Étendre l'obligation de lutte contre l'ambroisie à feuille d'armoise sur les départements de Côte d'Or, de la Nièvre et de l'Yonne.	Un arrêté préfectoral de lutte obligatoire existe dans tous les départements. Plus de 790 référents communaux, partenaires de la lutte sont désormais recensés sur tout le territoire fin 2019.
Coordonner la lutte contre l'ambroisie en milieu agricole.	Une fiche d'information « Comment lutter contre l'ambroisie ? » a été diffusée à 1000 exploitants agricoles, conseillers, partenaires. Un territoire pilote de la lutte dans le Jura a été défini. La synthèse de l'étude menée sur ce territoire a été publiée.

COORDONNER LA DÉFENSE COLLECTIVE CONTRE L'AMBROISIE À FEUILLE D'ARMOISE

Un programme d'actions a été mis en œuvre afin d'intégrer la lutte contre l'ambroisie dans toutes les politiques régionales : administrations, collectivités, profession agricole, gestionnaires d'infrastructures linéaires. En collaboration avec le CNFPT, 7 formations à destination des référents communaux ont été organisées. La participation moyenne à chaque formation étant de 15 à 20 personnes. Dans le cadre des contrats locaux de santé, 10 collectivités ont organisé des séquences d'animations/sensibilisation. Une dizaine de communautés de communes ont également passé une convention avec la FREDON pour lutter contre l'ambroisie sur leurs territoires.

Pour mieux caractériser la présence de l'ambroisie sur le territoire, un mécanisme de signalement et de cartographie (SIG) a été mis en place. 468 signalements ont ainsi pu être recensés et cartographiés si validation.

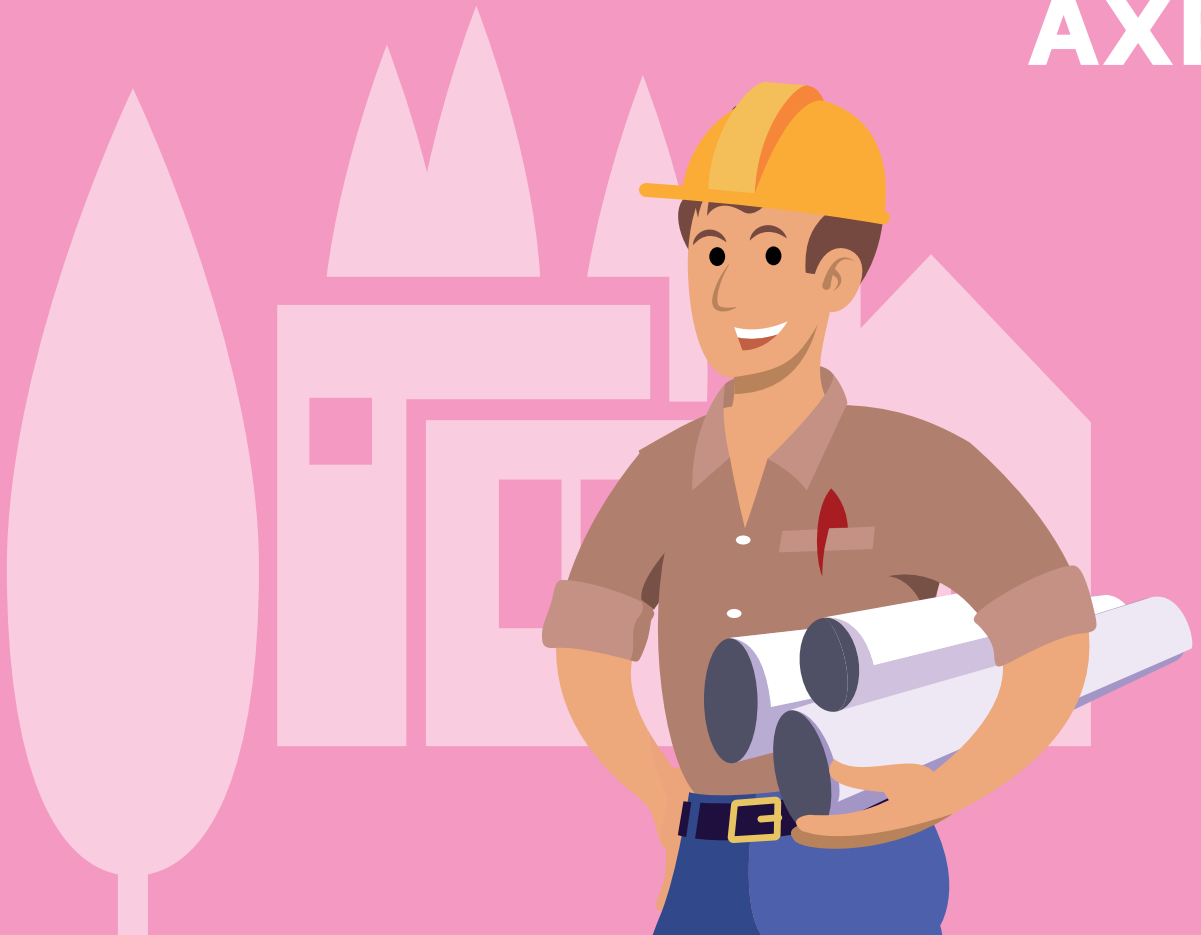
L'ambroisie affectant fortement les parcelles agricoles, une co-animation avec la chambre régionale d'agriculture a été formalisée. Elle s'est déjà traduite par une première formation à destination des agents de la Chambre régionale d'agriculture.
D'autres opérations ont ou vont concerner les gestionnaires d'infrastructures linéaires ainsi que les entreprises des bâtiments et travaux publics.

Évaluer l'impact sanitaire lié à la présence de pollens d'ambroisie en Bourgogne-Franche-Comté.	Une enquête auprès des officines de pharmacie de la région sur la consommation médicamenteuse en période de pollinisation de l'ambroisie a été réalisée en 2018. Ce travail a fait l'objet d'une thèse de doctorat en pharmacie. La faiblesse des réponses n'a pas permis de conclure.
Intégrer les enjeux de la qualité de l'air et de la santé dans les démarches associant les collectivités territoriales et les citoyens.	ATMO BFC a sensibilisé, outillé et informé sur les enjeux sanitaires liés à la qualité de l'air et au changement climatique les 46 collectivités porteurs de projets de plan climat air énergie territoriaux dans la région, les collectivités impliquées dans 35 projets de plan local d'urbanisme intercommunal, les partenaires de 9 projets de contrats locaux de santé et de 2 opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
Conditionner les aides financières locales et les appels d'offres à la prise en compte de la santé et de la préservation de la qualité de l'air.	Afin de d'identifier les leviers permettant de mieux prendre en compte la santé dans certains projets des collectivités, plusieurs documents méthodologiques ont été élaborés et diffusés. Les thèmes concernés sont les suivants : projets de chaufferies biomasse, de réseaux de chaleur, de chantiers de rénovation, de transport...
Caractériser la nature et l'origine des particules atmosphériques fines en Bourgogne-Franche-Comté pour faciliter la mise en place d'actions ciblées.	Action non engagée fin 2019.

PRSE 3

CADRES DE VIE ET URBANISME FAVORABLES À LA SANTÉ

AXE 4



Sensibiliser les agents de la fonction publique et les bureaux d'études à une vision plus intégratrice des enjeux de santé – environnement dans les documents d'urbanisme.	80 collectivités et agents publics ont participé à la journée PLUI et éco-quartier de Bourgogne-Franche-Comté sur le thème « la santé dans les projets d'urbanisme » en présence de l'École des hautes études en santé publique de Rennes.
Promouvoir les évaluations d'impact sur la santé (EIS) dans les projets d'aménagement et d'urbanisme.	3 études d'impact santé sont en cours dans la région : PLUI de la communauté de communes Côte Sud Chalonnaise Buxy, SCOT Pays Vesoul Val de Saône, et un nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du quartier Planoise à Besançon.
Sensibiliser les collectivités aux enjeux de la mobilité active en portant à leur connaissance les implications du Plan d'Action pour les Mobilités Actives et les accompagner pour la mise en œuvre d'actions et de projets locaux.	Huit ateliers d'échanges et d'informations ont été organisés en 2019, rassemblant plus de 260 participants dans plusieurs communes : Dijon, Mâcon, Lons-le-Saunier, Besançon, Nevers, Vesoul, Belfort, Auxerre.
Sensibiliser les usagers aux mobilités actives pour les déplacements d'achats, de loisirs et d'accompagnement scolaire.	Des contact ont été pris avec plusieurs CCAS de la région pour préparer des actions vis-à-vis du public. La préparation d'une campagne d'information des commerçants avec l'appui du CEREMA et en collaboration avec les Chambres de commerce et d'industrie a été engagée. Les deux rectorats et les responsables du portail E-SET ont été rencontrés pour définir les actions possibles en direction de la communauté éducative.
Sensibiliser les seniors à la pratique des mobilités actives et au développement de nouvelles solutions de mobilités individuelles.	Des remises en selle de seniors en sessions d'une demi-journée, ont été organisées avec 3 centre communaux d'action sociale (CCAS) : Chalon-sur-Saône, Pont de Roide, Autun. Elles ont rassemblé plus de 75 personnes. D'autres actions sont à venir.

Prévenir la maladie de Lyme au sein des établissements scolaires. Former et informer les enfants à la reconnaître et à l'éviter.	Une stratégie régionale de prévention élaborée en 2019 va faire l'objet d'actions concrètes dans les contrats locaux de santé de la région dès 2020.
Sensibiliser et former les collectivités à une gestion des espaces publics limitant la propagation des maladies vectorielles.	L'ensemble des collectivités des départements de Côte d'Or, de la Nièvre et de Saône et Loire ont fait l'objet d'action de sensibilisation, d'informations aux risques liés à la prolifération du moustique tigre : arrêtés préfectoraux, communiqué de presse, diffusion de plaquettes d'information.

AMÉNAGER L'ESPACE URBAIN POUR FAVORISER LES ÎLOTS DE FRAÎCHEUR

Pour les villes de la région, il s'agit d'utiliser des travaux de recherche scientifiques, mobilisables dans le cadre de politiques d'adaptation au changement climatique. Une des voies d'adaptation et de lutte contre le changement climatique va consister à s'appuyer sur la connaissance des Îlots de Chaleur Urbains (ICU) afin de sauvegarder et développer des Îlots de Fraîcheur Urbains (IFU). Ce projet s'articule selon 3 étapes :

1. Dresser une cartographie fine des zones de fraîcheur (typologie, taille, pouvoir rafraîchissant) sur le territoire de Dijon Métropole (en cours) ;

2. Éprouver numériquement l'impact de formes urbaines, à l'horizon 2050, afin d'identifier celles favorisant les IFU (en cours) ;

3. Appliquer la typologie des Local Climate Zones (LCZ) à 5 agglomérations de la région Bourgogne-Franche-Comté (projet 2021).
Développer la concertation avec les publics concernés par les aménagements.

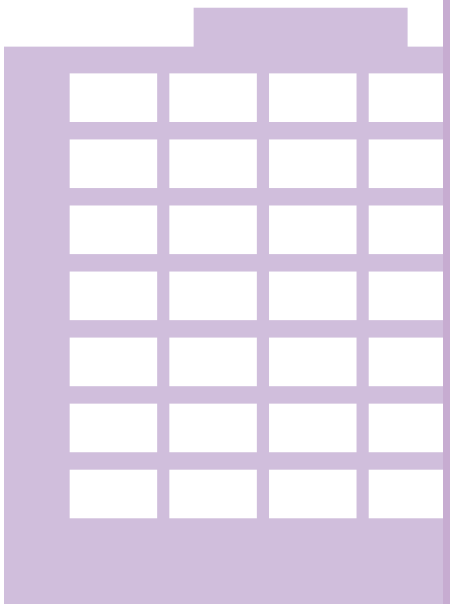
DYNAMIQUES TERRITORIALES ET SYNERGIES D'ACTEURS

AXE 5



Informer, sensibiliser et former le grand public aux enjeux de la santé-environnement.	Fin 2019, 4 collectivités et 3 associations ont engagé un programme desensibilisation et de transformation de l'environnement des enfants et ont répondu à l'appel à projet « de 0 à 6 ans sans perturbateurs endocriniens ».
Intégrer un module spécifique et un parcours d'autoformation « Environnement citoyenneté » dans le projet régional de promotion de la santé des jeunes « Pass'Santé Jeunes ».	La santé environnementale expliquée aux jeunes et adolescents, futurs adultes est désormais sur le Pass'Santé Jeunes Bourgogne-Franche-Comté.
Organiser à échéance régulière un congrès sur le thème « santé et pathologies liées à l'environnement » à destination des professionnels de santé.	Le congrès sur le thème des phytosanitaires et des perturbateurs endocriniens prévu au printemps 2020 est reporté en 2021 pour raison de pandémie.
Intégrer le volet « santé environnement » dans les « forums citoyens » mis en place par l'ARS.	Cette action est mise en œuvre dans le cadre des concertations prévues lors de l'élaboration des contrats locaux de santé.
Intégrer les enjeux de santé environnement dans le Système de formation de formateurs à l'éducation relative à l'environnement (SFFERE).	2 sessions de formations ont été organisées de 2018 à 2019 et ont concerné 26 formateurs sur l'environnement. Désormais le Groupe régional d'accompagnement et d'initiation à la nature et à l'environnement de Bourgogne-Franche-Comté (GRAINE) pilote les actions de formation de formateurs sur la santé environnementale.
Attribuer un prix aux initiatives des collectivités sur les approches globales et positives de la santé.	Action non engagée fin 2019.

Améliorer la formation des personnels au contact de l'usager allergique alimentaire.	Depuis 2017, 303 personnels des collectivités et professionnels de santé ont été formés par le réseau des allergologues de Bourgogne-Franche-Comté.
Développer sur les territoires (via les Contrats locaux de santé et autres démarches) des projets intégrés sur les déterminants de santé environnementale.	Fin 2019, 8 collectivités de la région ont engagé des projets territoriaux incluant les enjeux de santé environnementale (air, alimentation, habitat...). Une d'entre-elles travaille sur une stratégie alimentaire locale et transversale qui inclue les enjeux de prévention de l'obésité, du surpoids et ceux liés à la qualité de l'eau et aux phytosanitaires.
Renforcer eSET comme vecteur d'information / sensibilisation et d'actions sur la santé environnementale.	Le nouveau site E-SET BFC met en valeur les dynamiques territoriales sur la santé environnementale dans la région avec une rubrique dédiée animée par ALTERRE et l'IREPS. Le bilan des consultations du nouveau portail est disponible sur le site.





CRÉER UN MASTER UNIVERSITAIRE « ALIMENTATION AGRO-ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE »

La création de ce master au programme très transversal sur les questions de la santé, l'environnement, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et l'alimentation (durable) a permis de constituer une communauté de chercheurs/enseignants-chercheurs, entrepreneurs et professionnels spécialistes de ces questions, de plus en plus prégnantes dans notre société.

L'équipe pédagogique compte près de 30 intervenants provenant de l'Université de Bourgogne, AgroSup Dijon, INSERM, INRA et de structures privées (AREA, AFNOR, Un pas pour demain, Phenix, Ministère de l'Agriculture, Vitagora, Bankiva, Collectif Soun,...).

Le programme de master 2 initié depuis 2 ans a recruté 10 étudiants la première année et 12 la seconde.

Réalisation de projets de terrains par les étudiants (projet de création d'une épicerie solidaire, recensement des initiatives en faveur de l'alimentation durable à Dijon métropole,...).

Année 2019-2020 : 7 étudiants sur 12 sont en contrat de professionnalisation (alternance).

Créer un groupe de chercheurs COMUE santé-environnement.	Un pôle régional fédératif en santé publique est chargé de renforcer le lien entre la santé environnementale et la recherche. Plusieurs collectifs de chercheurs sont déjà actifs sur le Plan régional santé environnement. Aménager l'espace urbain pour favoriser les îlots de fraîcheur (action 41) ; Créer un Master universitaire « Alimentation agro-alimentaire et développement durable » (action 51).
Développer une nouvelle approche multipartenariale « Santé et phytos » .	L'enjeu « Santé-phytosanitaire » est inclus dans la feuille de route du plan ECOPHYTO ++, co-piloté par la DRAAF, l'ARS et la DREAL.
Favoriser la mise en place de projets de territoire dont le levier principal de mobilisation serait la qualité de l'eau dans son environnement et au robinet.	Action non encore engagée. Cette action fera l'objet d'un appel à projet à destination des collectivités fin 2020.
Valoriser les actions mises en place par la profession agricole auprès du grand public.	Les actions de communication de la profession agricole sont inscrites dans la feuille de route du plan ECOPHYTO ++, co-piloté par la DRAAF, l'ARS et la DREAL.

PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT

Bourgogne-Franche-Comté

2017-2021

BILAN À MI-PARCOURS

Conseil Régional
de Bourgogne-Franche-Comté
4 Square Archéologique Castan,
25000 Besançon
Tél. 03 81 61 61 61
www.bourgognefranchecomte.fr

Préfecture de la région
Bourgogne-Franche-Comté
53 rue de la Préfecture,
21 041 Dijon Cedex
Tél. 03 80 44 64 40
www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte

Agence régionale de santé
de Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 place des savoirs,
CS 73 535, 21035 Dijon Cedex
Tél. 0808 807 107
www.ars.bourgogne-franche-comte.sante.fr